

LA CHAMELLE D'ALLAH
AUX SOURCES DU CHAOS LIBYEN

RAFAA TABIB

*LA CHAMELLE D'ALLAH
AUX SOURCES DU CHAOS LIBYEN*



LE PARCHEMIN BLEU

*Conception visuelle :
Maraya Concept*

*Iconographie de la couverture :
Le Parchemin bleu de Kairouan et cliché de l'auteur*

A Chokri Belaïd,

In Memoriam

*A Wolfram, Moncef, Virginie et Bassel en souvenir de nos silences
échangés.*

Mes vifs remerciements s'adressent à celles et à ceux, qui grâce à leurs conseils, ont rendu possible l'achèvement de cet ouvrage et l'ont transposé du monde poussiéreux du vœu au vacarme enivrant des imprimeries. Ma gratitude va particulièrement à Sophie Caratini et à Pierre Signoles, Professeurs émérites, pour leurs infaillibles soutiens.

Afin que fleurissent les idées de ce livre, des amis m'ont appuyé de toute leur générosité grâce à des heures de discussions et de relectures critiques. Qu'ils trouvent dans cet ouvrage l'expression de mon estime et de ma considération. L'écriture est avant tout un fait d'échange et de complicité intellectuelle.

LE CORAN, (SOURATE 91 – MEKKOISE) « *AL CHAMS* » :

*12. LORSQUE LE PLUS MISERABLE D'ENTRE EUX SE LEVA (POUR TUER LA
CHAMELLE)*

*13. LE MESSAGER D'ALLAH LEUR AVAIT DIT : «LA CHAMELLE D'ALLAH!
LAISSEZ-LA BOIRE ».*

*14. MAIS, ILS LE TRAITERENT DE MENTEUR, ET LA TUERENT. LEUR
SEIGNEUR LES DETRUISIT DONC, POUR LEUR PECHE ET ETENDIT SON
CHATIMENT SUR TOUS.*

15. ET ALLAH N'A AUCUNE CRAINTE DES CONSEQUENCES.

PREFACE

Les impacts du « printemps arabe » sur les Etats de la région ont conforté la thèse d'un soulèvement arabe « antiétatique » et par endroits, à caractère « communautaire ». Or aujourd'hui la « demande d'État » sur le plan sécuritaire et social, est en tête des priorités de la population de la région tout en s'articulant à la demande pérenne de liberté et de démocratie qui s'est exprimée en 2011.

Les appartenances communautaires, tribales, ethniques, religieuses, régionales ont été instrumentalisées par les régimes arabes pour asseoir leur suprématie et par les différents groupes sociaux et politiques pour accéder à l'Etat et à ses ressources matérielles et symboliques. Le soulèvement libyen de 2011 et ses soubresauts dramatiques ont, dans un premier temps permis l'expression des identités tribales mettant à nu la profonde fragmentation du champ social dans l'ex – Jamahiriya. Cette résurgence meurtrière des identités tribales témoigne des articulations aux conditions historiques particulières de la création étatique et de la trajectoire originale de l'édification des institutions en Libye.

Ce livre a pour objectif d'analyser les destins erratiques de ce qui reste d'un pays meurtri en sondant ses recompositions sociales, culturelles, religieuses et politiques et en les inscrivant dans leurs articulations avec les institutions tribales, communautaires et coutumières. Institutions qui réémergent puissamment aujourd'hui, du fait de faillite de l'Etat et de sa dislocation. Il vient combler un vide heuristique béant, que les médias ne cessent d'approfondir, alors que les enjeux dans cette région du Monde sont capitaux. En effet, une série de crises sécuritaires d'ampleur a été déclenchée dans l'ensemble de la région Maghreb-Sahel à la suite de l'effondrement de l'État en Libye. Cet effondrement eut pour toile de fond, une situation complexe où se mêlent trafics d'armes, prolifération de milices, séditions à caractère jihadsite et sécessions

territoriales. Le livre fait ce premier constat : Les tribus et ethnies marginalisées par les États, disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye et n'hésitent plus à prétendre leurs droits sur leurs territoires historiques ou revendiqués. Second constat : Sitôt les bombardements suspendus en Libye à l'automne 2011, certains pays de la région jusque-là épargnés par le terrorisme islamiste et en premier lieu la Tunisie, le Mali et le Niger, durent non seulement faire face à l'afflux de vagues de réfugiés traumatisés et démunis, mais aussi et surtout à l'implantation relativement durable de foyers jihadsites tenus par des cellules d'Al Qaïda ou ses satellites, ainsi que des « couloirs » de trafic, où sont accumulés des arsenaux importants d'armes provenant de Libye.

Au fil des pages, l'auteur nous dévoile la face sombre de ce conflit et principalement son « soubassement » mafieux et surtout ses réseaux de contrebande d'armes et de tout le spectre des trafics qui sillonnent la Libye. En effet, les échanges informels et illicites ont connu une spectaculaire intensification. Cette « économie de l'ombre » est détenue et gérée par les milices tribales armées et les factions se réclamant du jihadisme. Leurs domaines de prédilection ne sont autres que la prédation des ressources, les trafics en tous genres, les migrations clandestines et la coopération avec les groupes de sédition. L'afflux de ces groupes a participé à l'étroite imbrication des activités de trafic et de banditisme. Plusieurs groupes criminels armés, en rupture de ban avec les confédérations tribales de la région, ont ainsi fait leur apparition.

Enfin, le livre nous brosse un tableau poignant d'une insurrection détournée et qui s'est transformée progressivement en un drame tout aussi collectif qu'individuel. Les chapitres nous laissent, par endroits, entrevoir des faisceaux d'espoir. Ainsi, dans ce contexte d'enlisement de la situation sécuritaire, les acteurs de la société civile, en particulier les élites tribales, s'emploient à mobiliser les

efforts, de manière à transcender les fragmentations claniques et ethniques et assurer la pacification et la réconciliation. Dans ce livre l'auteur nous invite à un voyage dans les paradoxes de la situation libyenne grâce à sa capacité de déconstruction des schèmes sociaux les plus complexes. Cette capacité cognitive et analytique forgée dans le creuset brûlant du terrain.

Pr. Sarrah Ben Nafissa
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Politologue
Directrice de Recherche
à l'Institut de Recherche pour le Développement

Représentante de l'IRD en Egypte, en Jordanie, au Liban,
en Libye et en Syrie

INTRODUCTION

La Libye s'effondre et se décompose. Le chaos qui l'a effritée ne reconnaît pas les frontières et les confins. Chaque matin qui caresse les dunes du Fezzan, les étendues tourmentées du *Hejr* et les massifs verdoyants de la Cyrénaïque accouche d'une nouvelle tragédie dans un pays où la guerre fratricide ou simplement nihiliste est devenue une banalité. Plus personne ne s'en offusque puisque les pyromanes, architectes du sinistre, peinent à se convaincre de l'inéluctable reflux du feu en contemplant les corps inanimés flottants sur une Méditerranée-mer-de-tous-les-miradors ou les faces hagardes des rescapés-miraculés. Ces pyromanes, apôtres d'une démocratie larguée entre deux bombes à fragmentation, refusent de reconnaître aujourd'hui leur crime alors que le cadavre de leur victime n'est plus qu'un amas de poussière et que le chaos se charge d'effacer les traces de leur forfait. Pour que la Libye, qui est d'abord un peuple, se relève, nous sommes tous tenus d'interroger ce chaos et d'en sonder les origines et les causes. Ce livre tente de fournir des éléments de réponse pour expliquer les origines de la tragédie libyenne en exposant une série de thématiques inhérentes aux causes profondes de la situation actuelle et en particulier, l'héritage politique légué par Kadhafi, la domination des milices et la prédation des ressources.

En entamant la rédaction de cet ouvrage, je n'avais pas affaire à un corpus déjà constitué, aux contours délimité d'avance. Les bribes d'information que les médias diffusent sur la Libye ou les rapports de la « littérature grise » produits par les experts ne fournissent qu'une lecture fragmentaire des réalités et n'éclairent que certains aspects ciblés de la situation en Libye. Les rares livres consacrés à l'analyse approfondie des dimensions sociales ou politiques du pays ont été, pour la plupart, écrits avant l'effondrement de la Jamahiriya et ne traitent donc pas de la dislocation de l'Etat en Libye et de l'anarchie sécuritaire qui y règne. Par conséquent, ce

livre est né avant tout, de mes pérégrinations sur le terrain en Libye et du recueil des récits auprès d'acteurs influents dans le paysage politique local. Mais aussi auprès d'anonymes dont les fragments de témoignages m'ont éclairé sur les innombrables non-dits dans ce pays et ont balisé mon itinérance dans les zones d'ombre de la guerre que se livrent les milices et les bandes armées. Les périple à la recherche des récits m'ont permis de mettre en rapport la situation actuelle marquée par la profonde fragmentation du champ politique, la récurrence des processus de réversibilité de l'Etat et l'inconstance dans l'édification des institutions, d'un côté, avec la prégnance des liens tribaux et leur mobilisation aussi bien par le défunt « Guide » que par les nouvelles élites miliciennes qui se sont emparées du pays, d'un autre côté. La recherche sur les réalités complexes de la Libye pré et post-insurrectionnelle m'a naturellement conduit à l'élargissement du champ de réflexion aux aspects inhérents aux rivalités miliciennes, aux trafics d'armes, à la migration clandestine et à l'activisme terroriste.

En rédigeant les passages de ce livre, j'avais toujours à l'esprit que l'enjeu visé est de soustraire l'histoire qui s'écrit aujourd'hui, celle du drame libyen et du chaos qui déborde sur le voisinage, à l'amoncellement hétéroclite de préjugés, de slogans creux, de récits incertains, de descriptifs simplistes ou d'analyses géopolitiques approximatives. Les écrits fondés sur les thématiques et les modèles empruntés aux sciences politiques ou juridiques me semblent, malheureusement, pécher par leurs approches parcellaires et par l'absence d'une ambition holiste et spécifique du cas libyen ainsi que par leur manque d'une réelle distance critique. Dans un contexte d'effondrement de l'Etat et de disparition progressive de l'idée même d'un inéluctable retour au vivre-ensemble chez la plupart des Libyens rencontrés dans les quatre coins du pays, le repli sur les identités premières, souvent assassines et génocidaires, ne peut être relégué au second plan

derrière les considérations institutionnelles, les débats sur la constitution et les analyses du spectre électoral. Les récits des personnes interrogées tout au long des séjours effectués dans les trois provinces du pays entre le printemps 2013 et l'automne 2015 m'ont convaincu de l'importance, sinon de la centralité de la question tribale. Celle-ci offre, dans le cas particulier de la Libye, un angle idéal pour approcher l'homme, désarmé par le règne du chaos, ses représentations des rapports à la société et au monde dans ce qu'ils ont d'essentiel et surtout de vital. C'est aussi une manière d'essayer de repartir, dans le processus de construction de la pensée, des terrains étudiés et d'utiliser les matériaux et les concepts spécifiques qui y sont prédominants. Une autre considération et non des moindres pour ma part, c'est la volonté de lever le voile sur la voix des victimes du drame libyen, celles que le déni des textes, se prétendant scientifiques, refuse ou omet d'écouter, comme pour les tuer une seconde fois. Pourtant, j'ai conscience que certaines de mes approches et thématiques pourraient susciter des réserves, voire une levée des boucliers au sein de quelques franges du milieu de la recherche, milieu éminemment conservateur et fervent adepte de l'orthodoxie méthodologique et paradigmatique. Mais, j'assume et je confesse que je suis incapable de démêler, dans mon être, la part du chercheur assujéti à une stricte réserve objective et celle de l'observateur traumatisé, qui pris dans l'engrenage d'une guerre fratricide, tente par les mots d'exorciser ses maux.

Pour illustrer au mieux mes propos, j'ai structuré le livre en quatre chapitres consacrés respectivement aux thématiques qui me semblent refléter la réalité de cette tragédie. Ainsi, le premier chapitre traite de l'héritage de Kadhafi afin d'identifier les continuités et les ruptures dans l'histoire politique de la Libye en mettant en exergue la genèse des ruptures et de la fragmentation du champ social d'une société soumise à un processus de re-

tribalisation. Le second chapitre aborde la période post-insurrectionnelle en invitant le lecteur à un voyage au cœur des milices dans leurs configurations les plus diverses. De la faction tribale à la phalange jihadiste, le spectre des groupes armés, lesquels se livrent à une rude compétition pour la prédation des ressources, est analysé dans ses multiples aspects et surtout dans ses pratiques. Pour préciser cette facette de l'activisme milicien, Sebha, ville méridionale et capitale de la province du Fezzan est étudiée, dans ce chapitre, comme un des territoires de la prédation. Le troisième chapitre relate l'émergence d'un mouvement civil de revendication politique qui s'est clairement opposé à l'hégémonie milicienne et a réussi à s'imposer dans la rue face à la violence armée. Le dernier chapitre est consacré aux effets du chaos libyen sur les pays de la région et particulièrement sur les mouvements de sédition aussi bien ethniques que terroristes qui déstabilisent une large contrée qui s'étend des rives atlantiques de la Mauritanie jusqu'aux contreforts du plateau nubien.

CHAPITRE PREMIER : L'HERITAGE DE KADHAFI ET LES FRACTURES D'UN PAYS

Les images du lynchage et de l'exécution de Kadhafi, largement diffusées par les groupes rebelles sur les réseaux sociaux et les stations de télévision n'ont pas joué les rôles cathartiques et purificateurs susceptibles de permettre aux Libyens de tourner la page d'un régime qui présida aux destinées du pays pendant plus de quatre décennies. Bien au contraire, les plaies qui couvraient le corps supplicié du « Guide » renvoyaient aux innombrables cicatrices qui lardaient le pays et allaient fragmenter son territoire dans la période post-insurrectionnelle. Il est légitime de s'interroger, face à cet effondrement, sur les raisons profondes qui ont permis une telle descente aux enfers. Comment en est-on arrivés à cette situation et quelles sont les sources de ce chaos ? Pourquoi le soulèvement en Libye a-t-il revêtu un caractère cruellement violent ? Pourquoi tant d'effusion de sang ? Qu'est ce qui peut justifier un bilan de l'ordre de cent mille morts, tombés tout au long des incessants conflits durant et après la campagne de la coalition occidentale ? Pourquoi ce changement politique a-t-il été monopolisé essentiellement par des islamistes, des tribus ou des régions particulières ? Pourquoi a-t-il exclu des pans entiers, souvent primordiaux, de la société libyenne ? Quelles sont les causes qui empêchent l'émergence d'un pouvoir légitime et reconnu malgré la récurrence des élections ?

L'héritage de Kadhafi éclaire une large partie du drame libyen et fournit des éléments de réponse à ces interrogations. Mais avant de revenir sur « l'ère de la Jamahiriya », il serait édifiant de brosser succinctement un tableau de la situation actuelle dans le pays.

La Libye est un pays marqué par une profonde fracture. Globalement, deux camps principaux illustrent, à l'échelle nationale, la fragmentation du champ politique, tout en étant eux-

mêmes traversés par une multitude de divisions intérieures et d'antagonismes. Bien que se revendiquant de la « Révolution » du 17 février 2011, les deux camps recourent souvent à des alliances avec des représentants de l'ancien régime et sollicitent leurs soutiens aussi bien dans les domaines de la sécurité, de l'armement que du financement. Schématiquement, à l'ouest, dans la Tripolitaine, Misratha a réussi à confédérer un ensemble de factions d'obédience islamiste, des milices locales et les élites de la Capitale. A l'est et au sud, en Cyrénaïque et dans la majeure partie du Fezzan, les opposants à l'hégémonie de Misratha et des islamistes, regroupés autour de l'Armée et des milices tribales, constituent une large coalition attachée à la légitimité parlementaire, mais surtout à une profonde réforme décentralisée du pouvoir et au rejet de toute prééminence de la Tripolitaine sur les destinée du pays et de ses ressources.

Quatre grandes aires constituent les lieux où se déploient les fractures en Libye : Les rapports entre le pouvoir central et les instances locales, le contrôle des territoires et des ressources, le secteur de la sécurité et de l'édification de l'Armée et enfin, la Justice.

L'un des traits marquants de la fragmentation du paysage politique est la domination du champ de l'action publique et sécuritaire par les acteurs locaux. Cependant, si dans les bastions importants de l'insurrection, à l'instar de Misratha ou de la Cyrénaïque, les acteurs locaux ont pu édifier des structures politiques et sécuritaires qui jouissent d'une réelle représentativité auprès de la population, les groupes et factions des autres localités sont en proie à des contestations de leur légitimité. Une contestation qui alimente souvent des conflits larvés ou armés entre les habitants d'une même ville.

D'autres fractures traversent le monde de la politique et séparent les élites revenues de l'étranger, du reste des leaders locaux ou

tribaux. Ces derniers, rompus aux traditions de la négociation et de l'arbitrage local entre lignages et clans antagonistes, sont marginalisés dans les sphères officielles et les institutions gouvernementales, par les conseillers et cadres polyglottes proches des missions occidentales avec lesquelles ils partagent des normes et des attitudes communes. Désignés, dans le jargon populaire libyen par le sobriquet « doubles puces » ou « double lames » (en raison de leur double nationalités et parfois même, de leur double obédiences réelles ou supposées), ces conseillers ou activistes politiques revenus en Libye à la faveur de l'intervention militaire étrangère, ne parviennent pas à jouer un rôle au sein de leurs régions ou tribus d'origine, lesquelles leur préfèrent les élites coutumières.

Au niveau religieux, la Libye connut une fracture importante avec l'apparition spectaculaire de l'islamisme armé. Il importe de souligner à cet effet, que les thèmes mobilisateurs des factions locales, au lendemain de l'insurrection de 2011, étaient d'ordres essentiellement tribaux et ethniques, alors que les factions issues de la confrérie des Frères Musulmans et des cellules salafistes constituaient l'ossature des groupes d'obédience religieuse, dont l'influence reste circonscrite uniquement au sein des villes principales. Les guerres entre les milices tribales et régionales qui ont embrasé le pays, notamment depuis le début de l'année 2014, ont ouvert la voie à la participation des factions terroristes se réclamant de la mouvance jihadiste, notamment aux côtés des troupes mobilisées par « *Fajr Libya* », le bras armé de l'islam politique. Mettant à profit cette alliance de circonstance, les groupes jihadistes œuvrèrent à réaliser une expansion dans l'ensemble de la Tripolitaine et dans les provinces centrales aux portes de la région pétrolières de Syrte. Ainsi, plusieurs localités furent assaillies par des factions issues des *Ansar Al Chariâa* ou de celles ayant prêté allégeance à *Daêch*. Dans les interstices de la

déchirure meurtrière qui traversa la chair de la Libye, s'est incrusté le terrorisme.

La misère a constitué aussi une fracture douloureuse dans le pays, puisqu'après cinq années de guerre fratricide, près de la moitié des Libyens ont été déplacés de leurs villes, localités et territoires tribaux. La misère, phénomène marginal du temps de la Jamahiriya est désormais de retour dans les bidonvilles où viennent s'entasser par milliers, les déplacés de l'intérieur, alors que les postes frontaliers, pris d'assaut par les familles, recueillent les derniers regards jetés par les candidats à l'exil en Tunisie et en Egypte. Dans les ruelles des quartiers populaires à la périphérie tunisoise, les carcasses des voitures libyennes, immobilisées à cause de l'interdiction de circuler qui les frappe ou faute de moyens, sont livrées au vandalisme des passants, témoignant de la déchéance sociale d'une communauté privée de moyens de subsistance et surtout incapable de s'adapter aux contraintes économiques du pays d'accueil.

Les conceptions idéologiques et institutionnelles de Kadhafi : Tribu, révolution et charisme du « Guide »

Le poids important des tribus dans les enjeux politiques et sécuritaires en Libye est un des héritages de la Jamahiriya. Kadhafi considérait dans son Livre Vert que la tribu constitue le premier maillon de la *Oumma* et doit, à ce titre, être préservée et consolidée. Il lui reconnaissait aussi un rôle prépondérant dans la cohésion sociale du peuple. Selon lui, la tribu est la « matrice des valeurs révolutionnaires » et « l'école de la vertu », contrairement aux autres organisations politiques, syndicales ou de la société civile qu'il soupçonnait de favoriser la « corruption de l'esprit révolutionnaire des masses ». A ce titre, la tribu ne saurait être impliquée dans le jeu partisan sans courir le risque, selon Kadhafi,

d'en être corrompue et de voir ses fondements déstabilisés. Cependant, le « Guide » a longtemps fait appel au potentiel de mobilisation des tribus pour réaliser un ensemble d'objectifs politiques, dont principalement, la répression des syndicats ouvriers, les organisations de gauche, les opposants politiques et enfin, les manifestations qui eurent lieu dans la Cyrénaïque en 2011. Cette politique de mobilisation des tribus, de la part de Kadhafi, s'est accompagnée par l'octroi de largesses abondantes à leur profit, ou plus précisément à leurs chefs, ce qui s'apparentait à un système de corruption de masse. Cette politique d'instrumentalisation des tribus par le « Guide » n'a pas fonctionné unilatéralement. En effet, les tribus proches du pouvoir ont réussi à monnayer leur allégeance à tel point, que l'Etat n'était plus considéré par les tribus comme une autorité indépendante au-dessus des groupes et responsable de l'ensemble du pays, mais comme l'une des composantes du jeu des alliances tribales.

Depuis sa prise de pouvoir en 1969, Kadhafi adopta un discours idéologique pour légitimer les institutions qu'il a créées, en puisant dans la culture tribale locale et principalement la rhétorique fragmentaire axée autour de la notion bédouine du « non-Etat », les éléments qui lui ont permis d'inventer un régime politique spécifique.

L'idéologie de Kadhafi, expliquée dans son Livre Vert, prônait, dans le discours, la défense de ce qu'il considérait comme un islam coranique purifié, débarrassé de ce que les salafistes appellent les déviations et les interprétations multiples introduites par les théologiens musulmans. Sa vision s'est construite autour de l'idée d'une nécessaire revalorisation des préceptes coraniques afin qu'ils servent de socle culturel pour la société. Par ailleurs, Kadhafi prôna la conciliation entre évolution sociale, d'un côté et restauration de la culture bédouine, d'un autre côté, grâce à

l'ijtihad (renouveau), voie incontournable pour la mise en synergie de l'islam et du renouveau dans la continuité.

Kadhafi appela, par conséquent, à un retour aux valeurs tribales qui ont su, selon ses propos, préserver le tissu social libyen dans les pires phases de son histoire, principalement lors de l'occupation italienne. Dans son discours prononcé à Zouara, le 11 novembre 1977, le « Guide » déclara, à propos de sa conception de l'organisation démocratique de la société libyenne : « *La conjonction entre l'Islam, en tant que religion et de la tribu, en tant que structure et valeur sociale constitue le pilier de la liberté des masses* ».

Depuis l'année 1976, date de ce qu'il baptisa la « Révolution des masses », Kadhafi a choisi de n'occuper officiellement aucune fonction dans les institutions politiques. Son statut est celui de « Guide de la Révolution », statut qui lui permettait de jouer un rôle déterminant dans le contrôle de l'appareil d'Etat. Il prônait, du moins dans le discours, une démocratie dépouillée des entraves du système politique classique. Par conséquent et selon sa conception, les masses, libérées de toute tutelle exercée par des professionnels de la politique, peuvent s'exprimer et agir en toute liberté au sein d'une démocratie directe. Celle-ci constituait un élément fondamental de son idéologie qui reposait sur le rejet de la démocratie représentative, considérée comme une tromperie. A partir de l'année 1976, Kadhafi appela à la mise en place d'institutions mettant en œuvre la séparation entre les deux pouvoirs ; celui du peuple souverain qui exerce sa volonté au sein des Congrès Populaires, et celui de l'exécutif, censé exécuter la volonté des masses et appliquer les décisions prises par les Congrès Populaires. L'administration elle-même est placée sous la responsabilité des Comités Populaires, qui comportaient un exécutif local, régional et national, celui du Comité Populaire Général. Parallèlement à cette organisation des Congrès Populaires

(législatifs) et des Comités Populaires (exécutifs), Kadhafi a introduit un autre pouvoir ; le pouvoir d'impulsion des grandes orientations dans le pays ou pouvoir révolutionnaire. Ce pouvoir était constitué de Comités Révolutionnaires, organisés et dirigés directement par Kadhafi lui-même. Le rôle de Comités Révolutionnaires était le contrôle des secteurs-clés comme les services secrets, les représentations diplomatiques, l'industrie et la Défense. Dans les faits, ce pouvoir révolutionnaire était hiérarchiquement supérieur aux autres pouvoirs. Il échappait à tout contrôle populaire, dans la mesure où il incarnait « La Révolution » et jouissait d'une légitimité qui était à la fois révolutionnaire et charismatique.

Cet échafaudage institutionnel original obéissait à un principe fondamental pour se maintenir : le charisme du « Guide ». En effet, ce type de pouvoir reposait sur la reconnaissance, par ceux qui étaient dominés, de la validité du charisme de celui qui exerçait un pouvoir prophétique. Le prophétisme était donc une forme de relation sociale qui présupposait un dominant et des dominés, dont l'obéissance tenait à la reconnaissance des « qualités extraordinaires » de celui qui commandait. La population, désignée par le qualitatif de « communauté » et non par celui de « citoyens » n'avait, selon Kadhafi, d'autre liberté que celle de suivre le « Guide » sur la voie de la véritable libération. Libération qui se doublait, impérativement, par une relation de dévouement personnel des « sujets » à la cause d'un homme et par leur confiance en sa seule personne. Kadhafi considérait, de ce fait, qu'il n'était parvenu au statut du « Guide » que grâce à ses « qualités prodigieuses ». Qualités qui le singularisaient aux yeux des adeptes et dont principalement, l'héroïsme et la piété. Ainsi, la liberté, dans l'idéologie de Kadhafi, reposait sur une conception communautariste qui procédait d'une vision homogène de la société, où l'individu ne pouvait avoir une existence propre et

autonome. Ce concept spécifique de liberté signifiait l'acceptation de la part de la communauté d'une unité et d'une fusion entre le « Guide » et son peuple. Aucun pluralisme politique, aucune tolérance pour les distinctions individuelles, aucune forme de société ouverte, où les individus seraient en compétition pour l'exercice du pouvoir, ne pouvaient être tolérés. Kadhafi a constamment combattu la conception libérale de l'individu rationnel et souverain, à laquelle il opposait une conception empruntée aux schèmes tribaux traditionnels, qui valorisent les appartenances à des groupes « naturels », tels le clan et la tribu. Selon lui, la liberté représentait la projection d'un imaginaire social tribal magnifié et s'opposait tant à la définition de la société composée de classes antagonistes qu'à la conception individualiste de l'organisation sociale. Dans cet imaginaire tribal ou communautaire, la société ne pouvait être constituée d'individus dont les intérêts pourraient être contradictoires, mais plutôt d'une collectivité dont les membres partageraient les mêmes valeurs et où primerait la solidarité organique.

Cependant, le spectre des collectivités solidaires traditionnelles en Libye ne se résumait pas uniquement aux tribus, comme le prétendaient les écrits de Kadhafi. Il englobait aussi les confréries et les écoles religieuses. Dès ses premières années de pouvoir, Kadhafi a été confronté à la puissance de ces organisations et de leur idéologie. Dans sa lutte contre les détenteurs du dogme religieux, notamment les confréries des Senoussis, la Soulamia de Zliten, les cercles traditionalistes sunnites de Tripoli et les Ibadhites de J'bel Nefoussa, Kadhafi adopta une position qui tendait vers un processus assimilable à une forme de sécularisation. Celle-ci ne prévoyait pas une séparation complète entre islam et Etat, mais une séparation entre la doctrine islamique et le Coran. Kadhafi considérait le Coran comme le socle unique de la Foi dans lequel il puisait, librement et sans référence aux ulémas et à leur

patrimoine théologique, les arguments religieux susceptibles de permettre la légitimation des thèmes révolutionnaires qu'il prônait. En défendant le droit de chaque musulman de procéder librement à une lecture du Coran, Kadhafi brisait le monopole de l'interprétation du Texte détenu jusque-là par les ulémas. Selon lui, la doctrine musulmane devait jouer un rôle plus moral et social que doctrinal. Dans son opposition à l'institution religieuse des ulémas et des zaouïas, Kadhafi n'a pas hésité à recourir à la violence pour soumettre ses contradicteurs. Deux écoles ont fait particulièrement l'objet de la plus impitoyable des répressions dans les deux premières décennies du pouvoir de Kadhafi : les héritiers de la Sénoussia et les cercles spirituels de la Soulamia. Cette phase répressive marqua profondément les rapports qu'entretenait Kadhafi avec les tribus qui avaient toujours fait allégeance aux deux confréries. Les tribus de la Cyrénaïque et celles de Khoms ou du littoral de la Tripolitaine considéraient les confréries comme les dépositaires légitimes de la référence théologique et spirituelle prééminentes en Libye. Kadhafi s'est ainsi employé, pendant de longues années à désolidariser les tribus de leurs zaouïas de référence, notamment à travers la marginalisation des écoles coraniques et la fermeture de tous les anciens centres de services sociaux qui leurs étaient affiliés.

Institutions de l'Etat libyen et tribus : une dualité des structures du pouvoir

Pour mettre en pratique et institutionnaliser les contenus de la doctrine de la « Troisième Voie Universelle » développée dans le Livre Vert rédigé en 1973 et à la suite de la « Révolution populaire » qui a adopté les principes développés par le « Guide », la Jamahiriya (Etat des masses) a fait l'objet d'une interminable série de réformes avec la création des instances nécessaires à l'émergence du « pouvoir des masses ». La création des instances

politiques obéissait à la conception kadhafienne de la démocratie et de la participation populaire. Pour le « Guide », la démocratie parlementaire ou le système politique à parti unique constituait la manifestation d'un fonctionnement imparfait du pouvoir. Le parlement, selon le « Guide », n'est qu'une représentation trompeuse du peuple et les régimes parlementaires constituent une solution tronquée au problème de la démocratie. Une idée fondamentale se dégage des discours de Kadhafi à propos de la représentation politique, c'est la volonté qu'il avait de discréditer les partis politiques grâce à une sublimation de ce qu'il considérait comme l'idéal tribal de la participation directe de tous les membres de la communauté dans la gestion des affaires de leur groupe. Toutefois, il importe ici de rappeler qu'il existait, à l'avènement de la « Troisième Voie Universelle », des différences entre les expériences politiques dans les provinces ayant composé la Libye à son indépendance. En effet, la région de Syrte, dont est originaire Kadhafi, n'avait pas connu les partis et les syndicats et était dominée, du temps de la colonisation et de l'indépendance, par les chefferies tribales traditionnelles. Les deux autres provinces ; la Cyrénaïque et la Tripolitaine, avaient connu, sous l'occupation italienne et sous le régime monarchique une expérience de représentation politique au sein de congrès élus, de syndicats ouvriers et de partis structurés. L'interdiction et parfois la répression des partis et des syndicats par Kadhafi à partir de 1970 et la généralisation des nouvelles institutions de la Jamahiriya constituèrent, de ce point de vue, une mise à l'écart de l'héritage politique des deux régions développées du pays.

Dans la première partie du « Livre vert », Kadhafi présenta un modèle d'institution politique constitué de Congrès Populaires de Base. Ces congrès étaient censés constituer des sortes d'assemblées populaires locales regroupant tous les hommes et toutes les femmes d'âge adulte d'une circonscription. Les membres de ces congrès

choisisaient, selon la procédure dite du *tasfiid* (désignation à l'unanimité après des débats), des secrétaires et secrétaires-adjoints qui siègent comme délégués de base au niveau du Congrès Populaire Général ; le Parlement national.

Les Congrès Populaires de Base devaient donc, regrouper, du moins théoriquement, l'ensemble des Libyens. Ils avaient pour tradition de se réunir une fois par an en séance ordinaire pour débattre des options politiques fondamentales, approuver le budget et arrêter les grandes orientations juridiques. Ils n'exerçaient aucune fonction législative au sens strict du terme, dans la mesure où ils ne proposaient pas de projets de lois. Cette mission était une prérogative du Congrès Populaire Général. Il s'agissait en fait, d'instances locales d'approbation et de légitimation des grandes orientations, telles qu'elles étaient définies par Kadhafi.

Le Congrès Populaire Général décidait théoriquement, de la politique à l'échelle du pays, approuvait les traités, décidait de la paix et de la guerre, contrôlait le pouvoir exécutif, choisissait le président de la Cour suprême, le procureur général, le directeur de la Banque centrale et le président de la Cour des comptes.

Le Comité Populaire constituait quant à lui, en principe, la structure administrative et exécutive au sein d'une *chaâbiya* (circonscription) et dépendait, de ce fait du Congrès Populaire local. Ce comité était dirigé par des « élus » issus des congrès populaires de base. Il était chargé de veiller à l'application des décisions prises par le Congrès local et était donc responsable devant cette instance populaire. Chaque Comité populaire regroupait en son sein, des services locaux sectoriels ; Plan, Justice, Enseignement, Santé, Transports, Equipement et Agriculture. Les secrétaires de ces Comités Populaires sectoriels formaient au niveau national, des Comités Populaires Généraux spécialisés, qui étaient des sortes de ministères. Chacun des 15 Comités Populaires Généraux sectoriels désignait un secrétaire général qui était

l'équivalent du ministre. L'ensemble des secrétaires généraux formait le Comité Populaire Général qui était le gouvernement du pays. Toutefois, la décentralisation que suggérait la structure des Comités Populaires n'était qu'une apparence. En réalité, les grandes décisions se prenaient au niveau central par les secrétariats du Congrès Général du Peuple, les technocrates du Comité Populaire Général et surtout par Kadhafi. Les structures locales avaient des prérogatives limitées à certains domaines précis. Elles constituaient en fait, un prolongement de l'appareil d'Etat et permettaient un meilleur suivi des décisions prises au sommet.

Le mode de recrutement des responsables des Comités Populaires, le *tasîid*, suscitait les clivages tribaux et les pratiques clientélistes. A défaut de partis politiques, interdits et violemment réprimés par le régime, les tribus constituaient des organisations sociales qui continuaient à jouer un rôle de premier ordre dans la vie des institutions. Ainsi, les membres des Comités Populaires étaient promus en fonction de leur appartenance tribale. Lorsque Kadhafi annonça son intention de mettre en place les structures du pouvoir des masses à l'occasion du discours qu'il a prononcé le 15 avril 1973 à Zouara, la Tripolitaine et Benghazi connaissaient une vague d'agitation politique et syndicale. Conscient du péril que représentaient les revendications politiques sur son projet de mise en place d'un régime autoritaire, Kadhafi fit part de son intention de constituer une alliance avec les masses pour écraser ceux qu'il considérait comme les ennemis de la Nation. Ennemis qu'il désigna clairement : Les communistes, les islamistes, les réactionnaires, les étudiants individualistes, les intellectuels corrompus et la bureaucratie héritée de la monarchie. Aux étudiants présents qui exigeaient plus de liberté, il rétorqua que la corruption de certaines franges de l'intelligentsia n'était plus tolérée et que seule la voix des masses serait désormais entendue. S'adressant à un étudiant syndicaliste et originaire de Tripoli qui le critiqua sur le

dossier des libertés académiques, Kadhafi lui répondit que toute personne déviante, communiste, Frère musulman, réactionnaire, serait emprisonnée. Il rajouta que toute propagande pour la culture occidentale ou pour le capitalisme serait aussi considérée comme déviante et passible de répression. Pour le « Guide », celui qui s'opposait à la liberté du peuple méritait d'être écrasé sans aucune pitié. Les ennemis des « masses » étaient ainsi clairement désignés par Kadhafi, il s'agissait des élites non acquises à la révolution, les oppositions de gauche, les islamistes et la bourgeoisie locale. Le discours de Kadhafi, par sa violence, allait marquer durablement les rapports entre le « Guide » et de larges franges de la population, principalement celles de souches urbaines. La répression des opposants ne s'arrêta pas aux seuls intellectuels et aux « déviants », mais toucha les membres des clans alliés à Kadhafi, qui désiraient adopter d'autres approches plus réalistes en matière de gestion politique. Pendant les premières années de la Jamahiriya, des milliers d'opposants furent arrêtés, emprisonnés ou exécutés, dont notamment les leaders syndicaux, les activistes estudiantins, les ouvriers du secteur pétrolier, les intellectuels et les notables tribaux réfractaires aux conceptions idéologiques du « Guide ».

Les institutions jamahiryennes et le fonctionnement des Congrès Populaires : Les processus de d'exclusion des groupes tribaux et des opposants

Les Congrès populaires, malgré les moyens mis à leurs dispositions, connaissaient un désintérêt manifeste de la part de la population. Relevant l'absentéisme qui caractérisait les congrès dans les *chaâbiya*, le « Guide » a menacé ceux qui ne participaient pas aux débats, dont la plupart étaient retransmis en direct à la télévision, de rétorsion, comme l'interdiction de voyager, d'avoir des devises pour partir à l'étranger et le refus de la demande d'acquisition d'un véhicule. Kadhafi avait même proposé d'inscrire

dans la loi, un délit d'absentéisme aux congrès populaires. En fait, il avait pris conscience que les institutions jamahiriennes n'avaient jamais atteint le niveau souhaitable de fonctionnement et que l'élan populaire, tant espéré, était loin d'être une réalité. A ce propos, il serait utile d'apporter un éclairage sur le fonctionnement des instances jamahiriennes, éclairage qui serait susceptible de renseigner sur l'attitude du pouvoir envers la population. Ainsi, est-il opportun de remarquer que la mise en place des Congrès Populaires dans les régions à forte tradition tribale, obéissait à la volonté de Kadhafi de récupérer les anciens *miâad* (instances coutumières de discussion et de gestion des affaires tribales) grâce à une forme de réactivation. Bien que dans la forme, les modes de fonctionnement des *miâad* ont été respectés, à l'instar des débats interminables en vue d'arriver à un consensus, de la prééminence du pouvoir moral et coercitif des chefs coutumiers et de la constitution des circonscriptions des Congrès sur la base territoriale des tribus, les rôles effectifs des Congrès Populaires étaient clairement différents de ceux joués par les instances traditionnelles. En effet, ces dernières avaient pour rôle d'organiser de manière relativement autonome les affaires de la tribu ou de la Confédération comme le partage des ressources disponibles suivant les rapports de forces internes, la gestion de la conduite des troupes dans les parcours, le contrôle des contrats d'association, la défense du territoire tribal et les rapports avec les tribus voisines. Le passage aux structures jamahiriennes et notamment dans les régions acquises au régime, a permis à Kadhafi de mettre en place des institutions susceptibles de lui assurer une clientélisation de la population. Contrairement aux *miâad* qui assuraient un « partage horizontal » interne des ressources disponibles sur le territoire tribal, les Congrès Populaires étaient le lieu de la « redistribution verticale » qui permettait à Kadhafi d'entretenir une clientèle tribale grâce à un transfert des biens et services en

contrepartie de son soutien politique. Les Congrès Populaires étaient de ce fait, des lieux de négociation de la redistribution des *âatat al Kaïed* (dons du Guide). Si les *miâad* avaient pour objectif de préserver l'autonomie relative de la tribu, les Congrès Populaires, que le « Guide » prétendait être la réincarnation de l'idéal tribal et la modernisation de ses institutions représentatives, ont joué un rôle primordial dans la clientélisation des tribus et leur inféodation à l'Etat central.

Dans les régions périphériques où l'opposition aux conceptions de Kadhafi était très vivace, l'institution des nouvelles structures jamahiriennes s'est accompagnée de l'éviction aussi bien des notabilités tribales que des élites politiques et intellectuelles. Le *tasîid*, comme forme de désignation consensuelle et qui présupposait la négation de tout conflit d'ordre social ou idéologique, avait transformé les Congrès Populaires en instances commandées exclusivement par les groupes tribaux alliés à Kadhafi et leurs nouvelles élites, même si elles étaient minoritaires dans la circonscription. Grâce à l'urbanisation du pays, qui a amené plusieurs groupes allogènes à quitter leurs régions d'origine et à venir s'installer dans les grandes villes, celles-ci connurent une véritable mutation dans la composition de leurs populations respectives. Ainsi, la capitale et les cités du littoral ne sont plus désormais, composées de descendants des clans locaux uniquement, mais comptent en leur sein, plusieurs lignages issus de l'exode. Cependant, le poids démographique des populations, qu'elles fussent locales ou issues des régions nomades, ne leur octroyait pas nécessairement un rôle politique dans la cité. Dans les Congrès des villes, les groupes dominants étaient ceux issus des tribus alliées au « Guide » sans que le nombre de leurs membres ne fût important. Ces tribus sont parvenues à s'assurer la majorité dans les Congrès grâce à l'exclusion des autres groupes, souvent par la violence. Cette exclusion touchait aussi bien les

personnes appartenant aux tribus et groupes ethniques qui ne sont pas originaires de la ville ou de la localité en question, que celles qui étaient soupçonnées d'avoir des attitudes critiques à l'égard de l'autorité du « Guide ». D'un lieu de socialisation et de régulation des conflits, les Congrès sont devenus des moyens institutionnalisés d'exclusion et de ségrégation. Ne percevant plus d'enjeu dans le déroulement des débats au sein de ces Congrès, la population a déserté les séances, laissant à des professionnels de la récupération des subsides et de la captation des ressources de l'Etat, le soin d'assurer au groupe tribal dominant l'interception des investissements publics. Cette attitude d'exclusion n'a pas disparu avec la chute de la Jamahiriya et s'est instituée en mode de gouvernement après l'insurrection.

Les Comités Révolutionnaires : un puissant contre-pouvoir

Dans la structure du pouvoir de la Jamahiriya, il y avait d'un côté le pouvoir gestionnaire constitué par les Congrès et les Comités populaires et, de l'autre côté, le pouvoir révolutionnaire. Ce second pouvoir jouait un rôle déterminant dans le fonctionnement de l'Etat libyen et son instrument était constitué des Comités Révolutionnaires, omniprésents dans l'Armée, les services de Sécurité, les différents secteurs contrôlés par l'Etat ainsi que dans diverses organisations sociales. Ces comités étaient destinés, selon Kadhafi, à orienter et à dynamiser les Congrès Populaires afin de contrôler et de défendre la Révolution de 1969. Ils étaient placés sous la responsabilité d'un Bureau de liaison des Comités Révolutionnaires qui remplissait une fonction de médiation entre la masse des militants et la direction du *Fatah* (la Révolution de 1969).

La plupart des membres des Comités Révolutionnaires étaient issus des couches sociales les plus défavorisées de leurs tribus respectives et étaient, de ce fait, très réceptifs à l'idéologie de

Kadhafi. Dans ses réunions publiques, Kadhafi rappelait souvent que cette organisation avait permis, selon son appréciation, de réhabiliter les hommes de valeur au sein de leurs lignages en brisant les anciennes stratifications traditionnelles rétrogrades. Les privilèges acquis grâce à la naissance n'étaient pas, selon lui, toujours mérités. Il rappelait que les notables de naissance n'étaient pas nécessairement ceux qui pouvaient mieux servir les masses. Seuls, à son avis, ceux qui étaient issus du peuple devaient être capables de porter les aspirations du pays. L'intégration dans les Comités Révolutionnaires a constitué pour les jeunes issus des strates inférieures des tribus l'un des moyens de promotion au sein même de la hiérarchie tribale. Lors d'un discours prononcé à Koufra le 11 février 1986, Kadhafi a opéré un tournant décisif dans le renouvellement des structures et des cadres des Comités Révolutionnaires. Une série de purges eurent lieu afin de renforcer le rôle et la prééminence des tribus alliées à Kadhafi et de restreindre l'éventail des lignages représentés dans cette organisation.

Progressivement, les Comités Révolutionnaires ont commencé à former un corps de gardiens de la Révolution par la sélection, l'épuration et le contrôle qu'ils exerçaient sur les institutions. Cependant, la présence des éléments des Comités Révolutionnaires dans les Congrès Populaires de Base, présence qui avait pour but d'améliorer la participation des citoyens à ces instances, devint l'une des causes de la faiblesse des effectifs lors des réunions. Défection aux débats qui reflétait une attitude de méfiance de la part du pouvoir à l'égard de la population et renvoyait aussi à la difficile institutionnalisation des structures jamahiriennes au sein de la société.

La rente pétrolière et la clientélisation des tribus : Un levier d'exclusion et de marginalisation des oppositions

Les conceptions de Kadhafi en matière d'institutions et sa volonté d'assurer une réactivation formelle des anciennes structures tribales tout en les pervertissant ne peuvent pas être approchées en faisant abstraction de la nature rentière de l'Etat libyen et ses implications sur les rapports entre gouvernement et gouvernés.

Grâce à ses rentes pétrolières, l'Etat libyen n'avait pas besoin d'imposer sa population et se considérait ainsi, comme dispensé de lui rendre compte de ses actes. Cette absence d'imposition a « libéré » l'Etat libyen et permis à Kadhafi d'élaborer ses théories institutionnelles dans une remarquable liberté par rapport aux instances sociales.

L'activité pétrolière et notamment l'exploitation des principaux gisements sont concentrées au sein d'enclaves situées sur le territoire de la confédération alliée à la tribu de Kadhafi, confédération formée autour des M'guerha, Tarhouna, Ouled Sliman et Ouerfella, dont le territoire est désigné en Libye par le terme *Hejr*. Un sentiment de « possession » de la ressource pétrolière caractérisait le rapport de la confédération du *Hejr* avec les autres groupes tribaux du pays. Les régions de Benghazi, de Misratha et de Tripoli, qui étaient jadis les régions les plus développées économiquement, sont désormais considérées par les cercles les plus élevés du pouvoir de la Jamahiriya, du fait de l'absence de gisements d'hydrocarbures dans leurs territoires, comme des provinces assistées.

Le régime de Kadhafi, parce qu'il était en possession des ressources pétrolières, pouvait acheter les opposants potentiels et même des groupes tribaux entiers. Grâce à la compétition entre tribus, il était en mesure de sanctionner celles qui n'adhéraient pas à son projet politique. Par la distribution sélective des ressources, il espérait prétendre à la paix intérieure, à la liberté de reconfigurer le

paysage politique et à la dépolitisation de l'élite. D'autre part, en répandant sa manne sur la population en général, notamment lorsque les cours sont favorables, l'Etat libyen a pu jouir, par moments, de l'assentiment populaire et de la loyauté des « masses » vis-à-vis d'un système dont elles dépendaient de plus en plus fortement.

Toutefois, dans les régions dépourvues de potentiel économique, les pratiques distributives revêtaient le caractère dégradant de l'aumône consentie par le « Guide » au profit d'une population de second ordre. Cette pratique généra, par moments et endroits, des sentiments de frustration et de mécontentement qui ont dégagé toute leur hargne lors de l'insurrection de 2011.

Toutefois, dans les grandes villes et surtout, dans les zones frontalières, là où le commerce informel était florissant, les pratiques spéculatives des trafics favorisèrent l'autonomisation de ses groupes tribaux et le potentiel corrupteur de la distribution de la rente pétrolière n'avait plus le même caractère vital pour les populations. Celles-ci étaient désormais capables d'assurer des revenus importants par d'autres moyens que ceux de la redistribution des ressources de l'Etat. C'est au sein de ces milieux autonomes et peu connus des institutions de la Jamahiriya, que l'insurrection de 2011 recruta ses premiers leaders.

Les mutations politiques qu'avait connu la Libye et, notamment pendant de l'embargo, dans la décennie 1990 ainsi que lors de la chute des cours du pétrole à la même période, ont mis en lumière les faiblesses structurelles du système rentier. En effet, si lors des années fastes marquées par des cours élevés du baril de brut, la distribution de la rente offrait au régime de vastes possibilités, elle ne pouvait manquer, lors des périodes de chute des cours, de susciter des contestations. Lors de ces périodes de réduction des revenus de l'Etat, des conflits éclataient souvent entre, d'un côté, les groupes composés des tribus qui considéraient que la ressource

du pétrole constituait leur bien particulier, puisque puisé dans leurs terres et d'un autre côté, les autres tribus libyennes confrontées aux difficultés économiques et à la précarité sociale.

Tout au long des premières années de l'édification de la Jamahiriya, Kadhafi s'est attaqué dans ses discours à ce qu'il désignait par la mentalité rentière, laquelle constituait, selon lui, le principal obstacle à une transformation économique du pays. Le projet prôné par le « Guide », à partir de 1974, tendait théoriquement à créer les conditions sociales et culturelles du développement d'un capitalisme endogène et d'une modernisation des rapports sociaux, sans rupture avec les valeurs libyennes. Cette transformation de l'économie supposait, selon Kadhafi, des réformes structurelles, en particulier la réduction du nombre des fonctionnaires, lesquels étaient incités à rejoindre les secteurs industriel et agricole. Une telle politique impliquait également la réduction de la main-d'œuvre étrangère qui représentait une moyenne d'environ 40% de la population active. Moyenne qui cachait un contraste important des taux sectoriels. Ainsi, la main-d'œuvre étrangère occupait avant 2011, un taux de l'ordre de 90% des emplois dans l'agriculture, de 78% dans l'industrie et de 89% dans le bâtiment. Certains secteurs étaient occupés exclusivement par des employés originaires d'un même pays. A ce titre, les chantiers routiers n'employaient que des Chinois, alors que dans les pêcheries, les ouvriers venaient du Pakistan.

L'effet de la politique d'étatisation et de nationalisation de l'économie libyenne sur la société, a été à l'opposé de ce qui était escompté, du moins, de ce qui était officiellement revendiqué par ses promoteurs. En effet, l'omniprésence de l'Etat et de son appareil bureaucratique dans le processus d'investissement a découragé l'initiative individuelle et a aggravé la mentalité rentière au sein de la population qui, à travers l'emploi dans l'administration publique pléthorique, est parvenue à mieux capter

les ressources distribuées. Cette même mentalité a été instrumentalisée par certains tribuns de l'insurrection de 2011 qui clamaient sur les chaînes satellitaires arabes que la chute de Kadhafi allait ouvrir les caisses de l'Etat et permettre la redistribution de la rente pétrolière à tous les Libyens. Certains politiciens étaient même allés jusqu'à promettre, sans fournir d'argumentation logique, une rente mensuelle de l'ordre de 4000 dollars à chaque Libyen afin de le libérer de la contrainte du travail. Du temps de la Jamahiriya, la vie politique en Libye était en orbite autour de la personne de Kadhafi et ses attitudes les plus inattendues. Ses abus ne rencontraient souvent que peu d'opposition, du moins sur la scène publique. Cette impression d'unanimité autour du « Guide » ne devait rien à son charisme ni à sa capacité à gérer les contradictions au sein de la société libyenne, mais à la manne financière dont il disposait librement. En effet, la rente pétrolière permettait à Kadhafi de dépasser les obligations de l'Etat moderne à l'égard des citoyens et d'établir des rapports clientélistes directs avec les chefs des tribus. Grâce à ce transfert des ressources, les chefs tribaux assuraient, dans des mesures différenciées, la redistribution au sein de leurs clans et la consolidation de leurs capitaux symbolique et social. Cette redistribution par le biais des chefs tribaux, en contournant les organes de l'Etat, avait en fait, créé un vide institutionnel généralisé. L'Etat se résumait désormais en une pléthore d'administrations dont la fonction primordiale se limitait à l'octroi de salaires aux employés. Employés dont le recrutement était assujéti à l'accord du chef tribal local. Le pouvoir délégué aux chefs locaux, dont la plupart étaient issus des strates les plus modestes et des clans les moins prestigieux au sein de leurs tribus respectives, a contribué à l'établissement d'une sorte de société désinstitutionnalisée, une société où les intermédiaires politiques sont les représentants de l'ordre tribal. Alors qu'en Tunisie et en

Algérie, pays voisins de la Libye, les tribus ou ce qui en restait, perdaient définitivement leurs rôles politiques traditionnels et voyaient leurs tissus sociaux se déliter, la Jamahiriya transformait progressivement la tribu en instrument de gestion des conflits et des rapports entre le régime et la population. Cette délégation du pouvoir politique aux instances tribales a œuvré à l'informalisation de la sphère politique et à la patrimonisation des rapports entre le régime et les citoyens. Par cette volonté d'informalisation, Kadhafi a maintenu la Libye dans une crise institutionnelle permanente et inextricable, empêchant ainsi, toute forme de modernisation sociale et politique du pays.

Pour assurer la pérennité de son système de gestion politique, Kadhafi n'a pas hésité à hypertrophier le rôle de la tribu en manipulant ses chefs et en instrumentalisant les conflits et les rivalités qui minaient le champ social des clans et des lignages. Les tribus étaient responsables des choix politiques de leurs membres et solidaires de leurs positions. Par conséquent, les chefs locaux étaient censés contrôler les membres de leurs tribus respectives et veiller à ce qu'ils n'intègrent jamais les rangs de l'opposition. A ce titre, les chefs lignagers disposaient d'un réel pouvoir coercitif et répressif. Il y a lieu de préciser à ce propos, que le traitement fait aux tribus marquait des différences notables. Si les tribus alliées à Kadhafi constituaient, théoriquement, ses instruments du pouvoir qui lui assuraient le contrôle étroit et implacable des citoyens, y compris de ceux issus des clans considérés comme dissidents, celles qui n'avaient pas les faveurs du « Guide » étaient souvent soumises à l'arbitraire des Comités Révolutionnaires et à leurs innombrables abus.

Mais la force de la tribu en Libye et sa résistance même après l'effondrement de la Jamahiriya pose légitimement la question de savoir si Kadhafi, du moins dans ses dernières années, était-il capable de manipuler aisément les chefs tribaux et de mener à sa

guise son jeu de funambule sur les cordes éculées des rivalités lignagères. A ce titre, il y a lieu de souligner que Kadhafi avait, à mon avis, raté une marche de l'Histoire ; il n'a pas su comprendre les interactions entre les phénomènes inhérents à la dynamique tribale, d'une part et les mutations en cours dans la société libyenne désormais traversée par les courants de la mondialisation, d'une autre part. Loin d'être un automatisme de contrôle intégral, la tribu en Libye des années 2000, constituait de plus en plus un espace de préservation du groupe et des individus. Elle était le lieu de repli de ses membres face aux crises qui secouaient par intermittence le pays et à la déchéance des individus que la machine répressive des Comités Révolutionnaires broyait sans merci. De même, la tribu atténuait les carences, sinon les retombées des échecs douloureux de l'œuvre refondatrice du « Guide ». Le maintien des identités tribales n'a pas seulement profité à ceux qui avaient réussi, grâce à des alliances avec le « Guide », à capter une partie des ressources distribuées, mais aussi à ceux qui souffraient de la précarité et de la marginalisation. En effet, alors que Kadhafi limitait la redistribution de la rente pétrolière aux seules instances tribales qui lui étaient loyales, des pans entiers de la société libyenne, poussés par l'exclusion, adhèrent aux filières de l'économie globalisée et s'illustrèrent dans la maîtrise des réseaux de la contrebande et des trafics en tous genres. Kadhafi a mis en œuvre une forme de verrouillage face à la circulation de la richesse laquelle devait rester circonscrite au sein des cercles de la loyauté et du clientélisme. Grâce à la rente pétrolière, Kadhafi a pu, lors de ses trois premières décennies de pouvoir, contrôler la société et entretenir la violence à l'égard de ses opposants sans pour autant susciter de résistance ou de critiques. Cependant, en maintenant le verrouillage du pays au-delà de la levée de l'embargo au début des années 2000 et en consolidant son monopole arbitraire sur les ressources et la violence, Kadhafi a fini par ériger un système marqué par la

succession des ruptures, des exactions, des révoltes avortées, des haines tribales et des revanches sourdes tout en donnant lieu à la prolifération à grande échelle de toutes les formes de malversations et de corruption endémique.

Grâce à la solidarité tribale et aux multiples formes de complicité, les jeunes issus des tribus marginalisées ou exclues de la redistribution des ressources réussirent à créer des espaces d'autonomie économique en dehors des aires de contrôle et de coercition des autorités, principalement dans les quartiers périphériques délabrés des villes. C'est au sein de ces espaces de l'informalité que la dissidence politique éclata à la faveur du soulèvement de l'année 2011.

Les quartiers périphériques de Tripoli et de Benghazi ont joué un rôle de premier ordre dans l'insurrection de février 2011 et c'est dans les ruelles de Laïthy, de Bouatny, de Gouwarcha et de Bouslim qu'eurent lieu les premières manifestations. Mais la machine médiatique financée par les pétromonarchies du Golfe présenta Misratha comme la capitale de la révolution et la cité victime de tous les excès attribués aux troupes de Kadhafi, exactions qui atteignirent les viols collectifs selon des témoignages jamais vérifiés. La désignation de Misratha en tant qu'épicentre de la contestation et ensuite, en tant que place forte de la lutte armée, a énormément contribué à occulter le rôle de la jeunesse désœuvrée des quartiers populaires, une jeunesse qui était en situation de fracture avec le régime et ses institutions. Depuis la fin de l'embargo au début des années 2000, les gouvernements successifs de la Jamahiriya n'avaient presque rien investi dans les domaines de l'encadrement des jeunes issus des milieux défavorisés et sans réelle affiliation aux cercles tribaux ou exclus des milieux influents au sein des lignages loyaux aux « Guides ». Les quartiers périphériques précarisés de Lakouakh ou de Houwary renvoyaient une image de délabrement avancé et de décrépitude des édifices.

Les jeunes dans ces quartiers ne dissimulaient pas leur déception et leur désir de revanche sur le système qui les maintenait dans la précarité et l'exclusion. Dans ces quartiers déshérités, les élites tribales n'étaient pas les seules absentes, puisque même les Comités Révolutionnaires, supposés encadrer et contrôler la population, avaient fait défection et ne détenaient plus les instruments d'accès aux ressources. Ces ressources ne se réduisaient plus seulement aux salaires de la fonction publique, mais s'appuyaient désormais sur la manne générée par l'économie informelle, une économie qui fleurissait dans les interstices laissées en friche par l'Etat et son modèle rentier sélectif. Le désengagement des institutions de la Jamahiriya, le délitement des rapports tribaux dans les milieux périurbains et surtout l'émergence d'une économie autonome fondée sur les trafics et la contrebande ont ouvert une brèche dans le corps social, brèche qui a permis aux islamistes de toutes les obédiences d'infiltrer les « jachères » de la Jamahiriya et d'y imposer leur hégémonie. Dans la course à l'inféodation de la jeunesse et à sa radicalisation, les Frères Musulmans, précurseurs de cette dynamique, furent rapidement dépassés par les groupes jihadistes, mieux aguerris et surtout mieux soudés à ces catégories marginalisées, puisque plusieurs leaders de ces factions sont issus des milieux déclassés. Le succès historique des jihadistes est d'avoir su façonner les jeunes exclus du système de Kadhafi, les déçus de la Jamahiriya, les chômeurs incapables de rejoindre la fonction publique, les contrebandiers des marchés informels, les commerçants harcelés par les fonctionnaires corrompus et les membres des lignages dissidents en les fédérant au sein d'un projet politique dont l'objectif suprême serait la revanche des humiliés. Ce thème, très proche des conceptions mentales bédouines, a réussi à rallier des troupes aussi hétéroclites que motivées et s'est avéré mobilisateur et efficace lors de la phase insurrectionnelle, puisqu'il a constitué l'esprit de corps qui

s'opposa aux *açabiya* des tribus engagées par Kadhafi. Mettant à profit la manne financière et les moyens logistiques mis à leur disposition par les monarchies wahabites du Golfe, les factions jihadistes réussirent à contrecarrer les stratégies de fidélisation des communautés adoptées par Kadhafi grâce à la corruption de masse en procédant elles-mêmes à l'intéressement financier des individus qui croupissaient dans une situation de pauvreté et de précarité.

L'impossible réforme de la Jamahiriya : Libéralisation hésitante et limites du système rentier

La Libye a du faire face à de très graves problèmes économiques liés principalement à la chute des cours du pétrole durant les années 1980 et 1990. En effet, les recettes de l'exportation pétrolière ont été quasiment divisées par deux, et ce en deux étapes. D'abord entre 1980 (22 milliards de dollars) et 1982 (14 milliards de dollars), ensuite en 1986, pour ne plus atteindre que 10 milliards de dollars. Une baisse d'autant plus importante dans un pays où 90 % des recettes d'exportation proviennent du pétrole. Crises qui ont provoqué la mise en œuvre de mesures d'austérité dans un contexte politique marqué le renforcement de la sédition terroriste en Cyrénaïque et par les bombardements américains du 17 avril 1986 ainsi que par une humiliante défaite militaire au Tchad. Pour faire face à cette avalanche de crises, Kadhafi prit un certain nombre de mesures allant dans le sens d'une modification de la relation entre l'Etat et la société.

La première réforme a été initiée lors d'un discours prononcé par Kadhafi le 26 mars 1987 et dont l'objectif était d'engager une libéralisation économique fondée sur la permission de l'extension des activités accessibles à d'autres formes de propriété que celle de l'Etat. En septembre 1987, la plupart des activités de production, hormis l'industrie lourde (acier, aluminium et pétrochimie), étaient transférées à une nouvelle forme d'entreprise, les

tacharukiat (coopérative de producteurs). Il s'est agi, en fait, de transférer la propriété des entreprises de l'Etat à des particuliers, aux salariés de celles-ci, lesquels en devenaient ainsi collectivement propriétaires après le remboursement à la société de la valeur de ces entreprises. En tant que travailleurs, ces salariés continuaient de percevoir un salaire, en même temps que, comme associés, ils recevaient une part égale des bénéfices nets des entreprises.

Cette réforme, présentée comme conforme aux principes du socialisme décrits dans le Livre Vert, peut être mise en parallèle avec celle levant les interdictions pesant sur le commerce privé. Elle traduisait une volonté d'ouverture du régime, mu par un pragmatisme politique et par un souci d'atténuation des troubles sociaux. Cette volonté, aussi hésitante soit-elle, contredisait clairement les textes fondateurs de l'idéologie de Kadhafi et mettait un peu de bémol sur sa ferveur révolutionnaire. Une ferveur qui apparaissait en cette période de crise, comme trop coûteuse, voire trop déstabilisante, c'est-à-dire, dangereuse pour la survie même de la Jamahiriya.

La levée de l'interdiction du commerce privé du détail a provoqué une hausse du coût de la vie dans l'ensemble du pays. Les effets de cette réforme se sont soldés par une augmentation de la corruption, facilitée par le mode d'approvisionnement basé sur le troc des marchandises libyennes, constituées de produits de base subventionnés, contre des marchandises étrangères inaccessibles sur le marché local faute de devises suffisantes, mais fournies grâce au commerce informel. En conséquence de quoi, des limites rigoureuses à cette libéralisation ont été rapidement posées par Kadhafi qui déclara en janvier 1990 qu'il avait relevé que le commerce de détail et en particulier les questions d'approvisionnement du marché, les facilités accordées à des commerçants avides de gain se retournaient contre les gens. Aussi,

décida-t-il de revenir sur cette initiative économique et décréta que c'était l'Etat et lui seul, qui était chargé des affaires économiques et commerciales. Pour Kadhafi, cette question était vitale. Bien que cette décision tardive fût suivie de peu d'effet au niveau de son application, ce discours a illustré l'hésitation, le caractère réversible de la réforme et l'approche sélective qu'opérait le régime en matière de mutation économique. La réversibilité des choix économiques n'a fait qu'accélérer les processus d'informalisation du secteur de la distribution, secteur qui échappa progressivement mais inexorablement, dans sa majorité, aux circuits officiels et généra des fortunes à l'écart du régime et de son système de redistribution sélective des ressources.

La sphère autonome de l'informel a été au cœur du processus de délitement de la structure économique officielle grâce à la consolidation des réseaux dont les activités avaient été initiés depuis la période de l'embargo, période pendant laquelle les entreprises étatiques s'étaient montrées incapables de subvenir à la demande intérieure. Les commerçants ont développé des lieux de distribution dans les quartiers en privilégiant la proximité et se sont imposés comme une réalité incontournable aux autorités tout en acquérant une sorte de légitimité auprès du consommateur libyen déçu par la corruption des marchés officiels. Constatant et reconnaissant son incapacité d'assurer toutes les fonctions d'approvisionnement du marché et de faire face à certaines activités spéculatives, telles que le change illégal de devises, le régime a fini par tolérer l'essor du marché informel au-delà des limites qui lui avaient été fixées auparavant. Des jeunes exclus du système jamahiriyen, mais aussi et surtout des élites tribales opportunistes, ont su tirer profit de cette tolérance pour assurer leur emprise sur le marché. Une emprise qui n'a pas manqué de susciter des oppositions de la part des franges de la population qui s'estimaient lésées par la situation économique difficile du pays.

Or, il convient de rappeler que cette société était profondément attachée aux valeurs égalitaristes de solidarité sociale qui, bien qu'ayant été « idéologisées » par Kadhafi, étaient productrices de sens dans un contexte encore imprégné par le fait tribal, et toujours sensible à une forme d'idéal bédouin fondé sur la sobriété et l'honneur. Or, les politiques menées par Kadhafi, même si elles sont restées hésitantes, réversibles et sélectives, ont généré au sein de la société libyenne des valeurs individualistes et consuméristes en osmose parfaite avec les comportements induits par un mode de développement économique de type néolibéral. L'idéal jamahiriyen ne résista pas aux impératifs économiques et ses slogans perdirent à jamais leurs effets mobilisateurs.

La nomenklatura de la Jamahiriya et les réseaux des trafics : Une concurrence pour le contrôle des ressources

Depuis la levée de l'embargo en 2002 et en réponse à l'engouement perceptible chez l'ensemble de la population libyenne et notamment des jeunes, pour le voyage, de nombreuses sociétés privées de transport terrestre ont été créées, souvent par d'anciens agents de la sécurité. Ces nouvelles entreprises reliaient Tripoli aux principales villes des pays voisins ; Tunis, Sousse, Alexandrie et Le Caire. L'effet de la libéralisation du transport terrestre a été très important sur l'économie informelle. Ainsi, les acteurs des réseaux de trafic avaient pris le contrôle du marché parallèle des devises. Ce dernier représentait un levier important dans la structure économique du pays. Ne pouvant soustraire aux réseaux de la contrebande la maîtrise des opérations de change, dont les ramifications s'étendaient jusqu'en Tunisie et en Europe, les parvenus de la Jamahiriya ont opté pour un noyautage des sociétés de transport. Cependant, dépourvus de liens avec le marché et soupçonnés de pratiques abusives et arbitraires, du fait de leur pouvoir politique, les membres de l'élite, proches de Kadhafi ne

parvinrent pas à supplanter les jeunes contrebandiers, dont le succès leur faisait de l'ombre. Ces jeunes libyens issus en majorité des quartiers défavorisés de la Capitale ou de Benghazi, désignés souvent par le sobriquet de *biznessa*, terme polysémique désignant aussi bien les affairistes que les dragueurs, furent à l'origine de la création de commerces qui regorgeaient de produits financièrement inaccessibles aux fonctionnaires et aux plus démunis. Leur réussite, par les temps difficiles que connaissait la Libye à cause du gel des salaires, les désigna comme les cibles privilégiées des tenants de la ligne dure du régime. Toutefois, les critiques qui leur étaient adressées débordaient généralement du cadre des considérations purement économiques ou morales pour adopter une thématique tribale fustigeant l'opportunisme de leurs lignages ou, par moments, l'absence même de leur affiliation à un clan noble. Les jeunes *biznessa* étaient accusés par les idéologues officiels de tirer profit des difficultés économiques du pays, d'être à l'origine de la corruption qui gangrénait l'économie, de diffuser une culture consumériste étrangère aux traditions bédouines et surtout, de n'avoir aucun scrupule pour les valeurs de la Jamahiriya.

Ce discours de stigmatisation ne pouvait pas cacher la réalité des faits, à savoir la rivalité entre la strate supérieure du pouvoir libyen d'un côté, et les acteurs des réseaux de la contrebande, d'un autre côté. Les premiers ressentaient un réel péril sur leur pouvoir politique du fait de la montée en puissance des jeunes *biznessa*, lesquels étaient parvenus en quelques années à imposer leur contrôle des circuits informels et spéculatifs. Par cette accusation et à cause des menées répressives que le régime organisa par intermittence contre les acteurs de l'économie informelle, une attitude de profonde hostilité s'installa durablement entre les deux camps. L'insurrection de 2011 donna l'occasion aux jeunes *biznessa*, dont la plupart prirent les armes aux avant-gardes des

rebelles, de prendre leur revanche, souvent avec une violence qui trahissait leur aversion pour leurs anciens rivaux.

Les Commandements Populaires et Sociaux : Une alternative avortée aux Comités Révolutionnaires

Les renoncements idéologiques du pouvoir libyen qui marquèrent les deux dernières décennies de son existence se sont inscrits dans un contexte particulier caractérisé par une série de problèmes profonds. Le premier est inhérent aux affrontements continus avec les terroristes du Groupe Libyen de Combat dans la Cyrénaïque entre les années 1995 et 2004. Des affrontements très violents ont opposé pendant près de dix ans le J'bel Lakhadar, région escarpée de l'arrière-pays de Derna, les forces armées à des groupes de terroristes, moyennement soutenus par la population locale qui subissait de plein fouet, les difficultés économiques de la période de l'après-embargo. Ces activités de guérilla étaient organisées sous des étendards différents et des obédiences difficilement identifiables, même si les terroristes se réclamaient de la nébuleuse du Groupe Libyen de Combat. De même, des conflits ouverts avec les radicaux ibadhites du J'bel Nafoussa se sont traduits par des escarmouches armées et des manifestations violentes tout au long de l'année 2005. Cependant, c'est le désastreux règlement de l'affaire Lockerbie qui avait assombri la situation du régime, puisque la reconnaissance de ce dernier de la responsabilité de l'un de ses agents dans l'attentat, s'apparenta chez les Libyens, à une humiliante reddition face à l'Occident. Reddition qui était aussi accompagnée par la nette volonté du régime de se réinsérer dans l'ordre mondial par le biais de la satisfaction généreuse des exigences financières occidentales. Après des années de tergiversation et d'hésitation, le régime a initié un virage politique et a lentement entamé le démantèlement des structures idéologiques de la Jamahiriya, tout en continuant à diffuser un discours

révolutionnaire totalement décalé par rapport aux nouvelles réalités du pays.

L'une des manifestations des renoncements idéologiques de Kadhafi et qui témoignait de la réversibilité du processus d'édification de la Jamahiriya, a été le remplacement progressif des Comités Révolutionnaires par les Commandements Populaires et Sociaux. Afin de jeter les bases de ces Commandements, Kadhafi a entamé une tournée dans l'ensemble du territoire pendant l'année 1995. Il prôna l'élargissement de la base tribale du régime et rechercha de nouvelles alliances. Il appela à la résurrection des anciennes confédérations tribales qui regroupaient les lignages de Syrte et ceux du Fezzan. Cette même année était marquée par une recrudescence de l'opposition à l'arbitraire des Comités Révolutionnaires et par une contestation grandissante au sein du Commandement de la Révolution à la suite de la disgrâce de l'une des principales figures de la Jamahiriya, le commandant issu de la puissante tribu des M'guerha, A. Jelloud. L'initiative de créer les Commandements Populaires et Sociaux, officiellement annoncée par Kadhafi en 1998, traduisait sa conviction de l'échec des institutions révolutionnaires et son intention d'entamer une sorte de normalisation du pouvoir en Libye par l'adoption de nouvelles formes organisationnelles, mieux adaptées au contexte du pays et attribuant une place prépondérante aux élites tribales.

Les Commandements Populaires et Sociaux qui étaient appelées à supplanter les Comités Révolutionnaires, disposaient d'un Commandement central, (*Qiyada markaziyya*), dont le siège était à Tripoli, et de Commandements locaux (*Qiadat mahalliyya*) qui étaient implantés dans toutes les régions du pays. Au niveau organisationnel, les Commandements regroupaient essentiellement des chefs de tribus, certaines personnalités influentes à l'échelle locale, des dignitaires coutumiers, des militaires de haut rang, des islamistes repentis et surtout, des hommes de confiance

du « Guide ». Les membres de cette élite constituaient des relais efficaces entre Kadhafi et les tribus. Cependant, l'analyse de la composition du Commandement Central des C.P.S. montrait un déséquilibre manifeste quant à la représentativité des différentes tribus. En effet, seules les tribus du *Hejr* étaient présentes grâce à des chefs tribaux jouissant d'une certaine crédibilité et d'une assise populaire au sein de leurs régions d'origine. Les autres provinces libyennes, quant à elles, étaient très mal représentées et leurs plus illustres chefs étaient absents du Commandement. Absence voulue par Kadhafi qui désirait marginaliser les chefs tribaux de ces régions. D'ailleurs, pour mieux appuyer son projet de mise à l'écart de ces élites dont il soupçonnait la loyauté, il appela à la constitution de nouvelles structures informelles parallèles ayant pour objectif l'encadrement des populations, et notamment des jeunes dans les régions situées en dehors du *Hejr*. Dans cette perspective, des « clubs tribaux » (*nawadi quabaliya*) ont été créés et leurs membres furent recrutés parmi les personnes jouissant de certaines qualifications (*kafaat*). La plupart d'entre elles étaient issues des strates inférieures des tribus autres que celles du *Hejr*. La stratégie de Kadhafi était, encore une fois, de promouvoir de nouvelles élites instruites aux dépens des chefferies traditionnelles qui ne lui étaient pas suffisamment acquises. Les clubs tribaux, selon le « Guide », avaient pour mission l'identification des besoins des jeunes, le renforcement des liens avec leurs tribus d'origine et la promotion de nouvelles générations imbues des idéaux de la révolution au sein de leur *hadhina qabaliya* (matrice tribale). Dans les faits, cette initiative a été perçue dans la plupart des régions, comme une réédition de l'expérience des Comités Révolutionnaires dont les membres avaient pris de l'âge et étaient souvent compromis dans des affaires de corruption. L'idée qui se cristallisait autour des Commandements Populaires et Sociaux ainsi que des clubs tribaux, était que Kadhafi perdait ses capacités de

soumission des élites tribales traditionnelles dans les provinces et cherchait donc, à marginaliser les anciennes chefferies en soutenant la promotion des jeunes recrutés par le biais des clubs.

Afin de renforcer leurs pouvoirs au sein de leurs tribus, Kadhafi a permis aux Commandements de sanctionner les Congrès Populaires de Base au cas où ces derniers hésiteraient à appliquer les lois en vigueur et les directives du « Guide ». Ces sanctions consistaient à priver d'eau, d'électricité, de services de santé, d'école et de ressources financières la *chaâbiya* (et par conséquent la tribu) relevant de leur compétence. Ces prérogatives ont favorisé, *de facto*, une institutionnalisation de la domination de la confédération tribale des *Khoutt El Jedd* formée principalement par les Gdhedhfa, Ouerfella, Ouled Slimane et M'garha sur la totalité du pays et, par voie de conséquence, la marginalisation des régions considérées comme séditieuses. Confirmant sa stratégie de consolidation de la mainmise des *Khoutt El Jedd* sur le pays et inscrivant les Commandements dans un cadre qui ne rompait pas avec les anciens schèmes « révolutionnaires », Kadhafi confia à son cousin Sayed Mohamed Gadhaf Eddam, le « numéro deux » du régime, la présidence des C.P.S. Ce militaire de carrière fut, notamment, chef de la sécurité personnelle du « Guide », puis commandant militaire de la Cyrénaïque lors des affrontements avec la guérilla terroriste. Il fut aussi le gouverneur de la province de Syrte, fief de la tribu de Kadhafi et son principal lieu de résidence. Rompu aux alliances tribales et chef reconnu de la confédération du *Hejr* sur laquelle s'appuyait le régime, il assura depuis 2002, la reconversion des anciens membres des Comités Révolutionnaires dans les banques ou dans l'administration publique.

Recomposition du pouvoir en Libye à la veille de l'insurrection : Hégémonie de la confédération tribale des Khoutt El Jedd, crise du clientélisme et répression des dissidences

Les échecs historiques de l'idéologie kadhafiste et de toutes les tentatives de transformation volontariste de la société libyenne ont engendré chez les tribus et l'ensemble de la population, principalement les jeunes, une réaction de rejet des institutions de l'Etat et une opposition publiquement affichée aux agissements des Comités Révolutionnaires. Cette situation était d'autant plus dangereuse à terme, que les armes ont toujours été largement disséminées au sein de la population. Dans ce climat de crise, il y eut une série de tentatives de réformes du régime initiées par plusieurs acteurs de premier plan dans le pays et particulièrement par Seïf el Islam Kadhafi, initiative qui buta sur l'écueil implacable des tenants de la ligne dure de la Jamahiriya. Des débats ont été organisés sur les plateaux télévisés entre 2005 et 2006 et avaient constitué une tentative éphémère, de la part du fils du « Guide » pour élaborer une charte nationale, sorte de constitution destinée à normaliser la vie politique et institutionnelle dans le pays. Plusieurs personnalités, notamment des universitaires et des leaders des Comités Révolutionnaires, ont participé à ces débats retransmis en direct. Parmi ces tribuns, le Professeur Omar El-Hamdi, compagnon de longue date de Kadhafi et l'un des idéologues des Comités Révolutionnaires. Commentant l'avenir des Comités Révolutionnaires, El Hamdi ne cacha pas sa ferme condamnation des appels qui sont lancés pour mettre à l'écart les Comités Révolutionnaires, lesquels sont selon lui, les seuls garants de la marche vers la libération des masses. L'idéologue ne cacha pas son opposition à toutes les formes de laxisme dans la lutte contre le relâchement des valeurs jamahiriyennes et refusa toute attitude de clémence face aux trafics en tout genre. Ces trafics, qui sont selon ses termes, des viviers pour les groupes de parasites vivant à la

marge et s'adonnant à la corruption du pays et de sa jeunesse. Les trafics, d'après El Hamdi risquaient de provoquer un schisme dangereux car nul n'accepte que les richesses du pétrole puisées chez les uns, à savoir les *Khoutt El Jedd*, la confédération tribale du *Hejr*, et qui étaient distribuées sous forme de produits de consommation subventionnés, se retrouvent dans les poches de ceux qui, par les moyens de la corruption et de la contrebande, accaparent les richesses des masses et tentent de désunir le pays. Ce discours, qui alliait, dans une même rhétorique, le tribalisme et la référence à la Révolution jamahiriyyenne et prônait clairement une politique distributive fondée sur le degré de soumission des tribus libyennes à la domination de la confédération du *Hejr*, trouvait un écho chez les cadres des Comités Révolutionnaires. Ainsi, un autre cadre de haut niveau et adepte de ce genre de discours, l'universitaire et membre des Comités Révolutionnaires, Mohamed Chehoumi répondait à un journaliste qui l'interrogeait sur la perspective de dissolution des Comités en déclarant que le remplacement des CR par les Commandements Populaires et Sociaux était une erreur historique, mais surtout dangereuse. Selon lui, les tribus qui ont souffert pour que la Révolution de septembre 1969 triomphe, ont aussi donné tant de richesses aux autres. Ces richesses reviendraient de droit aux véritables Libyens, ceux qui étaient loyaux à la Jamahiriya, dont l'avant-garde refusait d'être mise à la retraite. Chehoumi s'est attardé sur la question relative à la centralité du rôle des Comités Révolutionnaires dans la préservation des intérêts des tribus du *Hejr* en affirmant que ces dernières constituaient la *hadhina* (matrice) et refuseraient, de ce fait, le départ précipité des gardiens des valeurs révolutionnaires et la suspension de l'œuvre de Kadhafi. Selon lui, ce serait un gâchis de laisser la place à des chefs coutumiers ou à des jeunes dont la seule compétence est d'être issus de tribus déshéritées, n'ayant ni légitimité, ni crédibilité ni droit sur les ressources. Une perspective

qui lui sembla légitimement inquiétante pour l'avenir puisque certains leaders des Comités évoquaient publiquement la possibilité de prendre les armes.

La mise en place des Commandements Populaires et Sociaux s'accompagna, depuis 2003, de la montée d'une opposition violente à l'Etat, à ses organes de sécurité ou à ses milices militaro-idéologiques. Une opposition qui voyait dans ces nouvelles instances, une tentative de la part de Kadhafi d'éviter l'effritement de son pouvoir grâce à une réactivation des réseaux de clientélisme et à une consolidation d'un noyau tribal central autour de la confédération des *Khoutt El Jedd*. Cette tentative s'apparentait à une refondation de l'Etat libyen suivant un modèle néo-patrimonial au sein duquel, le « Guide » chercha à se réapproprier la totalité des niveaux de légitimation : révolutionnaire, tribale, religieuse et sécuritaire. Il s'agissait d'une phase transitoire de la structuration politique, travaillée par des forces centripètes qui aspiraient à asseoir un pouvoir aussi décentralisé que possible ouvrant la voie à la prise en compte des pesanteurs des appartenances tribales dans un contexte d'essoufflement du potentiel distributif de l'Etat.

Selon le projet de Kadhafi en cette phase ultime de son pouvoir, les institutions de la Jamahiriya se devaient de créer deux zones distinctes pour la redistribution des ressources selon la loyauté et le degré de proximité par rapport à la confédération des *Khoutt el Jedd*. Ainsi, les statuts respectifs de chaque tribu dans le pays étaient en corrélation avec le type d'alliance que chacune d'entre elles entretenait avec les nouvelles structures mises en place par Kadhafi.

Pour mieux contrôler les tribus, Kadhafi et son entourage décidèrent de mener une guerre contre les trafics. Le commerce informel et notamment les échanges transfrontaliers constituaient des vecteurs d'autonomie de la population et par conséquent, de possibilités de sédition. Le commerce informel était condamné

avec virulence par les autorités, qui mettaient en exergue la dimension spéculative de cette activité à travers le détournement massif des produits subventionnés. En brisant les réseaux de la contrebande transfrontalière, Kadhafi espérait mettre à genoux toute velléité de sédition et briser les chaînes de solidarité qui lui échappaient encore.

Les restructurations des institutions politiques ne consistaient pas à assurer une amélioration de la représentativité de la population au sein des organes législatifs, mais à une consolidation du rôle des tribus avec lesquelles Kadhafi avait scellé une alliance au sein des instances de décision et par voie de conséquence à une marginalisation des autres entités de la société. Il s'agissait là, d'un prélude à la modification en profondeur des règles de redistribution des ressources. Celles-ci étaient orientées davantage vers les régions centrales du *Hejr* qui accaparaient désormais la majeure partie des investissements. Cette orientation traduisait une recomposition du pouvoir en Libye désormais axée autour d'un noyau central composé par les Gdhedhfa, les M'garha et les Ouerfella. Ce noyau était appelé à entretenir aussi bien des rapports de clientélisme sélectif avec le reste des tribus ou leurs élites ou de participer, en coordination avec les organes sécuritaires, à la répression des dissidences.

Lecture appauvrissante des textes religieux et jihadisme : Kadhafi était-il le premier des salafistes ?

Les nombreux actes terroristes perpétrés par des groupes d'obédience takfiriste et wahabite ainsi que l'occupation de Syrte par l'organisation terroriste *Daêch* témoignent d'une réelle emprise de ces mouvements sur le terrain et de leur capacité à supplanter les autorités. Cependant, il serait légitime de s'interroger sur les causes qui balisèrent la voie à l'émergence de ces groupes radicaux et leur permirent de s'imposer dans la réalité libyenne.

Pour mieux appréhender la question, il y a lieu de rappeler que Kadhafi a profondément œuvré pour favoriser une conception appauvrissante de l'Islam. Une conception qu'il a généreusement financée grâce à un réseau d'associations et de fondations dans plusieurs pays. La lecture de Kadhafi prêchait une certaine forme de « purification » de la tradition islamique et surtout une interprétation rigoriste et basique du texte coranique, dont l'unique source serait la compréhension personnelle du « Guide », compréhension qui donna lieu à de multiples écarts par rapport au dogme et souvent à la raison. Ces écarts alimentèrent les soupçons d'hérésie auprès des tenants de l'orthodoxie islamique et suscitèrent des oppositions et parfois même, des campagnes d'anathèmes et des appels au meurtre. Loin de devenir une source de réflexion et d'innovation, le débat religieux en Libye se transforma en un violent monologue marqué par une lecture conservatrice et sclérosée de la religion et de l'Histoire et donna souvent lieu à des épisodes de haine et d'exécution des personnes soupçonnées de déviance par rapport à la lecture du « Guide ». Pour mieux contrôler le champ religieux et éradiquer toute forme de dissidence, Kadhafi décida de créer des « comités de lutte contre les déviations et l'hérésie » dont les responsables lui étaient directement reliés. L'objectif de ces comités était de débusquer et de dénoncer aux autorités toutes les personnes qui adoptaient les idées, les rites et les conceptions religieuses considérées comme déviantes. En réalité, toutes les sensibilités religieuses étaient ciblées, des plus épanouies, à l'instar des confréries soufies aux plus obscurantistes, comme les cellules wahabites, étaient traquées. Cependant, ce sont ces dernières qui parvinrent à mieux résister grâce à leur idéologie sanguinaire et surtout au financement qui leur parvenait des pays du Golfe.

La doctrine islamique de Kadhafi a fondé une culture de la violence et de la haine qui suscita de forts sentiments de rancune et appela

les anciens « déviants » à la plus cruelle des vengeances. Deux actes emblématiques traduisent dans les faits la volonté de revanche religieuse des ennemis du « Guide » ; la profanation des tombes des parents de Kadhafi et l'annonce faite par M. Abdeljalil, le 23 octobre 2011, jour de la célébration de la « libération » de la Libye, du rétablissement de la polygamie.

Conclusion du chapitre premier : Patrimonialisation de la rente pétrolière et de la violence

La bureaucratie, tant dénigrée par le « Guide » dans ses discours, constituait la règle au sein des institutions qui composaient la colonne vertébrale du système Kadhafi. Ces leviers économiques étaient soustraits au contrôle politique du gouvernement et aux soubresauts populistes dans le souci de les préserver, grâce à l'efficacité bureaucratique, de toute atteinte à la rentabilité de leur prédation. Ainsi, la National Oil Company, société qui alimentait, dans une grande part, les caisses du pays, ne faisait pas partie de l'administration publique chaotique. Kadhafi l'a soustraite depuis longtemps aux prérogatives de toutes les instances politiques, aussi formelles et soumises à son bon-vouloir fussent-elles. De même, la Libyan Investment Authority, bras financier qui gérât les placements des capitaux libyens à l'étranger, n'était soumise à aucune forme de contrôle gouvernemental puisqu'elle dépendait directement du cercle restreint de conseillers du « Guide ». Ces deux cas de patrimonisation des ressources qui témoignaient de la volonté de Kadhafi d'autonomiser les secteurs financiers n'étaient pas les seuls qu'il voulait accaparer de manière directe, puisque les organes de gestion de la violence avaient fait aussi l'objet d'appropriation personnelle. En 1975, soit près de six ans après la révolution de 1969, Kadhafi décida l'éviction de ceux qui avaient fait partie de l'instance qui présidait aux destinées du pays ; le Conseil de Commandement de la Révolution. Eviction qui permit à

Kadhafi d'imposer son monopole personnel et dans une moindre mesure, celui de sa tribu, les Gdhadhfa, sur toutes les institutions de contrainte. Ainsi, l'Armée, les appareils sécuritaires, les douanes et les unités d'élite performantes ont été transférées sous le commandement de sa parentèle avec pour mission de protéger le régime.

Sur le plan économique, l'embargo et la crise du modèle rentier, conséquences des aléas du marché des hydrocarbures ont favorisé l'orientation massive des élites proches des cercles du pouvoir vers des pratiques spéculatives et la prédation des ressources. La captation du foncier et le rachat des entreprises publiques par le biais des opérations opaques de privatisation, ont consolidé la mainmise de l'oligarchie tribale sur les richesses du pays et favorisé la montée de la violence. Cependant, cette violence « légitime et monopolisée » ne devait pas défendre le droit et les lois, mais les nouvelles formes de prédation des ressources. Par conséquent, la fragmentation des organes d'exercice de la violence devint une nécessité et la mise en place d'unités prétoriennes d'élite répondit à cette exigence. Les trois fils de Kadhafi furent chargés du commandement direct des phalanges les mieux aguerries à l'instar de la 32^{ème} brigade, dont le chef était Khamis Kadhafi. Il y eut aussi recours aux unités de mercenaires dont les membres étaient issus des grandes tribus guerrières du Sahara, dont les Touaregs et dans une moindre mesure ; les Toubous. A l'échelle des villes et des localités, les élites tribales ont été mobilisées, afin qu'elles montent des unités supplétives de maintien de l'hégémonie du pouvoir. Cependant, cette sous-traitance de la violence à des opérateurs locaux a contribué à l'effritement de la capacité du régime dans sa conservation du monopole de l'usage de la contrainte, car les affrontements entre les communautés connurent dès lors une expansion incontestable.

En recourant à la manipulation des rivalités tribales et régionales, Kadhafi avait contribué à la dissémination de la violence au sein de la société et à la structuration des multiples services et milices sur la base des identités primordiales. Or, force est de constater que c'est exactement ce modèle de structuration tribale qui caractérisait les factions armées qui ont éclos au lendemain de l'effondrement de la Jamahiriya. Les guerres à caractère tribal qui émaillent le quotidien des Libyens depuis 2011, ne sont nullement une innovation de la phase post-insurrectionnelle, ni dans leur revendications ni surtout dans leurs frontières géographiques, mais un héritage de la période la plus décadente de la Jamahiriya.

L'erreur qui fut à l'origine d'une série d'échecs dans la politique de Kadhafi face à la recrudescence de l'insurrection dans le pays en 2011, fut son incapacité à saisir les nouveaux rapports qu'entretient le fait tribal, dans ses multiples configurations avec les profondes mutations du paysage mondial travaillé par une globalisation effrénée. Convaincu que seule la redistribution des ressources constituait le ciment tribal en Libye, Kadhafi n'a pas été en mesure de décrypter la complexité de l'articulation entre la persistance des liens tribaux, d'un côté et la mondialisation, d'un autre côté. En effet, les soubresauts de la mondialisation et les profonds dérèglements qu'ils imposent aux Libyens à l'instar des autres sociétés dominées, participent paradoxalement à la consolidation du fait tribal en dehors ou en parallèle des instances étatiques ou officielles. Alors que le système rentier de Kadhafi connaissait ses plus graves crises et que des franges entières de la population se retrouvaient écartées de la redistribution de la manne pétrolière, des lignages jadis marginalisés de la « bienfaisance du Guide » ont su faire montre d'une capacité de cohésion entre leurs membres et résister à la déchéance, grâce à leurs aptitudes de flexibilité et d'adaptation aux nouvelles exigences déstructurantes. Exigences

que la Jamahiriya, minée par la corruption et sclérosée par le népotisme, ne pouvait satisfaire.

La tribu a constitué en Libye, notamment lors de la phase insurrectionnelle, un thème fondamental dans les discours de la mobilisation politique aussi bien du côté des rebelles que celui de Kadhafi. Grâce à l'existence d'une instance interne de concertation, chaque tribu a pu élaborer ses stratégies spécifiques en tenant compte de ses intérêts et de l'enlisement du conflit. A ce titre, les *marbouâa* (lieux où se tiennent les conseils – *miâad*- de chaque tribu) ont joué un rôle incontournable dans la sécurisation et la gestion aussi bien des territoires tribaux que des ressources des communautés. Bien que la *marbouâa* reste fortement marquée par l'inégalité entre ses membres et par l'aspect asymétrique de leurs accès aux ressources, les débats restaient ouverts aux participants, dont les plus respectés n'étaient plus les chefs coutumiers, mais désormais les commandants des milices. C'est cette mutation au sein du corps tribal que Kadhafi n'a pas pu ou voulu voir. Le leadership au sein des tribus changeait de personnes et de nouvelles élites, issues des fronts, ont commencé à occuper le devant de la scène. Elites composées d'anciens contrebandiers ou même d'illustres membres de la pègre des grandes villes, que les officiels de la Jamahiriya méconnaissaient ou méprisaient. Cette méconnaissance des nouveaux acteurs au sein des tribus a coûté très cher à Kadhafi qui, incapable de briser la résistance des milices rebelles de Misratha, en appela aux tribus pour qu'elles marchent sur la ville insurgée. Appel resté sans lendemain, puisqu'il s'adressa à ses clients ou relais traditionnels dont la plupart n'avaient plus aucune crédibilité auprès des clans et avaient perdu toute emprise sur leurs pairs. Désormais, les tribus suivaient de nouveaux leaders issus des milices en rupture avec les vieilles élites tribales de la Jamahiriya.

La rupture entre les générations et l'usure de la corruption avait porté un coup fatal au système, mais Kadhafi refusait de le comprendre et persistait dans l'erreur. Alors qu'il faisait face à la désertion de ses anciens alliés, Kadhafi ne se rendait pas compte que les temps et les hommes ont changé et les adresses aussi.

CHAPITRE SECOND :
CHRONIQUE D'UNE INSURRECTION, DE LA REVOLTE A L'HEGEMONIE
DES MILICES

La Libye représente une source principale de tensions géopolitiques aussi bien dans le Maghreb, le Sahara-Sahel qu'en Méditerranée. Dans le processus de bouleversements violents qu'elle a entamé depuis l'insurrection, elle se singularise par un enchevêtrement complexe de fractures multiples qui exacerbent les conflits armés et le chaos dans l'ensemble des provinces du pays. L'une des origines de l'instabilité structurelle qui mine la Libye et désintègre les rares structures étatiques épargnées par la dislocation de la Jamahiriya est l'incapacité de l'une ou l'autre des parties engagées dans les multiples conflits à trancher la lutte en sa faveur. La guerre qui a succédé à l'intervention étrangère en 2011 a laissé le pays dans un état de déliquescence avancée, mais surtout de division extrême. D'un côté, les tribus, régions et villes qui se considéraient comme les gagnantes du bouleversement des hiérarchies et d'un autre côté, les vaincus qui regroupaient les anciens alliés de Kadhafi et principalement, la confédération tribale qui le soutenait, les *Khoutt El Jedd* de la région du *Hejr*. Cependant, malgré les processus politiques et électoraux engagés pour remodeler le paysage institutionnel dans le pays, les luttes pour le pouvoir ne furent pas tranchées et les « vaincus » ne tardèrent pas à reprendre les armes et à rejeter la fatalité du sort qui leur a été réservé par la coalition occidentale et ses alliés locaux.

Les joutes armées entre les belligérants marquèrent profondément la phase post-insurrectionnelle et installèrent la Libye dans une instabilité chronique, laquelle fit le lit du terrorisme et ouvrit largement des interstices pour l'implantation des groupes jihadistes. Implantation qui profita aussi de la nature ambiguë des rapports entretenus par les factions terroristes avec les islamistes. Ces

derniers en Libye sont réputés pour leur perméabilité aux courants jihadistes avec lesquels ils ont tissé de solides alliances. En pactisant avec les groupes terroristes, les islamistes ont dégagé un espace politique aux wahabites dont l'ancrage civil était jusque-là limité, principalement au sein des tribus.

La complexité du champ politique libyen est encore plus exacerbée par la prédominance des acteurs locaux, dont le rôle est devenu progressivement incontournable. Ces « localismes » se conjuguent et s'alimentent par la consolidation des identités tribales et des revendications ethniques ainsi que par les dynamiques centrifuges. Autant de processus qui menacent le pouvoir post-insurrectionnel et minent le peu d'autorité dont il jouit dans certaines villes en suscitant des interrogations quant aux conditions qui ont présidé à sa construction et à la réalité de son enracinement dans les réalités du pays.

Le chaos et les tensions au sein des institutions en Libye s'alimentent également par les enjeux des puissances occidentales et des ingérences des pays de la région que la manne pétrolière intéresse au plus haut degré. Ces puissances attisent, en soutenant financièrement et militairement les différentes factions, les conflits qui déchirent le pays.

Le présent chapitre tente de broser le tableau de la situation en Libye dans sa phase de post-insurrectionnelle en commençant par une chronologie des faits marquants avant de s'attarder sur le rôle des milices et de leur hégémonie sur le pays.

Chronologie de la guerre fratricide : A l'ombre de l'insurrection, le jihadisme

Le 14 février 2011, dans la foulée des chutes successives des présidents tunisien et égyptien, une pétition signée par des dizaines de personnalités politiques exigeant la démission immédiate de

Kadhafi, fut rendue publique sur les réseaux sociaux et affichée devant les mosquées.

Le lendemain, le 15 février, des islamistes issus de la confrérie des Frères musulmans appuyés par des délinquants en armes attaquèrent la caserne d'El Beyda, petite ville de Cyrénaïque connue pour son soutien traditionnel à la monarchie sénoussie et pour son conservatisme religieux. Les assaillants furent rejoints par des dizaines de marchands ambulants dont les étals venaient d'être saccagés par les policiers. Dans la confusion, plusieurs victimes tombèrent sous les balles croisées des parties engagées. Le sang s'invitait désormais à la scénographie du soulèvement.

Deux jours après, Le 17 février, alors que plusieurs villages de Cyrénaïque enterraient leurs morts tombés à El Beyda, un avocat islamiste, Me. Fathy Terbell connu pour ses affinités avec la nébuleuse jihadiste et officiant à Benghazi, la capitale de la Cyrénaïque, adressa des centaines de messages aux familles des détenus dans la tristement célèbre prison d'Abou Slim à Tripoli, pour les mettre en garde contre une imminente exécution collective de leurs enfants en représailles aux événements d'El Beyda. Des centaines de personnes organisèrent un sit-in devant le siège central de la police de la seconde ville du pays, laquelle ne tarda pas à être paralysée.

Réagissant à la situation, Kadhafi constitua un comité de négociation avec les manifestants de Benghazi. Ce comité était formé du ministre de la justice Mostafa Abdeljalil, connu pour ses penchants islamistes, son rôle controversé dans l'affaire du sang contaminé et des infirmières bulgares, ainsi que pour son appartenance à l'influente tribu de Cyrénaïque ; les Braâssa. L'autre personnalité de l'Est était le ministre de l'intérieur et membre de la puissante tribu des Abydet ; le général Abdelfattah Younis Al Obaydi. Deux autres responsables faisaient partie de ce comité dépêché en urgence à Benghazi, le 19 février. Il s'agissait

du patron des Comités Révolutionnaires, issu de la même tribu que Kadhafi ; Omar Ichkel et Abdallah As Senoussi, membre de la tribu des M'garha et premier responsable des services de renseignements de la Jamahiriya. A leur arrivée à Benghazi, le ministre Abdeljalil déclara son entrée en dissidence, annonça sa rupture irrévocable avec Kadhafi et apporta son soutien à l'insurrection. En parallèle de cette défection, les négociations engagées avec les manifestants échouèrent et les protestations alimentées par une série de rumeurs se multiplièrent dans l'ensemble de la Cyrénaïque.

Impatient de restaurer l'ordre dans la Cyrénaïque, Kadhafi prit alors la décision de recourir aux armes face aux manifestants. Cette décision a été fondée sur la base de rapports sécuritaires faisant état de multiples actes de violence armée contre les forces de l'ordre et de soupçons de plus en plus insistants sur l'implication de terroristes d'Al Qaïda dans l'exécution d'officiers de la police à Benghazi. Cette décision marqua un point fondamental de rupture du cours de l'insurrection.

Le soir du 19 février, des barricades armées sont levées par des manifestants pour empêcher l'entrée des blindés à Benghazi. Le lendemain, la Cyrénaïque s'embrasa et ses villes rejoignirent l'insurrection. Des groupes armés se sont formés autour de noyaux de jihadistes, assiégèrent le général Younis dans son quartier général d'Al Foudhail et l'obligèrent à prêter allégeance à l'insurrection. Les arsenaux de l'Armée furent pillés par des factions armées à Benghazi et sa périphérie.

Trois jours après le pillage des casernes de Benghazi, le 27 février Abdeljalil proclama la création du Conseil National de Transition et prit la tête de l'insurrection. Le CNT a, depuis le début, constitué une énigme tant au niveau de sa composition que de son mode de fonctionnement. Deux groupes très divergents, au niveau idéologique et des choix stratégiques dans la lutte contre le régime s'affrontèrent en son sein. Cependant, des soupçons pesaient sur la

dizaine de membres du CNT dont les noms ne furent pas révélés lors de sa formation. Les 51 membres composant cette instance autoproclamée étaient majoritairement issus de la mouvance islamiste. Ils étaient soutenus, pour la plupart, par le Qatar. Cependant, aux côtés des islamistes majoritaires, le CNT comptait une poignée, sans véritable poids, de personnalités considérées, souvent à tort comme libérales. Les dix personnes, dont les noms étaient tenus secrets et nonobstant les arguments d'ordre sécuritaires ou la nature clandestine de l'insurrection dans les zones tenues par le régime, faisaient partie des réseaux jihadistes. En effet, il était clair que leurs identités demeuraient secrètes uniquement parce qu'elles appartenaient aux réseaux locaux d'Al Qaïda et que les puissances occidentales, véritables soutiens de la révolte, ne pouvaient s'encombrer d'une alliance au grand jour avec les terroristes.

Malgré le soutien médiatique sans précédent apporté par les chaînes satellitaires arabes et la prédominance d'une attitude conciliatrice à l'égard des insurgés en Libye, la majorité des villes et des tribus refusaient de s'engager dans la sédition. A Benghazi même, des voix s'élevaient pour dénoncer les exactions commises par les membres des factions jihadistes ainsi que le chaos qui régnait dans la capitale de la Cyrénaïque. Peu à peu, l'insurrection perdait son attrait et Kadhafi, par un jeu subtil d'alliances et d'intéressement, retournait les chefs tribaux locaux un à un. L'écho médiatique de la révolte n'avait plus aucun rapport avec les réalités sur le terrain. Constatant la débâcle de la révolte et le retournement de la situation en leur défaveur, les membres islamistes du CNT et leurs factions armées multiplièrent les pressions sur Abdeljalil afin d'exiger une intervention armée étrangère, allant jusqu'à l'intimidation des membres de l'instance dirigeante qui se montraient plus enclins à la négociation avec Kadhafi qu'à une confrontation généralisée. Les échecs des insurgés à rallier de

nouvelles villes à leur cause et les multiples défections finirent par convaincre les personnalités considérées comme libérales et surtout fréquentables par les Occidentaux au sein du CNT à se joindre aux partisans de l'intervention étrangère.

Au lendemain de l'adoption des deux résolutions 1970 et 1973 au Conseil de Sécurité, les bombes alliées s'abattirent sur les quartiers et les infrastructures aussi bien civiles que militaires de la Jamahiriya. Le 19 mars 2011, marqua le début d'une campagne qui ramena la Libye des décennies en arrière. Les cibles visées par les tapis de bombes de l'alliance étaient désignées par des informateurs libyens dont les mobiles étaient aussi bien politiques que tribaux et parfois mêmes financiers. Les dégâts étaient immenses et commençaient à toucher des catégories, des localités et des tribus, certes loyales à Kadhafi, mais qui bénéficiaient d'une série d'alliances avec la plupart des lignages d'insurgés. Cette complexité des rapports tribaux échappait aux planificateurs des campagnes de bombardement dont les analystes, en charge de l'évaluation de l'impact des opérations, relevaient un mécontentement grandissant au sein des groupes de combattants au sol. Progressivement, l'intervention étrangère virait au massacre de civils et ciblait des tribus particulières en guise de représailles pour leur attitude face à l'insurrection.

Le crime qui constitua la seconde rupture dans la guerre devenue civile, fut le crime perpétré par les terroristes d'Al Qaïda et qui coûta la vie au charismatique général Younis. Ce dernier a été assassiné le 28 juillet dans des conditions effroyables et selon les rituels sordides des jihadistes. Selon ces derniers, le général avait ouvert des pourparlers secrets avec Kadhafi afin de négocier un cessez-le-feu et une reddition de la Cyrénaïque en prélude à de profondes réformes politiques. Cette hypothèse de dénouement pacifique de la guerre constituait aux yeux des terroristes d'Al Qaïda le pire des scénarios. Depuis le début de l'insurrection, les

groupes affiliés à Al Qaïda avaient œuvré à une transformation rapide et intégrale de la protestation pacifique en révolte armée. Leur action politique était et demeure à ce jour, fondée sur une vision qui conçoit le changement de régime comme une lutte violente, armée et éradicatrice. Les chroniques quotidiennes de la guerre en 2011, du moins celles que les médias omettaient de commenter, étaient émaillées d'actes criminels à connotation takfiristes. En témoignent l'assassinat du général Younis, torturé, lynché et dépecé avant d'être brûlé, le supplice de Kadhafi, sodomisé avec une baïonnette avant d'être abattu à bout portant, le rituel du dynamitage des mausolées et la profanation des dépouilles des parents du défunt « Guide ». Immanquablement, il s'agit là de signatures univoques de l'islam wahhabite takfiriste et de son bras armé ; Al Qaïda.

Malgré les bombardements intensifs, le régime de Kadhafi parvenait à contenir les quelques tentatives d'avancée des factions armées rebelles et maintenait Misratha, la seule ville importante de la province occidentale aux mains des insurgés, sous un siège de feu. Le cours de la bataille connut un retournement spectaculaire avec la percée fulgurante des Zentan. Ces intrépides combattants du Jebel Naffoussa dévalèrent de leur montagne et, mettant à profit les bombardements destructifs dans le sud de la Capitale Tripoli, brisèrent les défenses stationnées aux abords du camp fortifié de Bab Laâziziya, poussèrent Kadhafi à abandonner son quartier général et partir se réfugier dans son fief tribal de Syrte. Le 23 août, les combattants réels ou médiatisés faisaient leur entrée triomphale dans Tripoli.

Le 20 octobre 2011, une colonne de voitures quittait Syrte en direction du sud afin de rejoindre les villes demeurées loyales au « Guide ». Interceptée par les avions de la coalition occidentale, elle fut intensément bombardée. Kadhafi, son compagnon et ministre de la Défense, Abou Bakr Jaber ainsi que son fils Al

Moûtassam furent gravement blessés. Abou Bakr succomba à ses blessures. Al Moûtassam affronta courageusement ses bourreaux et son exécution en fit, par la suite dans l'imaginaire populaire, un héros adulé. Kadhafi a enduré les pires supplices avant d'être abattu et sa dépouille exposée au public au mépris des préceptes religieux observés par les Libyens. Une page venait d'être tournée.

Trois jours après la mort de Kadhafi, alors que le pays connaissait une multiplication des actes d'exécutions sommaires des membres présumés des forces armées ou de la sécurité et que des villes entières étaient soumises à des opérations de ratissage et de mise à sac par des bandes de voleurs armés, Abdeljalil annonça la fin de la guerre, l'achèvement de la libération de la Libye et l'instauration de l'Etat islamique fondé sur la stricte observation des préceptes de la Chariâa et en premier lieu le rétablissement de la polygamie.

Le 2 mars 2012, alors que la presse internationale saluait les « avancées démocratiques » réalisées en Libye grâce au soutien militaire des puissances occidentales, les factions terroristes passèrent à l'acte et exécutèrent en plein jour le colonel Mohamed Al Hassi à Derna. L'officier qui était en charge de la répression des trafics de stupéfiants dans la ville avait mis en lumière, à la veille de son assassinat, les connivences entre les réseaux de narcotrafiquants et les groupuscules terroristes islamistes dans la ville. Cet assassinat signa le début de la longue série de liquidations qui ciblerent les officiers de l'Armée et des forces de sécurité dans la Cyrénaïque.

A la veille des élections pour le Congrès National Général, un candidat connu pour ses bonnes relations avec les militaires et pour son soutien à la reconstruction des forces armées a été abattu le 14 mai 2012 devant son domicile alors qu'il venait de déposer son dossier de candidature. Un message fort venait d'être adressé par les groupes terroristes à l'endroit des futurs parlementaires pour leur tracer les frontières à ne jamais transgresser.

Le 21 juin 2012, sur le seuil de la mosquée de Bouhdima à Benghazi, un terroriste s'approcha du juge Jomâa Al Jazaoui Al Oubaïdy et le tua à bout portant devant une foule de fidèles avant de se retirer sans être inquiété. Le juge était en charge de l'enquête sur l'assassinat du général Abdelfattah Younis.

Près d'une semaine après l'assassinat du juge Al Jazaoui, un groupe de terroristes tira, le 29 juin 2012, sur le colonel Soulayman Bouzrida, officier en charge des renseignements militaires à Benghazi. L'officier, originaire du quartier Laïthy, instruisait l'enquête sur les groupes armés dans la capitale de la Cyrénaïque et précisément dans les périphéries est et sud de la ville.

Pendant la seconde moitié de l'année 2012, des dizaines d'officiers et de policiers ont été abattus à Benghazi selon le même modus operandi ; aux sorties des mosquées ou devant les perrons de leurs domiciles. Ainsi, le colonel Fitouri, responsable de l'armement au sein de l'état-major, le général Badr Al Oubaïdy, commandant de l'aviation dans la base de B'nina, le lieutenant-colonel Abd El Karim Al Werfelly, commandant de la région militaire de Houwary, le colonel Abd El Karim Mahfoudh, un des premiers officiers de l'Armée à avoir rejoint l'insurrection à Benghazi, le commandant Younis Al Chalouwy, responsable de la police à Derna, le colonel Faraj Darssy, chef de la police de Benghazi et le colonel Awadh Al Fakhiry, directeur des investigations à Labyar ont été assassinés par des inconnus sans susciter aucune réaction officielle de la part des pouvoirs à Tripoli. Toute tentative d'incrimination des groupuscules islamistes dans ces assassinats était vigoureusement discréditée par les responsables gouvernementaux qui dénonçaient, selon leurs dires, une campagne de diabolisation et de stigmatisation des alliés islamistes qui avaient participé à la chute de la dictature.

L'évènement le plus marquant aux niveaux politique et militaire de l'année 2012 fut l'attaque sanglante de la ville de Bani Walid, fief

historique de la puissante tribu des Werfella. Cet assaut contre la cité rebelle s'apparente à un règlement de compte entre Misratha et Werfella sous couvert de légalité constitutionnelle. Des dizaines de victimes civiles ont été enregistrées et des centaines d'hommes ont été faits prisonniers avant d'être exécutés par les milices de Misratha et leurs alliés. Le 27 septembre 2012 est considéré par les habitants de Werfella et par une large frange de la population qui s'était opposée à l'insurrection de 2011, comme une agression et une tentative de revanche tout aussi sanglante qu'injustifiée de la part de la coalition islamo-misrathie contre les tribus restées loyales à l'héritage de la Jamahiriya. Le prisme tribal explique en partie la résistance acharnée de ce bastion loyaliste de Bani Walid, resté fidèle au « Guide » malgré les événements de 1993, lorsque Kadhafi ordonna l'exécution de plusieurs officiers issus de Werfella soupçonnés d'avoir fomenté un coup d'Etat. Lors des événements de 2011, Bani Walid n'est tombée aux mains des milices insurgées que le 17 octobre de la même année, soit quelques jours seulement avant l'exécution de Kadhafi. De ce fait, cette ville-bastion fut considérée comme le refuge des loyalistes de la Jamahiriya. Après les incidents de janvier 2012 qui avaient opposé une milice de Misrata à ce qui semble être des groupes locaux issus de Werfella, groupes lassés par les comportements vexatoires de ladite milice, la ville devint le théâtre de violents combats. Elle a fait l'objet d'un siège mené par les forces essentiellement issues de Misratha, dépêchées par le pouvoir central à Tripoli. Décidé par le CGN, le 25 septembre, le recours à la force contre cette localité intervenait dans un climat général de suspicion à l'égard des anciens kadhafistes ou des personnes accusées de l'avoir été et s'inscrivait dans un climat de rivalité ancienne entre les villes de Misratha et de Bani Walid. Une rivalité qui remonte à la fondation de la République tripolitaine en 1918 et qui fut aussi instrumentalisée par le régime de Kadhafi au gré des

recompositions des alliances tribales. Le déclencheur qui a fourni le prétexte à l'intervention, fut le décès d'Omar Chaâbane, un milicien misrathi, à la suite de son arrestation à Bani Walid. Considéré comme un héros par les révolutionnaires de Misratha du fait de sa participation à l'arrestation du « Guide », sa mort fut imputée aux habitants de Bani Walid, accusés de l'avoir torturé.

L'année 2012 s'acheva sur l'attaque meurtrière perpétrée la nuit du 11 septembre contre la représentation consulaire américaine de Benghazi qui coûta la vie à l'ambassadeur Christopher Stevens. Les factions proches de la nébuleuse des *Ansar Chariâa* – Al Qaïda fut désignée comme l'unique responsable de l'attaque et ses chefs locaux furent soumis à une implacable traque qui se solda par de multiples arrestations organisées par des commandos américains.

L'année 2013 allait connaître une recrudescence des assassinats ciblant des officiers de l'Armée, mais elle fut surtout jalonnée par la liquidation de plusieurs activistes de l'insurrection et par des répressions sanglantes des mouvements populaires de protestation qui dénonçaient les exactions des milices. Ainsi, le 26 janvier 2013, l'avocat Me. Mohamed Ben Othman, membre du barreau et du Conseil local de Misratha, activiste de la société civile et leader de la contestation pacifique des premiers jours de l'insurrection, a été abattu à la sortie de la mosquée par trois assaillants. L'hécatombe au sein du corps de la justice allait continuer avec l'assassinat, le 16 juin 2013 à Derna, du juge Mohamed Al Howaidy qui a été pris pour cible sur les marches du Palais de Justice de la ville. La vague de meurtres politiques a atteint son point d'orgue avec l'assassinat du leader charismatique des manifestations populaires de Benghazi en février 2011, l'avocat et activiste Me. Abdessalam Al Messmary, considéré par un large spectre de la société civile en Cyrénaïque, comme le plus illustre des révolutionnaires. Me. Messmary avait appelé à manifester contre la répression des protestataires à Benghazi avant le soulèvement de février et avait

constitué, dans la clandestinité avec une poignée de ses amis, le collectif de « l'alliance du 17 février » avant de rejoindre le Conseil National de Transition. Après les élections de 2012, il s'illustra par son opposition aux visées hégémoniques des Frères musulmans qu'il soupçonnait de vouloir s'accaparer le pouvoir malgré le refus populaire qu'ils rencontraient.

Cependant, l'attentat à la voiture piégée dans le périmètre sécurisé de l'hôtel *Corinthya* a marqué le véritable tournant dans l'activisme terroriste notamment dans la capitale Tripoli. Le 23 juillet 2013, alors que des membres du gouvernement étaient réunis à l'hôtel *Corinthya*, résidence provisoire de certains responsables officiels, un kamikaze tenta de forcer l'accès de l'édifice et se fit exploser à quelques dizaines de mètres de son objectif. Désormais, le gouvernement, qui avait activement participé à protéger les groupes islamistes et à leur assurer une réelle impunité malgré leur implication dans les séries d'assassinats, se trouvait dans la ligne de mire des terroristes.

L'été et l'automne de l'année 2013 ont connu les premières attaques d'envergure menées par les groupes terroristes, qui ont tenté, sans succès, un assaut contre l'ambassade des Emirats Arabes Unis à Tripoli et ont réussi leur raid contre la prison de Kouifiya à Benghazi où ils sont parvenus à libérer tous les détenus. Toutefois, c'est l'attaque coordonnée contre les milices dépêchées par le gouvernement central à Syrte qui constitua le principal acte d'envergure de la part des terroristes qui entamaient ainsi, la conquête de cette ville stratégique, devenue une année après le fief de *Daêch*.

Face à la montée de la contestation populaire qui grondait dans les villes principales et à Tripoli en particulier, contestation qui dénonçait l'hégémonie des Frères musulmans et de leurs alliés sur les institutions, les milices d'obédience islamiste eurent recours à la violence armée pour contenir le flot des manifestations. Le 15

novembre 2013, à l'appel d'un collectif local de citoyens, un cortège de manifestants se dirigea vers le siège de l'une des milices les plus honnies de la population de Tripoli afin d'exiger son départ. Alors que les protestataires scandaient des slogans, une rafale de mitrailleuse vint souffler les premières rangées et aligna sur le pavé près d'une quarantaine de victimes dont plusieurs femmes. Un cap venait d'être passé dans l'horreur et le quartier de Gharghour où eut lieu la tuerie, devint un haut lieu de l'opposition citoyenne à l'hégémonie des milices islamistes.

L'année 2013 s'acheva sur les premiers affrontements entre les unités de l'Armée d'un côté et les factions terroristes des *Ansar Chariâa*. A partir du 25 novembre 2013, des dizaines de terroristes investirent les casernes situées en périphérie de Benghazi afin d'en déloger les militaires. Cette date marqua le début effectif de la bataille de Benghazi qui dura jusqu'au printemps 2016, date à laquelle les factions islamistes, regroupées au sein du Conseil de la Choura des Moujahidines de la ville et alliées aux groupuscules locaux de *Daêch*, connurent une défaite stratégique et quittèrent définitivement la capitale de la Cyrénaïque.

L'année 2014 a été marquée par la généralisation des affrontements sur l'ensemble du territoire libyen avec trois événements qui allaient façonner durablement le paysage politique pendant plus de deux années. Le premier événement fut le début de l'opération de libération de Benghazi à l'initiative du général Haftar. Cette opération baptisée *Karama* (dignité) était destinée à chasser les groupes islamistes qui occupaient une grande partie de la capitale de la Cyrénaïque. Cette occupation empêchait la tenue des réunions du parlement élu et donnait par la même, une raison d'ordre formellement juridique, au boycott par les islamistes, grands perdants du suffrage tenu en mai 2014 pour refuser de siéger dans l'instance législative. Le second événement fut la réponse à l'opération *Karama*. Les milices islamistes alliées aux factions

armées de Misratha engagèrent une offensive à Tripoli et ses environs afin de chasser les unités zentanes, considérées comme partisans de Haftar et, dans une certaine mesure, comme les protectrices des tribus loyales à Kadhafi. Enfin, le troisième événement de l'année fut le déclenchement d'une série de guerres par procuration qui ensanglantèrent les diverses provinces du pays, lesquelles étaient jusque-là, épargnées par les affres des affrontements. La guerre la plus sanglante de cette série de conflits régionaux, fut celle qui opposa en janvier 2014, les troupes des Toubous conduites par le commandant Mehdi Latchy aux factions des Ouled Slimane soutenues par les milices dépêchées par Misratha.

Alors que la Libye semblait dans des guerres locales et que la plupart des factions engagées s'enlisaient dans des terrains minés par les clivages tribaux, deux forces, jusque-là marginales émergèrent et commencèrent à occuper de larges portions du territoire ; la première était *Daêch* et la seconde était l'armée des tribus. Pour ces deux factions, l'année 2015 allait les révéler comme deux des plus importantes composantes du jeu politico-militaire de la Libye. Au printemps 2015, alors que la ville emblématique de Syrte, fief de la tribu de Kadhafi violemment bombardée par la coalition occidentale en 2011, tombait entre les mains des terroristes de *Daêch* après la reddition et le retrait des unités de Misratha, les clans de Wercheffana, principales factions de l'armée des tribus, chassaient les milices islamistes de ses villages situés aux abords de Tripoli, marquant ainsi le retour sur la scène politique et militaire des anciens partisans de la Jamahiriya.

Les milices à l'assaut du pouvoir : Violence, prédation des ressources et lutte pour le contrôle des territoires

Depuis l'effondrement de la Jamahiriya, les factions armées sont en perpétuelle concurrence violente pour l'accaparement des moyens

financiers et des lieux stratégiques susceptibles de leur assurer les ressources de la suprématie. Les factions sont de plus en plus impliquées dans la prédation des ressources, par le biais des armes et des mobilisations tribales ou doctrinales.

Il convient de signaler que les acteurs des premiers jours du soulèvement de 2011 n'ont aucun rapport avec les leaders actuels de la guerre civile qui secoue les régions du pays. En effet, il est aisé de constater le retrait des premiers insurgés de la vie publique et notamment, des unités de combat. Les factions armées ne comptent plus aujourd'hui dans leurs rangs, les premiers chefs charismatiques de l'insurrection. La désertion, souvent volontaire des chefs insurgés, que la victoire sur la Jamahiriya aurait dû propulser au-devant de la scène, est la conséquence d'un désenchantement face à la dérive violente de la période de transition ou d'une mise à l'écart de la part des nouveaux commandants des factions, plus enclins à la prédation des ressources. Les rares insurgés ayant survécu aux vagues d'attentat perpétrés par les islamistes, notamment à Benghazi, expriment souvent leur aversion pour « l'arrivisme postrévolutionnaire ». Selon eux, le cours de la révolution connaît une grave dérive mafieuse et l'arrivisme écorne sensiblement l'image de l'insurrection. Ils dénoncent le fait que les jeunes qui arrivent en masse dans les rangs des factions soient en fait des faux-révolutionnaires attirés par l'appât du gain. Par conséquent, les revendications de liberté et de justice, portées en étendard par les « révolutionnaires », ont été reléguées au statut de slogans creux. Certains leaders de la contestation révèlent que les nouveaux leaders des milices ont les yeux rivés sur les richesses pétrolières et l'opulence du pouvoir. Aujourd'hui, la prédation constitue de ce fait, l'unique chapitre dans les programmes des factions armées, qu'elles soient tribales ou jihadistes. A cause de leurs querelles, le pays est coupé en morceaux comme l'affirment les tribuns de

Benghazi ayant pris part aux premières manifestations. En conséquence de quoi, l'enclassement des violences qu'elles soient politiques, tribales ou criminelles constitue un dénominateur commun des pratiques spécifiques aux diverses factions armées en Libye avec toutefois, des différenciations selon les contextes territoriaux, les parcours historiques et les articulations aux considérations tribales. A ce titre, il serait utile d'analyser les parcours, dynamiques, pratiques territoriales et type de prédation inhérents aux principales factions en mettant en exergue des faits concrets illustratifs du phénomène de dissémination et de prédominance de la violence milicienne.

Le contexte de prolifération des factions armées : L'absence d'une armée nationale et la méfiance entre les tribus

Si les différents belligérants s'étaient engagés, au lendemain du soulèvement contre Kadhafi, dans des affrontements pour prévaloir des droits qu'ils considéraient spoliés ou pour assurer une suprématie politique ou idéologique par le biais des armes, force est de constater que depuis le début de l'année 2012, les conflits violents ont pris de formes nouvelles et sont désormais animés par des desseins substantiellement hégémoniques.

Une succession d'événements à caractère agressif eurent lieu depuis le début de l'année 2012 et ont annoncé l'émergence de nouveaux types de violence en Libye. Ce phénomène a marqué le début d'une phase d'affrontements aux visées territoriales, de prédation des ressources et d'élimination des opposants. Il est légitime, à ce propos de s'interroger sur les configurations à caractère cruellement violent que revêtent les clivages entre groupes, tribus et factions armées et sur les dynamiques qui sont souvent à l'origine de l'effusion intense du sang dans ce pays.

La lecture des événements inhérents aux affrontements armés ou aux agressions en Libye, fait ressortir une typologie spécifique de

la violence qui peut être sériée selon les distinctions entre les factions, lesquelles peuvent être classées selon leurs obédiences, leurs ancrages territoriaux, leurs programmes politiques et leurs modes d'action. Dans les paragraphes suivants, les types des violences armées les plus répandues seront analysées avec une mise en exergue de la genèse des dynamiques sociales et territoriales ayant conduit à l'émergence des groupes-acteurs des affrontements et des actes d'agression. Trois types de factions nous semblent représentatifs du plus large spectre des acteurs de la violence en Libye, du fait de leurs origines respectives, des genres d'actes spécifiques qu'ils commettent et des stratégies particulières qui les animent. Ces types sont :

- Les milices de « révolutionnaires » ;
- Les factions tribales et
- Les groupes jihadistes.

Les milices de « révolutionnaires » : Un ancrage local et une légitimité autoproclamée

Ces milices s'apparentent à des armées régulières et ont mis en place leurs propres chaînes de commandement. Elles disposent d'arsenaux et de moyens logistiques importants. Sur le terrain, elles ont des procédures assimilables à celles des autorités officielles puisqu'elles instruisent des enquêtes, maintiennent les personnes en détention et organisent des opérations de sécurisation, surtout au détriment des autres tribus qu'elles n'hésitent souvent pas à soumettre à des pratiques de discrimination ou de punition collective. Contrairement aux unités de l'armée qui ont survécu à l'œuvre de démantèlement systématique, les milices de « révolutionnaires » ont la prétention de mieux connaître le contexte local où elles opèrent. Elles disposent aussi de fortes connexions et de commandants qui jouissent de réelles légitimités. Ces caractéristiques vraies ou supposées, ont balisé la voie devant

les milices pour leur intégration aux autorités locales à partir de l'année 2012. Les milices de Misratha sont représentatives de ce type de factions et feront, par conséquent, l'objet de l'analyse développée ci-après.

Les Boucliers de Misratha : Une alternative milicienne à l'Armée

A Misratha, quelques mois après l'effondrement du régime, on comptait près de 200 brigades qui mobilisaient, théoriquement, un contingent de l'ordre de 20 000 combattants. Ces derniers relèvent d'une chaîne de commandement ayant à sa tête le Conseil Militaire de Misratha. Les brigades de « révolutionnaires » ont connu leurs premières heures dans les quartiers et ont conclu par la suite, des alliances informelles avant de constituer leur commandement suprême. Durant l'insurrection armée de 2011, les brigades de Misratha reçurent énormément de soutien en armes et en intervention aérienne de soutien de la part des puissances coalisées, mais aussi et surtout du Qatar via le port et une petite piste d'atterrissage locale. Malgré une déclaration d'allégeance au gouvernement en 2012, les factions de Misratha n'ont pas rompu avec leurs pratiques agressives et hégémoniques y compris à l'égard des autres brigades relevant comme elles des ministères de la défense ou de l'intérieur. Ainsi, à partir du printemps 2012 et surtout à l'occasion des grands affrontements de septembre 2014, les milices de Misratha tentèrent, par les armes, d'investir des lieux stratégiques de la capitale et mettre la main sur l'aéroport international ainsi que sur certains quartiers cossus où la prédation était très rentable. En imposant deux personnalités originaires de Misratha, mais extrêmement controversées à des postes-clés du gouvernement à l'instar du général Al-Mengouche en qualité de chef d'état-major et de l'avocat Abdelaal comme ministre de l'intérieur, les milices de cette ville démontrèrent clairement leur projet hégémonique et surtout leur désir de mettre la main

définitivement sur les leviers sécuritaires et stratégiques du pays de manière exclusive en refusant aux autres groupes tout rôle dans la future configuration du pouvoir.

Cependant, les milices de Misratha, arguant du fait qu'elles détiennent l'unique légitimité « révolutionnaire » dans le pays et jouissant de puissants soutiens qatari et turc, ont opté pour des politiques unilatérales en refusant de remettre leurs prisonniers au ministère de la Justice, prisonniers qu'elles séquestrent dans des centres de détention clandestins. Mais la liste des exactions de ces milices ne s'arrête pas là, puisque l'organisation Amnesty International, dans un rapport publié en 2012, atteste de la nature arbitraire de la violence de ces milices tout en assurant détenir des preuves qui témoignent des tortures à l'encontre de loyalistes à la Jamahiriya et de migrants subsahariens, accusés souvent à tort, d'être des mercenaires à la solde du régime déchu.

Désireuses de garder leur mainmise sur les structures militaires parallèles et dans le but de court-circuiter toute possibilité de reconstruction de l'armée grâce à leur incorporation dans les unités officielles, les milices de Misratha ont imposé aux autorités de Tripoli une nouvelle structure autoproclamée ; « Les Boucliers » ou *Deraâ*, composée de quatre divisions. Cette nouvelle structure est rapidement parvenue à accaparer les prérogatives de la sécurité publique. Pour mieux affirmer leur hégémonie sur le nouveau corps milicien, les factions de Misratha reconduisirent à la direction de *Deraâ Libya* le chef d'état-major, le général Al Mengouche, transformant de ce fait, les Boucliers en une armée parallèle.

Appelées à se déployer dans les diverses régions instables du pays, ou plus explicitement, dans les zones restées largement loyales à la Jamahiriya, afin de s'interposer dans les conflits locaux avec la bénédiction, le financement et l'autorisation formelle du gouvernement, les unités des Boucliers se sont illustrées par leurs exactions et leurs alliances avec les groupes tribaux minoritaires

rattachés politiquement au pouvoir de Tripoli. Les *Deraâ* sont en réalité des unités hétéroclites rassemblées au sein d'un organisme hybride, à cheval entre une force de réserve et une armée d'auxiliaires. Leur réputation a été ternie par l'indiscipline des troupes et la réputation d'impulsivité de leurs commandants, dont plusieurs rejoignirent plus tard, les factions terroristes. Les positions politiques des Boucliers, qui sont clairement marquées et alignées à celles des islamistes, sont à l'origine de la profonde méfiance qu'éprouvent à leur encontre, de larges franges de la population, principalement au Fezzan et dans la J'farra, fiefs des loyalistes à la Jamahiriya. Une suspicion qui a conduit à des renversements d'alliances et à la mise en échec des stratégies gouvernementales d'écrasement de la sédition kadhafiste qui se développe depuis la fin de l'année 2014. Des commandants locaux de l'Armée officielle se sont alliés avec les factions tribales en particulier dans le centre et le sud du pays pour saper les projets de « pacification » des zones considérées comme dissidentes et se sont opposés ainsi aux unités des Boucliers déployées dans ces provinces.

Il ressort de ce qui précède que la faiblesse des moyens coercitifs légitimes et institutionnels de l'Etat central libyen après les événements de 2011, a contraint les autorités à adopter un « mode décentralisé » de gestion du dossier sécuritaire et particulièrement lors de la résolution des conflits locaux. Ainsi, l'Etat libyen a opté, volontairement ou sous la menace des milices issues des forces insurgées, pour une forme de sous-traitance au profit des Boucliers, de la violence légitime en déléguant à ces factions armées le maintien de l'ordre, la protection des sites stratégiques et la soumission des derniers foyers loyaux à Kadhafi. Les Boucliers qui sont envoyés par les gouvernements successifs aux quatre coins de la Libye pour maintenir l'ordre et la sécurité reçoivent de très fortes rémunérations financières et logistiques. Leurs chefs sont devenus

de ce fait, des entrepreneurs de la sécurité, dont la tâche de protection des routes stratégiques, des frontières et des zones reculées du sud du pays ne constituent, en définitive, que des « marchés publics » juteux. Cependant, sans soutien ni coordination, ces unités se révèlent être un grave facteur de déstabilisation et accroissent les tensions entre certaines communautés. A ce propos, il serait utile de préciser que les rapports entre les Boucliers, d'un côté et les autorités de Tripoli d'un autre côté, sont caractérisés par une double ambiguïté ; celle du commandement et celle du financement. Les milices détiennent les armes, mobilisent les combattants et soutiennent des députés ou de hauts responsables du gouvernement. Les membres influents au sein de l'autorité centrale et qui entretiennent des rapports d'alliance-allégeance avec les milices des Boucliers agissent dans une optique de sauvegarde des intérêts de celles-ci par le biais des votes des lois, des allocations spécifiques, des budgets et des paiements des soldes. Les Boucliers n'ont jamais été assujettis aux politiques du gouvernement, mais au contraire, dictent à celui-ci la ligne à suivre. S'il arrive que le gouvernement ou l'un des ministères remette en cause les intérêts des milices ou ne réponde pas positivement à leurs exigences, lesquelles sont souvent d'ordre financier, les combattants des Boucliers procèdent à des représailles. Celles-ci prennent généralement la forme d'une occupation armée des édifices publics. Ainsi, à plusieurs reprises, les milices de Misratha investirent l'hémicycle du Conseil National Général ou enlevèrent des responsables politiques. L'enlèvement du Premier Ministre A. Zidane par les milices de Misratha en octobre 2013 a profondément marqué les esprits à Tripoli. La gestion financière de la sécurité en Libye post-insurrectionnelle fut un échec cuisant. L'Etat a déboursé plus de 22 Millions de Dinars libyens depuis janvier 2012 pour les questions de défense. Mais force est de constater qu'après plus de quatre années de règne

milicien, le pays n'a pas encore d'armée digne de ce nom et ses unités peinent à repousser les assauts des factions armées takfiristes, notamment dans la région de Syrte. C'est là le résultat de la politique de financement des milices par les ressources de l'Etat, puisque plus des neuf dixièmes des budgets ont été allouées aux factions armées aux dépens de l'armée nationale. Ce constat met en lumière les liens financiers entre les factions armées et un gouvernement, dont la plupart des membres influents sont issus des milices ou leur sont loyaux. Ces liens expliquent aussi, dans une large mesure, l'absence d'une réelle volonté des gouvernements successifs de bâtir une armée nationale.

Le choix de Misratha comme ville centrale de l'échiquier politique et sécuritaire de la Libye post-insurrectionnelle puise ses fondements dans plusieurs considérations d'ordre politique et historique. La ville est considérée comme le haut lieu de la dissidence islamiste lors de l'insurrection. Les partis d'obédience islamiste comptaient parmi leurs plus influents leaders une pléiade de chefs originaires de Misratha. Or, ce sont les mouvements islamistes qui se sont hissés aux premiers rangs des gouvernements et des institutions influentes du pays après la chute de la Jamahiriya. Grâce à cette ascension, les élites misrathies profitèrent des largesses financières du gouvernement et s'imposèrent comme les acteurs incontournables de la nouvelle reconfiguration de l'Etat libyen. Historiquement, Misratha avait joué un rôle de premier plan. Fief des descendants des anciens occupants Ottomans, la cité a joui, depuis des siècles, d'un statut d'autonomie élargie et a joué un rôle économique et commercial important grâce à sa large ouverture sur la mer, son port et une respectable élite commerciale et intellectuelle. Tout cela prédestinait les communautés de Misratha à jouer un rôle d'envergure surtout lorsque l'élite économique locale s'engagea pleinement dans l'insurrection en

finançant l'effort de guerre et en mobilisant ses réseaux internationaux dans le soutien de la révolte.

Lors de la poursuite de Kadhafi et des derniers combattants qui lui sont restés fidèles alors qu'ils s'apprêtaient à quitter Syrte, les milices de Misratha firent preuve d'une rare violence aussi bien lors de la capture du défunt « Guide » et de son fils Al Moûtassam, que lors de leurs exécutions. Cet épisode est symptomatique de la permanence de la violence radicale, laquelle s'est exprimée dans une dimension aussi cruelle que symbolique. Kadhafi s'était érigé, tout au long de son long règne, comme le détenteur exclusif de tous les pouvoirs et par conséquent, de toutes les ressources. Sa personne cristallisait toutes les privations, les frustrations, les échecs et les blocages de toute une génération de jeunes issus de tribus écartées des cercles de loyauté. Aussi, la mise à mort de Kadhafi prit-elle la forme cathartique d'un rituel d'exécution médiatisée. Toutefois, la vengeance des milices misrathies ne s'arrêta pas au lynchage de Kadhafi et s'abattit sur les habitants de la localité de Tawargha, une petite oasis voisine de Misratha.

L'éradication de Tawargha : Une conquête violente du territoire

Bénéficiant de connivences et de tolérance de la part des autres factions d'insurgés, les milices de Misratha investirent la localité de Tawargha le 13 août 2011 et procédèrent immédiatement à l'expulsion de ses habitants qui comptaient plus de 45000 âmes. Cette localité de Tawargha est une oasis voisine de Misratha dont l'écrasante majorité est de race noire. Les miliciens misrathis arguèrent de l'implication supposée des Tawarghis dans les combats aux côtés de Kadhafi et de leur culpabilité dans les nombreux viols commis à Misratha par les unités loyales entre mai et juillet 2011. Il est à noter, que les miliciens misrathis usèrent souvent de la « légitimité historique » sur les terres de Tawargha, lesquelles auraient fait partie des propriétés de Misratha selon un

décret du Sultan de la Sublime Porte stipulant l'octroi de l'oasis aux seules familles misrathies. En conséquence, les Tawarghis ne seraient, selon cette version, que d'anciens esclaves amenés par les Ottomans pour assécher et assainir les étendues salines où se dressent aujourd'hui les palmeraies de Tawargha. Quelques semaines après le départ forcé de ses habitants, la ville et les palmeraies de Tawargha avec leurs sources d'eau abondantes ont été partagées entre les membres les plus influents des milices misrathies.

La violence à l'encontre des Tawarghis ne s'arrêta pas après leur expulsion de l'oasis. Le 7 octobre 2012, une attaque fut perpétrée contre le camp de réfugiés de Tawargha situé à proximité de Tajourah aux environs de la Capitale Tripoli. Attaque qui se solda par une dizaine de victimes et plus d'une trentaine de disparus. Les associations de défense du droit au retour des Tawarghis estiment le nombre de détenus originaires de la localité dans les prisons illégales de Misratha à plus de 1600 personnes, dont près de 150 adolescents. Près de trois ans après l'éradication de Tawargha, les revendications des Misrathis ne portent plus désormais que sur la renonciation de la part des Tawarghis à leur propriété sur les terres de leur palmeraie au profit de Misratha. Les crimes de viol et d'atteinte à l'honneur ne sont plus cités dans les requêtes.

Cependant, il importe de souligner que les Tawarghis ne constituent pas les seuls « réfugiés de l'intérieur » en Libye. En effet, les Gouwaliches ont été chassés depuis juillet 2011 de leurs territoires, situés dans le Jebel Nefoussa entre Kekla et Al Assabâa, par des milices zentanes, lesquelles sont considérées comme l'une des composantes des forces de la révolution. Les Mechachiya de Mazdah et dans une moindre mesure les Gdhedhfas de Syrte ont été aussi contraints à céder leurs territoires respectifs à des milices soutenues par les nouvelles autorités de Tripoli.

La marche des Boucliers vers le Sud : L'attaque de Bani Walid et la revanche sur l'Histoire

L'un des épisodes violents qui ont scellé le statut actuel des Boucliers de Misratha fut l'attaque de Bani Walid. Les Boucliers ont pris part à l'expédition décidée par Le Congrès National en octobre 2012 contre la ville de Bani Walid, considérée alors par les autorités comme le dernier repère des partisans de la Jamahiriya. L'attaque de la ville se solda par des dizaines de victimes, en majorité des civils pris au piège des affrontements. Les Boucliers firent usage de l'artillerie au sein même des quartiers habités. Cette expédition s'accompagna par une exceptionnelle mobilisation des symboles du passé tribal. Bani Walid et Misratha connurent des phases de grandes dissensions dont les principales, remontent aux années 1919-1920 pour la première et à 1993 pour la seconde. Lors de la première phase d'affrontement qui mit face à face, les tribus de Werfella de Bani Walid aux Misrathis, des batailles meurtrières opposèrent les deux camps pendant plus de deux années successives. Batailles encore commémorées de nos jours dans les deux villes. En 1993, une tentative de coup d'Etat avortée a été organisée par des officiers originaires de Bani Walid contre Kadhafi. La répression du « Guide » contre les putschistes et leurs familles fut d'une indescriptible cruauté et toucha une grande partie du personnel politique issu de la tribu des Werfella. Profitant de ce schisme au pouvoir, les élites de Misratha s'empressèrent de jouer le rôle de l'allié indéfectible de Kadhafi dans la répression contre leurs ennemis historiques originaires de Bani Walid. Jusqu'à aujourd'hui, soit un siècle après les hostilités de 1919, les personnalités tribales ayant pris part aux guerres entre Misratha et Werfella sont encore magnifiées et une géographie de la mémoire sanglante s'est réinscrite dans les territoires.

Bien qu'il soit très difficile d'évaluer les dégâts et les pertes subies par les Werfella en 2012, lors de l'attaque de leur fief, des sources

dignes de foi assurent que l'agression contre Bani Walid par les factions misrathies s'est soldée par près de 60 morts, un bilan qui compte une majorité d'enfants.

La « révolution » du 17 février 2011 ne semble pas avoir affecté le système de distribution fonctionnelle des tribus en Libye. En effet, comme du temps de la Jamahiriya, certains secteurs névralgiques sont exclusivement rapportés à des tribus bien déterminées alors que d'autres connaissent des situations de marginalité. Toutefois, cette distribution s'effectue dans la violence et se perpétue grâce à elle. Ainsi, si la confédération des *Khoutt El Jedd* monopolisait les ressources et l'usage de la violence avant le soulèvement, c'est Misratha et ses Boucliers qui tentent aujourd'hui, par le biais des armes et de la politique de s'imposer comme le groupe dominant et même hégémonique.

Les milices et la répression des mouvements civils et de revendication : La tuerie de Gharghour

Parallèlement à la prolifération des factions armées dans le paysage politique en Libye, plusieurs mouvements de contestation civile et pacifique ont vu le jour depuis 2011. Ces mouvements qui se revendiquent de la mouvance démocratique ont, à plusieurs reprises, eu des accrochages avec les milices, notamment à Tripoli et à Benghazi. Tout au long des années 2012 et 2013, la dynamique de contestation a commencé à être progressivement émaillée d'épisodes violents, notamment à l'occasion des confrontations avec les factions armées.

Cette violence subie par les activistes de la contestation populaire, au lieu de susciter les appréhensions de la population, a contribué amplement à l'élargissement de leur audience auprès d'elle. Grâce à ce nouveau statut de « victimes du nouveau système », les activistes de la mobilisation de base ont restitué, dans les représentations populaires, l'image des premiers leaders historiques

ayant inspiré ou animé le soulèvement de février 2011. Depuis l'année 2012, les Boucliers étaient acculés à jouer le rôle de l'instance répressive, alors que les activistes de la mobilisation populaire pacifique se drapaient désormais de la cape des victimes de l'autoritarisme naissant.

L'épisode le plus marquant dans la confrontation entre le mouvement populaire pacifique de revendication d'un côté et les Boucliers d'un autre côté, fut le carnage de Gharghour. Dans les faits, les choses ont commencé un 15 novembre 2013, lorsqu'une marche de protestation contre la présence et les exactions des unités du « Bouclier » de Misratha, a été organisée dans le quartier de Gharghour à Tripoli par un collectif local de résidents et d'activistes. Malgré les interdictions de manifester, qui furent lancées par le Mufti Sadok Gheriani, véritable mentor des factions islamistes, la mobilisation fut importante.

Aux voix qui s'élevaient, les miliciens ont répondu en tirant à la mitrailleuse lourde sur la foule. Une soixantaine de victimes ont été dénombrées dont 33 décès par balles. Parmi les civils tués, deux mères de famille. Les premières victimes furent des vieillards dont les photos des visages ensanglantés ont été publiées sur les réseaux sociaux. Ces clichés suscitèrent l'émoi général dans le pays et levèrent le voile sur le dérapage répressif des milices.

Une semaine après les faits, les Boucliers de Misratha quittèrent la capitale et renoncèrent, de ce fait, à l'un de leurs plus chers butins de guerre ; Tripoli.

L'épisode de Gharghour dévoila au grand jour les dissensions entre les divers groupes misrathis, dont les positions divergèrent radicalement lors des débats sur la position à adopter face à la montée des revendications populaires dans la Capitale. Il importe ici de préciser que la ville ne peut être réduite, politiquement, à un bloc infailible et unanime. En effet, Misratha comprend, schématiquement trois groupes d'influence qui seraient

sommairement présentés comme suit : une nouvelle élite émergente issue des milieux d'affaires et des industriels, très impliquée lors de l'insurrection dont les principaux représentants financèrent généreusement les rebelles. Cette élite est animée par une volonté claire d'édifier un Etat civil et une économie libérale au sein de laquelle elle jouerait les premiers rôles. Le second groupe est celui des grands commerçants, proches des milieux islamistes et dont le discours est clairement conservateur. Ce second groupe ne cache pas ses sympathies et même son alliance avec les milieux d'affaires turcs proches de l'AKP de R.T. Erdogan et du Qatar. Le dernier groupe est composé des chefs des principales milices qui ont accumulé des fortunes grâce à la sous-traitance de la violence légitime et dont les ramifications s'étendent du Fezzan à Benghazi en passant par la Tripolitaine. La situation sécuritaire satisfaisante à Misratha a permis à l'élite émergente des promoteurs de réaliser des projets couronnés de succès. Une expérience qu'elle aimerait étendre au reste de la Libye. Toutefois, cette élite est convaincue que la présence milicienne des Boucliers de Misratha constitue une entrave infranchissable pour l'expansion de leurs projets dans le reste du pays. Depuis novembre 2013, plusieurs initiatives de dialogue national ont été initiées par l'élite émergente misrathie afin d'élaborer une alternative pacifique à la crise libyenne. Ces initiatives sont de plus en plus soutenues par la population de Misratha, qui confère à l'élite des hommes d'affaires une réelle crédibilité et une solide légitimité fondée sur leurs réalisations économiques et sociales dans la ville. Cette même population redoute que les guerres et l'état d'insécurité qui règnent partout ailleurs en Libye et dont les milices soutenues par les grands commerçants locaux, ne s'invitent un jour à Misratha et n'éradiquent toutes les avancées réalisées.

L'épisode de Gharghour ouvrit les voies à des mobilisations populaires civiles et pacifiques qui constituent actuellement l'une

des forces prépondérantes dans l'échiquier politique libyen. A Misratha, des voies se sont élevées pour dénoncer cette tuerie et mettre en garde contre les velléités de vengeance qui s'exprimaient publiquement contre les Boucliers et leur ville d'origine.

Les factions tribales : La tribu, le dogme et le butin comme facteurs d'alignement des milices

Une partie non négligeable de la violence revient aux factions armées tribales. En effet, après la chute de la Jamahiriya, les tribus aussi bien insurgées que celles restées loyales à Kadhafi jusqu'aux ultimes batailles, ont craint les représailles de leurs voisins ou l'invasion de leurs territoires par les milices des « révolutionnaires ». Afin de parer à ce péril, les élites tribales ont constitué des factions armées consacrées à la défense des territoires et des villes où résident leurs lignages et tribus respectives. La mobilisation fut générale et les jeunes rejoignirent en masse les unités armées des tribus. L'ampleur de la mobilisation tribale dans un pays censé sortir d'une phase révolutionnaire dont les slogans prônent l'égalité et la liberté des citoyens renseigne sur le caractère superficiel des valeurs clamées par les défenseurs de la « révolution ». L'une des clés d'explication de ce hiatus entre les discours et les réalités se trouve dans la genèse réversible et hésitante de l'Etat national libyen et dans le phénomène de re-tribalisation de la vie politique. La vivacité du système tribal et son implication dans la régulation politique est donc, un héritage de la Jamahiriya. Toutefois, le contexte politique et sécuritaire post-insurrectionnel contribua pleinement à l'émergence des factions armées d'obédience tribale. Ainsi, la situation marquée par une profonde incertitude et une instabilité du pouvoir offrirent des opportunités aux élites émergentes, dont certaines disposent dans leurs fiefs tribaux de ressources sociales et économiques, pour qu'elles tirent parti du désordre. Les élites émergentes constituent

de ce fait, les principales bénéficiaires d'une configuration politique nouvelle grâce à leur recours aux armes et à leur capacité de constituer des milices locales. En imposant leur hégémonie sur leurs tribus et notamment sur les territoires de celles-ci, les commandants des milices se posent désormais en nouveaux intermédiaires entre, d'un côté, un Etat central lointain et sans réel pouvoir de coercition et, d'un autre côté, des communautés tribales locales. Mais l'hégémonie sur la tribu n'est possible et durable que grâce à la pérennité des ressources nécessaires. Par conséquent, parallèlement et en complément à la prédominance par les armes, les commandants des milices s'engagent inmanquablement dans les réseaux de commerce informel et la prédation des ressources. Parmi ces ressources, il y a lieu de mentionner celles générées par la proximité au territoire tribal de frontières, de sites pétroliers, de ports commerciaux, d'arsenaux importants et de sièges de ministères. L'engagement des chefs de milices tribales dans la prédation des ressources n'est possible que grâce à l'usage de la force contre leurs rivaux. En s'adjudgeant le monopole de la violence, du moins dans les limites du territoire tribal, les chefs de milices locales canalisent une partie des ressources vers leurs tribus, mais aussi et souvent prioritairement, vers leurs intérêts personnels.

Les groupes jihadistes : De la prédication armée à la prédation

Les factions jihadistes constituent les groupes les plus violents en Libye et leurs actions répressives touchent plusieurs parties : les unités de l'armée régulière, les leaders de l'opposition civile, les confréries soufies, les institutions bancaires et les citoyens qui rejettent leur lecture rigoriste des textes religieux.

La mémoire des Libyens garde vivaces, les images des crimes terroristes des jihadistes, notamment celles de l'assassinat du général Abdelfattah Younis alors qu'il commandait ses soldats face

à l'avancée des troupes de Kadhafi, de la cruelle torture infligée au défunt « Guide », de la profanation des mausolées des saints vénérés et de l'exhumation des dépouilles dont la mère de Kadhafi. Des actes qui portent les empreintes des wahabites jihadistes et reflètent leur architecture mentale ainsi que leur programme idéologique fondé sur la prééminence des solutions armées.

Le courant jihadiste est une émanation d'une scission au sein de la mouvance salafiste en Libye. Une scission conduite par une minorité d'adeptes violents qui ont prôné la nécessité d'excommunier tous les croyants qui n'adhèrent pas aux thèses des activistes. La montée en puissance fulgurante des milices jihadistes, notamment en Cyrénaïque, ne s'explique pas seulement par le soutien qui leur est apporté par les monarchies du Golfe, mais aussi et surtout par l'existence d'un substrat idéologique et organisationnel ancien en Libye. En effet, Kadhafi a beaucoup fait pour favoriser, financer et imposer une lecture appauvrissante de la religion, lecture qui a conduit inéluctablement à légitimer la violence meurtrière et souvent éradicatrice que les jihadistes adoptèrent.

Le salafisme djihadiste a inauguré sa présence en Libye par le biais d'actions spectaculaires comme la profanation ou l'éradication de plusieurs mosquées et sanctuaires soufis ainsi que par des attaques contre des consulats et des missions diplomatiques étrangères. Pourtant, certaines milices salafistes avaient été intégrées dans les structures officielles post-insurrectionnelles à l'instar du Comité Suprême de Sécurité qui dépendait du ministère de l'Intérieur, de certains Boucliers d'obédience salafiste et surtout de la Garde nationale dirigée par Khaled Al Charif, un vétéran de la guerre d'Afghanistan et l'un des fondateurs du Groupe Libyen de Combat, faction terroriste du temps de Kadhafi. Parmi les figures emblématiques du terrorisme d'obédience wahabite, il est édifiant de citer Abdelhakim al-Hasidi ancien captif lors de l'invasion de

l'Afghanistan et Soufian Gammou dont l'appartenance à Al Qaïda et sa proximité avec Oussama Ben Laden ne sont un secret pour personne. Dans les ruelles du quartier Laïthy, libéré en mars 2016 par l'armée libyenne, les jihadistes défilaient dans ce sanctuaire baptisé le « Kandahar de Cyrénaïque » sous le commandement d'un groupe de vétérans d'Afghanistan ou des geôles de Bouslim comme Cheikh Zahawy, abattu par l'armée en 2015, Cheikh Nasser Tarchani et Ahmed Boukhatala. Ce dernier est le principal responsable de l'attaque meurtrière contre la mission diplomatique américaine à Benghazi dans la nuit du 11 septembre 2012. Mais ce spectre de la terreur jihadiste est loin de vivre dans la bonne entente et la coexistence pacifique. N'étant pas exempts de rivalités, il est devenu très courant d'assister à des combats à l'arme lourde entre factions se réclamant du jihadisme, pour le contrôle d'une mosquée, d'un marché ou même d'une maison squattée appartenant à un membre de la nomenklatura de Kadhafi.

Pour préciser le propos, il serait édifiant de s'attarder sur l'analyse d'un groupe jihadiste libyen. Le parcours et les faits d'armes violents de cette phalange sont représentatifs du phénomène jihadiste en Libye. Elle fera donc l'objet du paragraphe suivant. Ce groupe est l'une des factions jihadistes qui s'est illustrée par son activisme et la violence des moyens auxquels elle recourt, il s'agit de la Phalange d'Abou Mahjen (*Katiba Abou Mahjen*).

Les stratégies de Katiba Abou Mahjen : Des priorités redéfinies au gré des ressources

Bien que théoriquement considérée comme une émanation des *Anssar Al Chariâa*, la phalange garde une très large autonomie grâce à son enracinement territorial et à ses modes opératoires souvent excessifs. A l'instar des autres factions jihadistes, lesquelles sont impliquées dans des réseaux transnationaux de terrorisme et comptant dans leurs rangs des combattants étrangers,

la Phalange Abou Mahjen constitue un pur produit de la « globalisation » jihadiste. Le parcours des fondateurs de cette phalange est marqué par leur capacité de recruter dans les milieux des déshérités ; jeunes désœuvrés, déçus du système officiel post-insurrectionnel, déclassés sans qualifications, chômeurs, contrebandiers sans appuis politiques, drogués, exclus des réseaux tribaux et repris de justice. La coalescence de ces catégories hétéroclites au sein d'un programme aussi radical qu'imprécis, s'est avérée efficace et a permis l'émergence d'une faction armée combative et disciplinée.

La multiplication des assassinats d'officiers de l'Armée nationale dans la région de Benghazi a mis en exergue l'implication de la Phalange. Les investigations conduites par les officiers dans la Capitale de la Cyrénaïque ont mis en lumière le rôle joué par la *Katiba Abou Mahjen* dans la plupart des attaques contre les militaires originaires de la ville. Les membres de la Phalange ont les mobiles et les profils idoines pour mener les opérations de liquidation des officiers de la *Saika*, l'unité d'élite de l'Armée. En effet, ils n'appartiennent pas à des tribus et sont, pour la plupart des marginaux. Aucun lignage de *Barka* (Cyrénaïque) n'a déclaré se porter protecteur des terroristes de cette *katiba* dans le cas où ils seraient soupçonnés d'avoir commis des crimes de sang contre l'Armée. Si celle-ci procède à une dure répression des assassins de ses officiers, il n'y aura aucune couverture tribale pour les meurtriers. Les batailles contre la présence terroriste à Benghazi au printemps 2016, témoignent de la désolidarisation des tribus par rapport aux membres de la Phalange. Dépourvue de couverture tribale, la Phalange a du faire face à de nombreuses représailles de la part des unités de l'Armée en Cyrénaïque. Une situation qui l'a obligée, dans un premier temps à se réfugier dans des quartiers déshérités de Benghazi à l'instar de Gawarscha, Houwari et Si Fraj ou dans les zones dévastées par les bombardements de la coalition

occidentale à Syrte, avant d'être décimée, dans un second temps lors de la libération de la ville en mars 2016.

Pendant ses années de gloire, entre 2012 et 2015, le mode opératoire de la Phalange était souvent spectaculaire alternant les décapitations de soldats aux prêches enflammés du chef de la *katiba*, Meftah Al Majbari, qui étaient diffusées sur les réseaux sociaux.

Le déclenchement de l'opération *Karama* par le Général K. Hafftar a sonné le glas de l'impunité pour la *katiba*. En guise de répression de ses assassinats contre les officiers de l'armée, les unités des opérations clandestines commandées par le Colonel W. Boukhmada ont procédé à la liquidation des chefs opérationnels de la *katiba* réfugiés dans la ville de Derna. Ainsi, M.A. Marâach, un des principaux artificiers de la Phalange fut abattu par un groupe d'assaillants dans le fief jihadiste de Chiha. La même semaine, en mai 2014, la voiture piégée d'A. Chaâlali, responsable des attaques contre les casernes de Benghazi, explosait tuant son propriétaire et deux de ses complices. Ces deux actions ciblées ne furent que le début d'un cycle de répression contre la *Katiba Abou Mahjen*. Pourchassés par l'Armée, dépourvus de couverture tribale, sans appuis politiques ni ressources, la *Katiba Abou Mahjen*, à l'instar d'une grande partie de la mouvance jihadiste de la Cyrénaïque, opta pour l'autofinancement armé. Deux types d'action firent leur apparition dans les annales de la *katiba* ; les enlèvements pour l'obtention de rançons et les attaques des fourgons blindés.

Du jihad à la criminalité : Le dogme revisité

Le mois de juin 2014 a été émaillé par de multiples attaques de fourgons transportant des fonds pour les agences bancaires de la région centrale, notamment à Syrte. Cette ville était tenue par une coalition de groupuscules jihadistes dont la *Katiba Abou Mahjen*, avant de passer sous le contrôle exclusif de *Daêch* en 2015.

Pendant les deux années de sa présence à Syrte, la *katiba* a procédé à une série d'enlèvements d'hommes d'affaires ou de membres de l'élite tribale dans la région centrale. Le montant des rançons était si élevé que les familles des otages ont dû, dans certains cas, procéder à des représailles contre les membres présumés de la *katiba* présents dans les villes de Cyrénaïque afin d'exiger des échanges de détenus dans les deux camps. Ces actes d'enlèvements et de représailles ont généré de nombreux affrontements mettant en présence des factions jihadistes et les milices tribales lourdement armées.

Depuis le début du mois de juillet 2014, la *katiba* sembla connaître une phase de mutation, d'un groupuscule jihadiste rompu à la guerre sacrée, elle s'est définitivement engagée dans la violence criminelle pour mobiliser des ressources financières nécessaires à sa survie.

Le jihad pour le pétrole : Pour une place dans la Libye nouvelle

L'une des mutations significatives dans le parcours et le rôle de *Katiba Abou Mahjen* fut entamée avec sa participation à la tentative de reprise des terminaux pétroliers de la région d'Ajdabiya. En avril 2014, le Congrès National Général vota, dans la confusion, une loi exigeant la levée par la force armée, du blocus des terminaux de Briga imposé par les milices locales commandées par I. Jadhran. Après ce vote, les autorités de Tripoli firent appel aux factions armées jihadistes de Cyrénaïque pour l'application du décret. Cet appel était accompagné par un intéressement financier important au profit des groupes armés engagés dans la campagne dite de libération des terminaux. La *Katiba Abou Mahjan* fut parmi les premières factions à s'enrôler dans le projet et reçut de ce fait, d'importantes sommes d'argent. Il y a lieu de rappeler à ce propos, que la *katiba*, à l'instar de la plupart des factions jihadistes, a renoncé à intégrer le Ministère de la Défense, même si cette

intégration n'est, dans les faits, qu'un simple formalisme. Cependant, la *katiba* ne reçoit pas les soldes de ses combattants par des virements mensuels opérés par le ministère. Il importe de mentionner à ce titre, que les contournements de cette situation sont très fréquents en Libye. Ainsi, la *Katiba Abou Mahjen* a passé un accord de soutien (*Helf Al Fazâ*, littéralement : alliance de mobilisation) avec les brigades islamistes de Benghazi, lesquelles ont été officiellement chargées de la campagne anti-Jadhrane. Une partie du budget versé par le gouvernement de Tripoli aux Boucliers de Benghazi fut transférée, en toute légalité, à la *katiba*. A cette période, seuls les islamistes siégeaient au Congrès National Général après le retrait et la démission de la plupart des autres députés de la mouvance civile et libérale. De ce fait, la participation d'une milice jihadsite, qui de plus est responsable des assassinats d'officiers de l'Armée nationale, ne suscita pas l'émoi des responsables à Tripoli. La participation de la *katiba* à la campagne avortée contre les terminaux lui valut toutefois, un profond rejet de la part de la population de la Cyrénaïque dont le soutien à I. Jadhrane est resté indéfectible tout au long de la crise. L'agression s'est en effet soldée par un échec cinglant des milices islamistes et de leurs alliés jihadistes. Les troupes d'I. Jadhran, soutenues par les milices tribales de la Cyrénaïque (Braâssa, Abidet, Awaguir, M'gharba et Ouled Ali) ont repoussé les milices assaillantes au-delà de l'Oued Lahmar en direction de Gardhabiya, en dehors des sites pétroliers. Cette campagne a dévoilé au grand jour, la réalité jusque-là éludée, de la faiblesse des factions jihadistes face aux milices tribales.

Les chefs de la *katiba* ont à plusieurs reprises essayé de justifier leur engagement aux côtés des autorités de Tripoli en reconnaissant qu'ils poursuivaient un double objectif ; celui d'assurer des soldes pour leurs combattants qui seraient ainsi payés par le gouvernement central et surtout, l'occupation de terminaux ou de champs

pétroliers. C'est ce dernier objectif qui constituait la véritable finalité de l'action de la *katiba* qui cherchait à s'octroyer un fief susceptible de mobiliser des ressources importantes et de permettre à cette faction jihadiste de jouer un rôle stratégique dans le dispositif pétrolier libyen et international. Une stratégie que *Daêch* a su apprécier à sa juste valeur et s'est employée à réaliser en occupant Syrte, la portière de l'arc pétrolier libyen.

La violence armée au quotidien : La ville de Sebha, territoire des clivages raciaux et d'affrontement des stratégies

La lecture de la réalité de la violence en Libye serait incomplète et parcellaire si elle n'embrasse pas les situations dans les villes, lesquelles sont les lieux et les enjeux des rivalités souvent brutales entre les divers belligérants locaux. L'une des villes qui constitue un exemple significatif des conflits violents inscrits dans le quotidien de sa population ; la Capitale de la province méridionale du Fezzan, Sebha. Les prochains paragraphes traiteront de cet aspect inhérent à l'affrontement en milieu urbain entre les factions armées locales.

Le Fezzan en général et principalement la ville de Sebha, a connu avec la chute de Kadhafi une recrudescence des affrontements intertribaux et des représailles armées, violences alimentées par l'essor de la contrebande d'armes, la compétition acharnée entre les diverses factions locales pour le contrôle de la frontière méridionale du pays et la maîtrise du territoire d'une province au sous-sol fabuleux. Depuis l'automne 2011, la population de la ville a paradoxalement doublé avec l'afflux massif des déplacés de l'intérieur, ces réfugiés libyens dans leur propre pays. La guerre a, en effet chassé de leurs territoires, des tribus et des clans entiers. Ainsi, Sebha s'est transformée progressivement en cité-refuge de populations considérées souvent, comme les vaincues de la guerre. La ville ressemble à un vaste camp de réfugiés qui ont afflué vers

cette ville fuyant les zones de combat au Nord et à l'Ouest notamment des zones considérées à tort ou à raison comme des zones fidèles au régime déchu. Ont pris la route vers la Capitale du Fezzan, les Gdhedhfa de Syrte, Wercheffena de la périphérie de Tripoli ou de la J'farra, Tawargha de la côte, Toubous du Tibesti et Touaregs de Ghadamès. Ces populations se sont rapidement mobilisées au sein des milices alimentant, de ce fait, la spirale de la guerre. Les bombardements de l'OTAN et les affrontements tribaux, dont les deux principaux épisodes eurent lieu en mars 2012 et en janvier 2014, ont concouru au nettoyage ethnique et tribal des quartiers au sein desquels n'habite plus désormais respectivement qu'une seule tribu ou au mieux, des groupes liés par des alliances.

Parallèlement à la ségrégation ethnique et tribale, les quartiers connaissent depuis le printemps 2012 une course effrénée à l'armement et au stockage des munitions comme si les habitants cherchaient à se prémunir contre une attaque des voisins. De ce fait, la ville se transforme progressivement en un vaste dépôt d'armes disséminées au sein même des îlots résidentiels. La taille des arsenaux est généralement petite ne dépassant guère quelques maisons desservies par une placette aménagées pour les manœuvres des véhicules équipées de mitrailleuses.

Deux tribus principales se disputent le contrôle de la ville. Les premiers sont les Ouled Slimane, qui ont conclu une alliance avec les Hssawna et les Boussif. Les seconds sont les Toubous, qui sont parvenus à s'associer aux Gdhedhfa, aux M'garha et aux Werfella, sans que cette association ne soit parvenue au degré d'alliance. Les violences qui éclatent entre ces deux belligérants prennent souvent les formes suivantes : affrontements généralisés et escarmouches limitées.

Sebha fut le théâtre de deux affrontements généralisés en 2012 et en 2014, qui se soldèrent par des dizaines de victimes et des destructions importantes des édifices publics. Lors de ces deux

conflits majeurs, les parties en conflit firent usage d'armes lourdes et d'artillerie dans le but de retracer les limites des zones d'influence au sein de la ville.

Les escarmouches, plus nombreuses et moins meurtrières, sont généralement l'œuvre de factions de second rang désireuses de s'insérer, par les armes, dans l'échiquier politique et sécuritaire de la ville.

De toutes les villes du Fezzan, c'est Sebha qui est le lieu et l'enjeu principal des affrontements violents entre les Toubous et les autres factions loyales au gouvernement central de Tripoli. Cette situation n'a rien d'arbitraire et trouve son argumentation dans le rôle stratégique de cette ville. En effet, Sebha constitue un nœud où affluent trois pistes principales venant du Sud : la piste de Dongola qui part de la ville, passe par Koufra et oblique vers le Darfour, la piste du Tchad et enfin la piste qui traverse le sud algérien et rejoint le Niger et au-delà, le Mali. De cette ville partent donc, les routes sur lesquelles transitent les échanges transfrontaliers avec les pays frontaliers de la Libye méridionale et notamment les trafics d'armes, de biens de consommation subventionnés, de carburant de contrebande et surtout de migrants clandestins. Sebha est aussi la capitale du Fezzan, territoire qui contient dans son sous-sol d'importantes réserves d'hydrocarbures. C'est aussi la ville qui est dotée d'un aéroport international et de l'une des plus importantes bases militaires où sont encore entreposées des armes sophistiquées relativement épargnées par les bombardements de 2011.

La violence armée à Sebha est donc alimentée par la nécessité vitale pour les factions tribales, de maîtriser le territoire considéré comme une ressource, de s'assurer la prééminence sécuritaire sur la totalité du Fezzan, de contrôler ses frontières, de gérer les trafics et la contrebande avec les voisins méridionaux, de valoriser les arsenaux d'armes récupérées lors des événements de 2011, d'imposer aux grandes compagnies pétrolières, l'emploi sur leurs

sites de membres des tribus et de collecter des fonds illégalement prélevés sur les *bawaba* (portières, poste de contrôle sur les routes tenues par les milices).

Par ailleurs, la violence tribale entre les factions à Sebha constitue un facteur de déstabilisation pour toute la région du Sahel-Sahara. En effet, la prolifération des armes à partir du Fezzan vers les pays limitrophes contribue à l'essaimage de groupes et de bandes criminelles susceptibles de remettre en cause le potentiel dissuasif des armées et forces de sécurité dans ces pays. L'autre facteur déstabilisateur est inhérent à la structure tribale de cette immense région. Depuis les premiers affrontements de mars 2012 à Sebha, plusieurs cas de vengeance furent relevés au Tchad et au Niger engageant des membres des tribus Toubous et Ouled Slimane. Il y a lieu de rappeler à cet effet, que les tribus qui résident à Sebha ont des ramifications dans la plupart des pays voisins de la Libye. De ce fait, à chaque crime commis dans la capitale du Fezzan, répondent en écho des représailles quelque part dans le Sahara-Sahel. Ainsi, les tribus se transforment en courroie de transmission et d'essaimage rapide des affrontements armés dans les pays du voisinage.

Les violences à Sebha et ses sources : Les retours d'exil des tribus et la fragmentation urbaine

A la faveur d'une politique de croissance soutenue des villes, Kadhafi œuvra, pendant plus de deux décennies et principalement depuis sa défaite au Tchad en 1985, au retour progressif des tribus d'origine libyenne, origine réelle ou supposée, lesquelles vivaient dans les pays du Sahara-Sahel. Selon la thèse officielle de l'époque, ces tribus « arabes » avaient été chassées de leurs territoires lors des occupations ottomanes et italiennes. Toutefois, ces retours de populations étaient sélectifs et ne concernaient que certains groupes tribaux proches ou alliés de Kadhafi. A titre d'exemple, Kadhafi

ordonna le retour des M'hamid et des Ouled Slimane qui vivaient au Tchad depuis plus de deux siècles et passa un accord avec lesdits groupes pour leur intégration au sein des forces armées libyennes. Au même moment, d'autres groupes tribaux qui sont issus du Fezzan, se voyaient interdire le « retour » dans leurs territoires originels situés aux environs de Sebha à l'instar des Toubous qui furent exclus de toute initiative de réintégration.

Les retours planifiés des groupes tribaux expatriés dans le Fezzan, s'accompagnaient de leur implantation dans des quartiers édifiés par les autorités. Ces quartiers regroupaient en leurs seins, des clans tribaux homogènes alliés au pouvoir de Kadhafi, ce qui a favorisé l'apparition d'une ségrégation spatiale selon un modèle ethnico-tribal. Par ailleurs, les autres groupes tribaux, principalement, les Touaregs et les Toubous, poussés par les conditions de vie précaire, la clandestinité et l'insécurité générée par la multiplication des foyers de guerre, vinrent s'installer à la périphérie de Sebha et occupèrent des sites sous-équipés en auréoles successives marquant les phases d'installation des arrivants. Un tel processus d'implantation a consolidé le schéma ségrégatif de la croissance urbaine de Sebha.

En 2010, à la veille de l'insurrection, Sebha, l'ancienne place forte qui contrôlait les pistes du trafic saharien, était devenue une ville importante comptant près de 150 000 habitants et renfermant des institutions universitaires, des services administratifs de haut niveau, un aéroport moderne desservant les vols internationaux qui traversent le Sahara, un nœud routier performant reliant les villes du Fezzan, un centre d'affaires et de logistique destiné aux compagnies pétrolières et un pôle de sécurité et de présence des unités d'élite de l'armée libyenne.

L'insurrection armée, les bombardements alliés et l'effondrement de l'Etat à l'automne 2011 marquèrent une rupture profonde dans l'histoire de la ville et annoncèrent l'avènement du pouvoir des

milices tribales. Aujourd'hui, la ville est marquée par les traumatismes des affrontements entre les factions tribales. Il est à rappeler que deux grands épisodes d'affrontement eurent lieu à Sebha. Le premier s'est déroulé au printemps 2012 et le second en janvier 2014. Ces affrontements se sont soldés par des centaines de victimes. Les édifices de la capitale du Fezzan, de belle facture architecturale, symboles d'une modernité revendiquée par Kadhafi sont, dans la plupart des cas, dévastés témoignant des passages simultanés des milices et évoquant la violence et l'acharnement des factions armées contre l'espace. A cette déchéance, il faut aussi ajouter l'autre nouvelle réalité de Sebha ; une ville désormais traversée par des lignes de fracture qui marquent la ségrégation inscrite désormais dans l'espace et les pratiques.

A la fin de l'année 2013, au lendemain de l'arrêt des hostilités dans la plupart des régions du pays, Sebha comptait une population de l'ordre de 250000 habitants. Malgré la situation précaire et la multiplication des affrontements entre les factions tribales armées au sein de la ville, le nombre d'habitants a paradoxalement augmenté. En effet, grâce à l'afflux massif des « déplacés de l'intérieur », la ville a connu un accroissement significatif de sa population. Les événements de 2011 et ceux qui ont suivi ont contribué à chasser de leurs territoires, des tribus et des clans entiers. Sebha est devenue le refuge de ceux qui avaient perdu la guerre. Une grande partie des jeunes issus des populations réfugiées ont rapidement rejoint les milices armées des Toubous. Toutefois, cette augmentation des effectifs n'est pas uniforme et ne touche pas toutes les composantes tribales ou ethniques de la ville. A partir de l'année 2012, les réfugiés ont afflué vers la capitale du Fezzan pour fuir les zones qui ont connu des affrontements violents et des opérations d'expulsions massives de population à l'instar de Bani Walid, fief de la puissante tribu des Werfella et de Tawargha dont la population a été entièrement évacuée de force par les

milices de Misratha. La capitale du Fezzan a aussi accueilli des Toubous chassés en masse de leurs palmeraies de Rebyana et de quelques clans de Touaregs originaires de Ghadamès.

L'afflux des migrants subsahariens et des réfugiés libyens ainsi que les affrontements tribaux entre factions armées locales à Sebha ont concouru à la consolidation et au renforcement de la ségrégation et de la fragmentation de la ville. Progressivement, des groupes de population ont commencé à quitter leurs quartiers sous la menace armée des milices ennemies pour faire place aux nouveaux arrivants. Des quartiers comme Bardaï, Tayouri, Al Fatah, Nassiriya ou Al Hindy, ne sont plus habités respectivement que par une seule tribu ou au mieux, par des groupes ayant réussi à sceller des alliances.

La récurrence des affrontements entre les diverses factions armées au sein de la ville a eu des effets profonds sur l'organisation et le fonctionnement des quartiers. La dimension défensive des quartiers est l'un des traits les plus manifestes. En effet, parallèlement à la ségrégation ethnique et tribale, les quartiers connaissent depuis le printemps 2012 une course effrénée à l'armement et au stockage des munitions. Préparatifs qui trahissent l'imminence d'une attaque des voisins. Ainsi, le quartier déshérité de Tayouri est devenu, depuis les affrontements de mars 2012, affrontements qui avaient opposé les Ouled Slimane et les Toubous, une citadelle âprement défendue. Les factions touboues et leurs alliées locales touaregues ont transformé ce quartier en camp retranché parsemé de pièces d'artillerie et de miradors dans le but de maintenir sous leurs feux l'aéroport international de la ville et la citadelle historique, siège du commandement militaire du Fezzan.

A l'autre extrémité de la ville, le quartier d'Al Fatah est devenu le refuge de la tribu de Kadhafi, laquelle redoute les exactions des clans ayant rejoint l'insurrection de 2011. Les militaires Gdhedhfa démobilisés et les jeunes Werfella organisent la défense du quartier

grâce à l'installation de mitrailleuses lourdes sur les toits des immeubles et l'organisation de barrages armés à l'entrée des cités. Grâce à cet imposant dispositif, le quartier est devenu progressivement le bastion des anciens caciques du régime et de ses principaux responsables dans les domaines de la finance, de la politique et du renseignement.

La Capitale du Fezzan aux prises avec le règne des milices : Une ville au cœur des réseaux de contrebande

Sebha a, depuis sa fondation, constitué un nœud routier où affluent les pistes principales qui sillonnent les Sahara et drainent les trafics aussi bien illicites que dangereux. Par ces pistes transitent les armes, les articles subventionnés, le carburant et les migrants.

Par le passé, le régime de Kadhafi a permis, dans certaines mesures et selon les contextes, l'interpénétration des circuits de l'économie informelle avec ceux qui sont organisés et structurés par l'État. Cette interpénétration ne fut pas l'œuvre ou la conséquence de la corruption des fonctionnaires ou l'expression d'un quelconque laxisme, mais constituait une forme de clientélisme clairement établie et instituée à des fins de régulation politique et économique. Ce clientélisme a transformé peu à peu, les frontières en source de prédation au profit d'un groupe particulier.

Au printemps 2012, les Toubous quittèrent la coalition tribale dite des *Thouwaar Al Jonoub* (Révolutionnaires du Sud) formée autour des Ouled Slimane, dénoncèrent leur marginalisation et revendiquèrent leur intégration économique, politique et dans la ville. Il y a lieu de préciser à cet effet que les Toubous autant que les Ouled Slimane ne cachaient pas leur méfiance à l'égard de cette coalition scellée lors des événements de 2011. Une fois, les conditions réunies, les deux parties rejetèrent ce pacte des « Révolutionnaires du Sud » et dévoilèrent au grand jour leurs conflits d'intérêts. Le soulèvement des Toubous, les amena, en

quelques semaines, à la prise du contrôle total du sud de la Libye et à l'achèvement du déploiement de leurs factions sur la frontière avec le Tchad et le Niger. Les Toubous avaient déjà occupé une grande partie des zones frontalières méridionales de la Libye à partir de l'été 2011. Leur présence dans les postes frontaliers et leur contrôle des flux qui y transitent, furent l'une des causes des affrontements avec les Ouled Slimane. Toutefois, les Toubous se heurtèrent violemment aux menées hégémoniques des autres factions tribales. Répliquant au pilonnage de leurs quartiers par les factions des Ouled Slimane au printemps 2012 à Sebha, les Toubous interdirent les trafics aux factions des Ouled Slimane sur les frontières avec le Tchad et le Niger, stratégie qui brisa l'isolement des Toubous et obligea les autres factions à reconsidérer leurs attitudes face à cette nouvelle force émergente. Ils ont rapidement établi leur mainmise sur le territoire qu'ils revendiquaient à partir de la fin de l'année 2011 en valorisant les deux ressources qu'ils détiennent : la frontière et les quantités considérables d'armes. Il ne s'agit évidemment pas d'arsenaux entre les mains des seuls Toubous, mais des quantités détenues par leurs associés aussi, dont notamment la confédération des *Khoutt El Jedd*. Une partie importante des tribus de cette confédération avait été armée par Kadhafi lors des premiers mois des affrontements et notamment à la veille de l'attaque avortée contre Misratha. Toutefois, nombre de clans de ces tribus refusèrent de se battre et adoptèrent une attitude de neutralité tout en gardant leurs armes à l'abri. Ce « désistement » a contribué, paradoxalement, à faire de la confédération, la perdante principale de la guerre, mais aussi et surtout la détentrice d'un immense et incommensurable arsenal, lequel est considéré, à juste titre, comme une ressource hautement stratégique.

Grâce à leur présence sur un vaste territoire qui s'étend du Nord du Tchad, à l'Est du Niger et au Sud de la Libye, les factions touboues

et leurs alliés réussirent à convoier leurs cargaisons d'armes jusqu'au littoral de la Mer Rouge et au-delà, vers le Yémen, la péninsule du Sinaï, la Haute-Egypte et Gaza. En retour, elles prirent en charge le transfert des migrants subsahariens, principalement les Erythréens, les Ethiopiens et, dans une moindre mesure, les Somaliens à partir de la bourgade soudanaise de Dongola jusqu'au Fezzan.

En valorisant leur territoire qu'ils ont réussi à se réapproprier, les Toubous l'ont transformé en ressource susceptible de permettre le développement des dynamiques inhérentes aux trafics. Grâce aux retombées financières de ces trafics transfrontaliers, Sebha connaît des mutations qualitatives au sein même de ses quartiers déshérités. Mutations qui prennent la forme d'édification de nouveaux noyaux résidentiels cossus habités exclusivement par les acteurs des créneaux de la prédation post-insurrectionnelle. Parallèlement à la valorisation de ces nouveaux îlots d'opulence, les trois noyaux historiques de la ville ; Gardha, H'jara et J'did, connaissent un processus accéléré de dépérissement de leur tissu urbain vernaculaire et la ruine progressive de leurs cadres bâtis, processus soutenu par l'arrivée massive dans ces quartiers anciens, de bandes criminelles employées par les cartels de la contrebande.

Les territoires de la vengeance : Une nouvelle géographie de la haine

L'afflux de réfugiés et la récurrence des affrontements à Sebha sont deux dynamiques intimement liées. En effet, l'éclatement des conflits armés dans la ville a souvent pour origine une cause spatialement lointaine. Les tribus présentes à Sebha occupent respectivement de très vastes territoires disséminés sur une large partie du Sahara. Dans certaines villes sahariennes, deux ou plusieurs tribus présentes à Sebha se partagent les quartiers de ces agglomérations situées en Libye, au Tchad, au Niger, en Egypte et

même dans les régions occidentales du Soudan. Tout affrontement opposant des membres desdites tribus dans une région donnée, peut allumer un foyer de conflit armé au sein de Sebha. De ce fait, la capitale du Fezzan devient le réceptacle et la caisse de résonance de toutes les tensions tribales entre les factions armées sur un très large territoire. Territoire sur lequel se déploient des tribus et des configurations de rapports très complexes, souvent sans réel rapport avec les enjeux dans la ville. De même, les affrontements et les enjeux de domination locale à Sebha peuvent avoir des répercussions sur des localités et des territoires très éloignés de la ville et situés dans les pays voisins ou sur le littoral libyen.

L'avènement des milices amplifia les conflits intertribaux aussi bien à Sebha que dans les territoires où vivent les tribus présentes dans cette ville. Depuis 2011, la ville connaît une recrudescence des règlements de compte entre factions tribales pour des considérations parfois exogènes à Sebha. Avec l'augmentation du nombre de crimes de sang en Libye, les territoires tribaux vivent un état de guerre par intermittence qui peut aller de l'affrontement armé à l'installation de barrages sur les routes, ou des tirs sur les terres frontalières communes aux deux tribus aux atteintes aux biens de la partie adverse.

La vengeance constitue un système de régulation des conflits tribaux destiné à préserver certains équilibres grâce à l'institution de plusieurs leviers de compensation. Toutefois, dans la configuration politique et sécuritaire d'effondrement de l'Etat et de dérèglement général dans la gestion de la violence, les membres des tribus assaillantes peuvent transgresser dans l'impunité, les lois coutumières. Cette transgression n'ouvre nullement la voie à la déchéance des crimes commis, mais plutôt à la dissémination des actes de vengeance, lesquels obéissent, dans ces cas particuliers, aux formes les plus violentes et spectaculaires des lois coutumières. La multiplication des actes criminels à l'encontre des membres de

toutes les tribus dans un contexte d'ouverture des frontières, d'intense circulation des hommes et d'implication de plus en plus importante de clans et de factions participent à l'élargissement de l'espace d'exécution de la vengeance, lequel couvre désormais, les vastes territoires des lignages concernés par les homicides. A ce titre, Sebha connut pendant l'année 2013 des règlements de compte meurtriers à la suite d'affrontements qui éclatèrent à Nguigmi au Niger, à Kanum au Tchad, à Tripoli en Libye ou à Traghen dans le Fezzan. De même, les accrochages meurtriers du printemps 2012 qui eurent lieu à Sebha, se répercutèrent sur des régions éloignées du Fezzan, à l'instar des affrontements entre les Ouled Slimane et les Toubous de la zone de Tourré au Niger septentrional.

Revendications autonomistes et accès aux ressources : Les raisons de l'imminente confrontation à Sebha

Les affrontements entre factions armées qui ont atteint leur paroxysme au printemps 2012 et en janvier 2014 à Sebha ont scellé le rapprochement entre les Toubous et les Gdhedhfa en réaction à l'appui massif des factions armées originaires de Misratha aux Ouled Slimane. En conséquence de cet alignement des forces, une nouvelle situation politique a commencé à prendre forme dans les esprits et dans les faits. D'un côté, les Ouled Slimane, alliés des villes victorieuses du Nord (Misratha, Zaouiïa, Khoms, Zouara et Janzour), tenantes d'un ordre politico-milicien contrôlé par les factions armées appuyées par la coalition occidentale. D'un autre côté et face à elles, les tribus considérées comme vaincues (*Khoutt el Jedd*, Toubous et une majorité de Touaregs), généralement loyales à la Jamahiriya (ou perçues comme telles), détentrices des territoires aux ressources pétrolières et désireuses de mettre un terme à l'exploitation de leurs richesses et plus généralement à leur marginalisation. C'est dans ce cadre que les appels à l'autonomie du Fezzan et à la promulgation, dans une première étape, d'une

entité fédérée ont commencé à gagner du terrain au sein de la population du Fezzan. Ces appels sont l'œuvre d'une large alliance tribale et politique regroupant les *Khoutt el Jedd*, les Toubous, les inconditionnels de l'ancien régime et dans une moindre mesure, certains Touaregs. Pour faire prévaloir leurs droits sur les richesses du territoire, certains clans de Toubous ou de *Khoutt El Jedd* ont déclaré qu'il n'était pas exclu de porter les armes et d'interrompre les activités pétrolières dans les sites de Charara ou d'occuper les stations de pompages de la Grande Rivière Artificielle qui alimentent en eau le littoral, si les autorités de Tripoli ne mettaient pas un point final aux exactions des milices des Ouled Slimane à Sebha. Les chefs de ces clans frondeurs ne cachèrent pas qu'ils jouissaient de puissants réseaux de soutiens armés et de la proximité de la frontière. Cette attitude franchement sécessionniste révéla l'ampleur de la crise que traverse le Fezzan depuis la dislocation de la Jamahiriya, une crise qui s'alimente par la dynamique d'armement massif et de consolidation de l'emprise de chaque tribu ou coalition sur son territoire. Depuis le début de l'année 2016, des voix s'élèvent à Sebha pour annoncer publiquement qu'une nouvelle guerre dans la province méridionale sera inéluctablement plus violente et de loin plus meurtrière que les deux joutes précédentes de 2012 et de 2014 et ne s'achèvera que par la sécession du Fezzan. Une sécession qui serait, selon des leaders tribaux locaux, inéluctable car une majorité de la population de la province se sent maintenue de force, dans une situation de marginalité politique, sociale et culturelle par une coalition de milices étrangères qui pratiquent une stratégie d'exclusion à l'égard des Toubous, des Ghdhedhfa et des Werfella. Les exactions commises par les milices des Ouled Slimane et leurs alliés de Misratha à Sebha, attisent les rancunes et poussent les habitants à revendiquer leur part légitime des richesses du Fezzan. Manifestement, le sentiment d'injustice est largement partagé dans

les rangs des membres issus des tribus considérées comme vaincues après les événements de 2011 et se traduit par une tendance générale à l'armement des lignages en vue de l'imminente confrontation générale à Sebha.

Il serait utile, pour mieux illustrer la montée des clivages tribaux dans le Fezzan, de citer deux événements marquants, tant au niveau symbolique que militaire. Le premier a trait à la nomination de Barka Wardagou au poste de premier responsable militaire dans le Sud et le second se rapporte à la crise de la prise en otage de la fille de Abdallah Senoussi, ancien patron des services secrets de la Jamahiriya.

La désignation de Barka Wardagou, en 2012 au poste de premier responsable de la sécurité dans le Fezzan avec le grade de Colonel, grade emblématique en Libye, s'apparente à l'intronisation de la personnalité touboue la plus puissante sur un territoire qui semble désormais « déborder » de ses limites. En effet, grâce au trafic d'armes et à leur circulation dans, à travers et à partir du Fezzan, la province tisse des liens étroits avec les parties septentrionales du Mali, du Niger et du Tchad par le biais des Touaregs et des Toubous. En s'imposant comme le leader de larges parties du Fezzan, disposant de ressources importantes, dont, notamment les armes, et animant un puissant réseau de trafic transfrontalier, le Colonel Barka est parvenu à cristalliser autour de son autorité, des allégeances qui s'étendent au-delà des frontières méridionales de la Libye. Depuis, il dispose d'une prépondérance susceptible de lui permettre de couvrir des territoires où les populations touboues sont très présentes. Par cette nomination, les autorités de Tripoli ont clairement signifié aux parties belligérantes dans le Fezzan, que les Toubous constituaient, certes un groupe frondeur, mais désormais incontournable dans la province. Cependant, les tiraillements et les politiques erratiques des gouvernements libyens n'ont pas tardé à rallumer le feu dans la province et à provoquer des guerres locales.

L'autre évènement est le mouvement de protestation qui se déclencha à la suite de l'enlèvement par une milice basée à Tripoli de la fille de l'ancien chef des services secrets de Kadhafi, Anoud As Senoussi. Plus qu'une simple expression de rejet d'un acte déshonorant, ce mouvement amorça le retour en scène des factions loyalistes issues de la confédération des *Khoutt El Jedd*. Bien que la réplique à l'affront fût programmée à Tripoli, l'action prit pour point de départ et pour lieu de ralliement les villes du Fezzan. La mobilisation, sans précédent dans les rangs de la confédération loyale à Kadhafi, était une conséquence du retour des officiers des unités d'élite de l'armée de la Jamahiriya dans leurs localités après leur disparition dans les zones sahariennes ou dans les pays du voisinage. Ce retour qui était très peu perceptible, a eu d'autres conséquences, dont principalement, la récupération des arsenaux enfouis et leur réinjection dans les réseaux de trafic d'armes contrôlés par les factions touboues. Parallèlement et comme résultat de ce retour des officiers loyalistes, le Fezzan assista à la restructuration en profondeur des modes d'armement de chaque groupe, dans la perspective d'un affrontement pour la domination du Fezzan.

Au niveau de la reconfiguration des territoires, la Libye méridionale et centrale connaît depuis 2014, une sorte de jonction des territoires des Toubous avec ceux des *Khoutt El Jedd*. Ainsi, naît progressivement une nouvelle configuration d'une future province qui s'étend du Tibesti au littoral du Golfe de Syrte. Un territoire qui développe des réseaux au-delà des confins du pays grâce à des trafics qui envoient des armes aussi bien vers le Moyen-Orient qu'au plus profond du continent africain. La réémergence des loyalistes ouvre un axe vers le Nord et le littoral méditerranéen en établissant un couloir territorial qui traverse les étendues désertiques vers Barrak Ech Chatti, Syrte, Bani Walid et Tarhouna. Couloir où circuleraient, certes les revendications de

restauration de l'ordre jamahiryen, mais aussi et surtout les armes sophistiquées et performantes des unités dissoutes de l'ancienne armée fraîchement déterrées.

Conclusion du chapitre second : Milices et Armée, des entités représentatives de deux projets

Les violences qui opposent les factions tribales et les groupes jihadistes depuis l'effondrement de l'ancien régime connaissent un regain significatif du fait de l'incapacité des nouvelles autorités dans l'édification d'une armée nationale. Le défi sécuritaire est d'autant plus pressant que les institutions issues des élections successives qu'a connues le pays ne parviennent pas à imposer des formes nouvelles de régulation des conflits entre les diverses parties dans le pays. Prenant conscience de la faiblesse structurelle de l'Etat et des périls qui guettent leurs intérêts, les tribus se sont hâtées de se doter de milices armées.

Les affrontements qui ont émaillé les années de la phase post-insurrectionnelle en Libye ont eu pour principaux enjeux le contrôle des territoires tribaux, l'occupation des pistes de la contrebande transfrontalière, la présence dans les sites stratégiques et la prédation des ressources. Loin d'être des pratiques propres à des milices spécifiques, la prédation des ressources et la criminalité organisée accaparent progressivement la majeure partie des actions violentes des factions armées, qu'elles soient jihadistes, tribales ou ethniques.

L'étendue des ramifications tribales et la présence de réseaux jihadistes dans la région Sahara-Sahel constituent des facteurs aggravants de la violence dans cette partie du continent. En effet, les clivages entre les différentes tribus en Libye ou les accrochages avec les groupes d'obédience jihadistes sont à l'origine de la propagation d'une violence générée par les obligations coutumières de la vengeance.

La difficile reconstruction de l'Armée en Libye témoigne de la puissance des milices dans le jeu politique de la période post-insurrectionnelle et de leur volonté de marginaliser cette institution. La mise à l'écart de l'Armée par les gouvernements successifs est en grande partie l'héritage de l'ancien régime. En effet, cette institution était à la fois source, instrument et péril pour le pouvoir. Les nouveaux tenants du pouvoir continuent d'entretenir une défiance à l'égard de l'Armée malgré le ferme engagement des officiers de celle-ci dans la guerre contre le terrorisme et les francs succès qu'ils ont réalisé. La suspicion envers les cadres militaires ayant fait une large partie de leur carrière sous le régime du défunt « Guide » et ayant, selon les leaders de la rébellion, fait montre d'un engagement tiède durant une partie des combats contre les unités de la Jamahiriya, témoigne de la peur de voir émerger une force susceptible de s'ériger en unique garante de la sécurité et de l'unité du pays. Les chefs miliciens, dont certains sont les véritables mentors des hommes politiques de la Libye post-insurrectionnelle, redoutent que la mise sur pied d'une véritable armée nationale ne soit le prélude à l'éclipse ou même la disparition des milices dans le nouveau paysage libyen. Une appréhension soutenue par la grande ferveur exprimée par la population libyenne, à l'occasion des innombrables manifestations organisée dans les villes principales, pour dénoncer les exactions des milices et exiger l'édification d'une Armée. Les leaders des milices ont toujours en mémoire, les scènes de lynchage de miliciens à Benghazi lors de sa libération par l'Armée au printemps 2016. Une autre source d'inquiétude pour les leaders des milices face à la réhabilitation de l'Armée est la possibilité de perdre les marchés de « pacification » qui leur sont octroyés par les gouvernements successifs. En effet, la délégation des tâches de sécurisation et de maintien de l'ordre, qui sont réalisées sous contrat entre le ministère de la Défense et les milices, notamment

celles de Tripoli, constitue une manne financière importante et une ressource de la plus haute importance pour les factions armées et leurs chefs en particulier. Or, cette délégation n'est rendue nécessaire, du moins dans les discours des officiels qu'en raison de la faiblesse de l'Armée. Le renforcement de celle-ci, équivaut à une inéluctable marginalisation des milices. L'exemple de Benghazi est à ce titre, très illustratif de ce qui attend les factions armées.

Sur un plan stratégique et au-delà de la simple question des ressources générées par la délégation des tâches de sécurisation du territoire, la difficile articulation entre l'Armée nationale et les milices locales, recoupe une thématique fondamentale de la conception même de l'Etat futur en Libye. S'agit-il d'un projet d'Etat unitaire, ouvert à tous ses citoyens ou bien, d'un Etat décentralisé, voire fédéral ou même fragmenté, bâti suivant des configurations tribales ou ethniques en compétition pour les ressources et les territoires ?

CHAPITRE TROISIEME :
A L'ECART DU CHAOS MILICIEN, LE REVEIL DE
DE LA CONTESTATION CIVIQUE ET SOCIALE

Alors que le pays s'enfonçait dans les guerres entre les milices et que les mobilisations tribales semblaient accaparer toute forme d'action communautaire, des collectifs de jeunes militants issus des milieux universitaires ou de la société civile engagèrent une série de mouvements de protestation et de revendication à caractère politique et social. Mouvements qui s'inscrivaient nettement et intentionnellement en dehors des institutions issues du processus politique et des stratégies des milices. Ainsi, l'année 2013 a marqué le début des mouvements de protestation en Libye et a été jalonnée par plusieurs actes populaires de protestation. Ces mouvements traduisaient une synergie entre d'une part, un profond sentiment de désenchantement au sein de la population et l'érosion de la légitimité des institutions de la transition d'une autre part. Deux grands thèmes semblent émerger dans les discours mobilisateurs de ces mouvements de revendication ; le premier est politique à l'instar de l'exigence de la tenue des élections du Conseil des Députés de la Nation. Le second est d'ordre social et s'apparente souvent à la demande d'accès aux ressources locales, dont notamment, l'emploi des jeunes chômeurs. Les contestations populaires eurent lieu dans un contexte marqué par les difficultés de la situation sécuritaire et de la dégradation des services publics. Difficultés qui alimentèrent un profond sentiment de déception de la population et une multiplication des foyers de dissidences ou de revendications.

Les initiatives populaires, à l'origine des mouvements revendicatifs, étaient animées par des activistes qui déclarent dans leurs discours, n'avoir aucune obéissance politique ou partisane. Malgré les critiques acerbes, la répression et les attaques dont ils

font constamment l'objet, les mouvements de revendication populaire s'imposèrent en tant que symbole d'une contestation disparate mais déterminée qui associe un très large spectre de citoyens et de citoyennes mobilisés autour d'un programme minimal qu'il soit politique ou social.

Dans le présent chapitre et à partir d'une chronique analytique, une action contestataire, menée par les initiatives populaires est présentée, afin d'éclairer sur l'une des plus importantes thématiques des mouvements civiques, à savoir l'opposition politique qui revendique l'établissement d'un Etat unifié, démocratique et libéré du joug des milices. Cette initiative a été baptisée *Harak « La Li Tamdid »* (Mouvement « Non à la prorogation »).

Le Contexte politique et les moments-clés : Tournants et soubresauts d'une transition incertaine

L'analyse des mouvements de mobilisation en Libye post-insurrectionnelle, prend nécessairement compte d'une série de moments-clés, moments qui ont émaillé la vie politique dans le pays. A ce titre, il convient de souligner l'importance des trois dates-événements suivants :

- L'adoption de la loi relative à l'Isolement politique en mai 2013, laquelle permit la mise à l'écart d'une partie du personnel politique et annonça l'irruption de la violence dans les rapports entre les acteurs.
- La vague des manifestations populaires organisées à l'appel de *Harak « La Li Tamdid » (HLT)* à partir du 7 février 2014 notamment à Tripoli. Manifestations de masses émaillées de sit-in, qui transformèrent la Place des Martyrs en haut lieu de la contestation politique. Ces démonstrations populaires constituèrent le moment à partir duquel, les débats et les clivages politiques débordèrent des cadres institutionnels et investirent la place

publique, ouvrant ainsi la voie à un bras de fer entre les blocs adverses par des mouvements de mobilisation de masse interposés.

- Le déclenchement des affrontements de grande ampleur à l'instar de *Karama* en mai 2014 et de *Kasswara-Fajr Libya* en juillet 2014. Affrontements qui se soldèrent par de profondes recompositions politiques et militaires et notamment le départ des unités de Zintan de Tripoli en septembre 2014 ainsi que la mise en sourdine de toutes les formes de contestation populaire dans la Capitale.

Les mutations dans le champ politique et social : Vers la fragmentation

La Libye a été confrontée, depuis la chute de la Jamahiriya à une double crise politique et sociale qui enfonça la population dans une situation de précarité et d'insécurité. Au plan politique et sécuritaire, les gouvernements successifs n'ont pas œuvré pour l'édification d'une armée nationale alors que le pays est confronté à la prolifération massive des armes et eurent recours aux milices armées pour le maintien de l'ordre et l'écrasement des mouvements de sédition dans les provinces. Parallèlement et sur le plan social, la médiocrité des performances économiques des gouvernements suscitèrent un sentiment de désenchantement au sein de la population. Désenchantement qui se traduisit par une perte de confiance dans les institutions officielles et par des taux de participation très bas aux élections aussi bien pour le choix du conseil de rédaction de la constitution en février 2014 que lors des élections locales quelques mois après. Cette situation alimenta un processus paradoxal marqué d'une part, par la réémergence des légitimités tribales traditionnelles et coutumières et d'une autre part, par l'émergence de nouvelles formes d'activisme politique s'inscrivant clairement dans la dissidence vis-à-vis du processus politique. En effet, en réaction à la fragmentation progressive du

champ politique, les activistes issus des milieux urbains ou des strates sociales marginalisées, y compris dans les régions à dominante tribale, ont développé des dynamiques de revendications multiformes, touchant à plusieurs aspects de la vie sociale, politique et sécuritaire.

Les mouvements de contestation civile ont réussi, dans un contexte marqué par la dissémination de la violence armée, à générer des dynamiques qui ont influencé sur les processus de transformation que connaît le pays et ce, grâce aux capacités, stratégies et pratiques qu'ils ont déployées. A ce titre, il est essentiel de mettre en lumière les effets induits par l'activisme civil sur le paysage politique en identifiant les perturbations, les fragmentations, les conflits, les réorganisations et les alliances possibles. L'objectif primordial étant de comprendre comment ces formes de dynamiques contestataires influencent les transformations politiques en Libye. Une attention particulière sera allouée aux dimensions sémantiques des discours élaborés par les activistes ainsi que sur les aspects de représentation de soi et de l'environnement sociopolitique dans lequel se sont déployées les dynamiques de protestation.

Harak La Li Tamdid : L'activisme pour une reconfiguration politique

Depuis leurs premières actions de contestation entamées en novembre 2012 à la suite des événements survenus à Gharghour, banlieue de Tripoli, les activistes du *Harak* insistèrent dans leurs textes fondateurs sur leur attitude sévèrement critiques envers les instances officielles. Ils en dénoncèrent la faible représentativité qui les caractérisait et les considérèrent comme étant une simple façade institutionnelle destinée à conférer aux pouvoirs en place une sorte d'acceptabilité internationale. Les activistes du *Harak* appelèrent alors à l'instauration de nouvelles instances susceptibles

de répondre aux aspirations populaires, lesquelles seraient mieux adaptées aux réalités nouvelles et aux véritables enjeux démocratiques d'une Libye postrévolutionnaire.

Œuvrant pour une participation active à la reconfiguration du champ politique national, le *Harak* a fait preuve, depuis ses premières manifestations, de sens de la persévérance et de l'inscription dans la durée de la mobilisation. Persévérance qui puise ses origines dans la flexibilité organisationnelle fondée sur une participation spontanée et volontaire. En effet, les diverses sections du *Harak* à Tripoli étaient structurées selon le découpage en quartiers, mode organisationnel qui a permis une approche de proximité optimale pour l'expression des revendications populaires, notamment dans les quartiers déshérités de la capitale. Le *Harak* a réussi à s'imposer comme la courroie de transmission des revendications entre la population d'une part et les autorités d'une autre part dans un pays dépourvu de véritables instances de médiation, autres que tribales et dont les services administratifs connaissent une phase de déliquescence avancée.

Mobilisation des ressources pour le succès : L'apport du Harak

Depuis la fin de l'année 2011, le processus politique en Libye connu un parcours émaillé par une succession de suffrages (élections du Congrès Général, de la commission des « Soixante » chargée de la rédaction des élections, des conseils locaux et de l'Assemblée Nationale) et d'épisodes récurrents d'affrontements sanglants. Les parties en conflit s'emploient à édifier des alliances susceptibles d'assurer le succès de leurs entreprises et de leurs agendas spécifiques, qu'ils soient armés ou politiques. Ces alliances permettent de mettre en commun les ressources spécifiques de chaque composant et de permettre l'accumulation synergique des potentialités nécessaires à l'émergence d'une légitimité de leur domination. Le paysage politique en Libye au

lendemain des élections du Conseil National Général était divisé entre deux composantes qui pourraient être esquissées schématiquement comme suit : une première composante constituée des partis regroupés autour du Parti de la Justice et de la Construction (branche libyenne de la confrérie des Frères musulmans), de la majorité des clans de Misratha, de Zliten, des quartiers Est de Tripoli, de Gharyan, de Zaouïa et de quelques tribus du sud à l'instar des Ouled Slimane, Zouaï et Hssawna. Face à cette première composante, une alliance qui est constituée du groupe parlementaire de *Tahalouff* (coalition de partis politiques conduite par M. Jibril), la confédération des tribus de l'Est, les Hraba (Awaguir, Braâssa, Abidet et M'gharba) engagés à des degrés divers dans la campagne de *Karama* du Général Haftar et les Zentane, puissante tribu de l'Ouest du pays. Cette alliance se prétend et s'autoproclame « libérale et civile ».

Bien que revendiquant, dans le discours et les slogans, une stricte autonomie par rapport aux partis et aux tribus, le *Harak* reste clairement inscrit dans une entreprise politique générale associant des coalitions politiques, des élites tribales, des groupes d'intérêts économiques et des factions armées. En effet, force est de constater que la plupart des positions et actions défendues et menées par le *Harak* soutenaient objectivement les stratégies adoptées par le courant considéré comme libéral conduit par le *Tahalouff*.

Les actions phares du *Harak*, pendant le bras de fer entre les blocs politiques libyens durant les deux années 2013 et 2024 peuvent être synthétisées en trois grands épisodes :

- *La genèse dans la contestation à Gharghour ;*
- *La mobilisation pour la non-prolongation du mandat du Congrès National Général ;*
- *Le passage dans la clandestinité et la résistance à la campagne de Kasswara.*

La première étincelle de Gharghour : De la dimension locale au projet national

Au début du mois d'octobre 2013, une initiative locale à Tripoli a été lancée par des activistes dans le but de libérer la capitale de toute présence milicienne. Le mouvement fut baptisé *Harak 9/11*. Toutefois, c'est le 15 novembre 2013 qui constitua le véritable déclenchement de cette action citoyenne et qui conduisit à la fondation de *Harak « La Li Tamdid »*. En effet, une marche de protestation contre la présence et les exactions des milices stationnées dans le quartier de Gharghour à Tripoli a été organisée le 15 novembre 2013 par les activistes du *Harak*. Largement relayés par les réseaux sociaux et encouragés par des imams de mosquées proches des mouvances civiles, les appels à manifester ont mobilisé une foule considérable malgré les interdictions du Mufti Sadok Gheriani et les multiples intimidations de la part des milices. La manifestation était appelée à suivre un itinéraire précis et connu de tous, afin d'éviter toute action de provocation et de préserver le caractère pacifique de la contestation.

A l'arrivée des manifestants devant le siège de la milice originaire de Misratha qui occupait le quartier, des slogans ont été scandés condamnant la violence et l'arbitraire des factions. Jusque-là, les diverses versions des faits s'accordent à considérer la manifestation comme pacifique. Toutefois, lorsque les premiers tirs eurent lieu, les témoignages divergèrent. Les activistes du *Harak* assurèrent qu'aux voix qui s'élevaient de la manifestation, les miliciens ont répondu en tirant à la mitrailleuse lourde sur la foule. Cette version des faits est contestée par d'autres parties qui assurent que les victimes sont tombées à la suite d'un échange de coups de feu émanant de plusieurs directions.

Lors de cet affrontement meurtrier, la violence des armes s'inclina devant la résistance citoyenne. Le courage, la détermination et la persévérance des manifestants eurent raison des armes des

miliciens. Ces derniers reconnurent leur défaite et une semaine après les faits, les milices originaires de Misratha quittaient la capitale Tripoli.

A partir de cet épisode de Gharghour, les forces civiles ont saisi l'ampleur de leur potentiel de mobilisation populaire et le degré avancé du rejet des milices dans les consciences des gens. Une réunion d'activistes se tint dans la capitale et fut couronnée par la création du mouvement « *Harak La Li Tamdid* » au courant du mois de décembre 2013. Depuis cette date, l'objet de la revendication n'était plus la contestation de l'hégémonie des milices, mais l'exigence d'une reconfiguration politique en profondeur. Une reconfiguration qui passerait immanquablement par la dissolution du Congrès National Général dont le mandat était arrivé à expiration, mais que les factions islamistes voulaient prolonger pour maintenir leur emprise sur le pouvoir dans le pays.

La mobilisation pour la non-prolongation du mandat du Congrès National Général : De la résistance à la victoire

Les actions du *Harak* se concentrèrent de Décembre 2013 à juillet 2014 sur la bataille pour l'organisation des élections parlementaires et la non-prolongation du mandat du CNG. Selon les tribuns du *Harak*, les repositionnements des élus indépendants au sein du CNG, marquèrent le paysage politique du sceau de l'instabilité et, dans une certaine mesure, de l'opportunisme. Le CNG ne constituait plus, à leurs yeux, une arène de la négociation politique, mais un champ de prédation. Aussi, ont-ils soutenu l'interprétation des délais arrêtés par la feuille de route de la phase transitionnelle, laquelle fixait le terme du mandat du Conseil au 6 février 2014. Or, plusieurs ténors du CNG contestaient cette interprétation qu'ils attribuaient au *Tahalouff* et préoyaient la continuation des travaux, arguant de l'instabilité de la situation sécuritaire dans le pays. Leur

position fut considérée par plusieurs activistes et militants, comme un appel à la « prolongation illégitime » des travaux du CNG.

La campagne qui fut lancée pour la dissolution du Conseil et l'organisation des élections du Parlement atteignit son point d'orgue lors de la « Semaine du Départ » que la *Harak* lança à partir du 14 février 2014.

Optant pour la stratégie de la permanence, les manifestants alternèrent sit-in continus dans les tentes et manifestations hebdomadaires. Une série d'évènements marqua la campagne de *Harak* et participa à l'amplification de l'impact de ses actions. D'abord, il y eût la tentative d'assassinat à la voiture piégée de l'un de ses leaders, A. Al Gheryani, la veille d'une journée de manifestations de masse. Un acte qui suscita l'émoi de la population et valut une profonde sympathie aux militants du *Harak*. Un autre facteur contribua au renforcement de la mobilisation de la « Semaine du Départ », celui de l'engagement de plusieurs imams en charge des prêches dans les mosquées de Tripoli et d'une partie des forces de sécurité de la capitale. L'apport des imams fut capital et offrit une couverture religieuse pour les manifestants.

En réaction aux actions de protestations conduites par le *Harak* entre mars et juin 2014, le Congrès National Général engagea des tentatives de remaniement ministériel dont la plus emblématique, mais toute aussi chaotique, fut celle de la nomination controversée de M. A. Mîtig au début du mois de juin 2014 au poste de premier ministre. Face à la réaction de la majorité parlementaire au sein du CNG, les leaders du *Harak* maintinrent le cap vers leur objectif primordial, à savoir le soutien médiatique et logistique des candidats du courant démocratique et civil qui étaient en campagne électorale. A cet effet, il importe de souligner que les moyens mobilisés par le *Harak* jouèrent un rôle prépondérant dans la promotion des programmes des candidats qui se déclaraient comme de fervents soutiens de l'alternative civile. Les campagnes

d'affichage et la gestion des pages facebook de ces candidats étaient confiées aux militants du *Harak* et à sa « machine » de mobilisation. De même, les cortèges qui traversaient les quartiers et allaient à la rencontre des électeurs étaient accompagnés et encadrés par les activistes du *Harak*. Le succès aux élections des candidats soutenus par les « forces civiles » conforta les leaders du mouvement dans leur position. Les adversaires autant que les alliés du *Harak* considérèrent les résultats des urnes comme une victoire consacrant la lutte de ce mouvement. A la suite de ce succès électoral, les activistes décidèrent la dissolution du *Harak*, lequel, selon les termes du communiqué qu'ils publièrent le 2 août 2014, a réalisé tous ses objectifs et ouvert la voie à l'émergence d'un courant national et populaire dont la finalité est l'épuration du pays. Toutefois, cette victoire ne fut pas célébrée par le *Harak* qui se trouva, avant même la proclamation officielle des noms des élus, confronté à un nouvel épisode sanglant ; l'opération *Kasswara-Fajr Libya*.

Le passage dans la clandestinité et la résistance à la campagne de Kasswara : Le Harak, du triomphe électoral à l'opposition

Les opérations militaires qui conduisirent à la fin de l'été 2014 au retrait des brigades de Zentane de la zone de l'aéroport, à l'écrasement des factions de résistants de Warchaffana implantés dans les marges urbaines de la Capitale et à l'entrée à Tripoli des milices d'obédience islamiste venues principalement de Misratha, Gharyan, Zaouïa et Zliten sous la houlette de *Fajr Libya*, amenèrent les activistes du *Harak* à entrer en clandestinité. Cibles de poursuites et d'emprisonnement de la part des miliciens, les militants se réfugièrent dans les quartiers populaires de Bouslim et Fachloun ou se replièrent dans les fiefs tribaux épargnés par la campagne *Fajr Libya*. Nombreux, sont ceux qui parmi eux, traversèrent la frontière tunisienne et entamèrent une vie de

résistant en exil. Les plus irréductibles publièrent le 11 septembre 2014 un manifeste relatant ce qu'ils considéraient comme une tragique répression contre les militants et le retour à la politique dictatoriale, annonçant ainsi leur décision de reprendre la lutte et des activités du *Harak*.

L'activisme du Harak dans une société à dominante tribale tiraillée par la violence milicienne : Anthropologie d'une réhabilitation des « enfants prodiges de la révolution »

Le parcours du *Harak* a été caractérisé par des rapports complexes et équivoques aussi bien avec les leaders tribaux qu'avec les milieux politiques. Le suivi des interactions entre les deux parties permet toutefois, de dégager deux périodes distinctes, celle du déni et ensuite, celle de la réhabilitation.

Ces deux phases se présentent comme suit :

Première phase : Du déni à l'exclusion, ou le temps des conservatismes

Aux premières heures de l'effondrement de la Jamahiriya, les milices armées constituaient les centres prédominants du pouvoir au sein des tribus engagées dans la lutte contre le régime déchu. Grâce à leurs succès militaires, elles ont permis aux chefs de brigades d'exercer une profonde influence au sein des instances de concertation tribale, les *marbouâa*. La conjonction de la vague conservatrice portée par l'euphorie de la victoire et de la prédominance de la culture sociale tribale a suscité la méfiance des « anciens » et de leurs alliés des milices à l'égard des jeunes et de la société civile dans les milieux urbains. Les leaders traditionnels jugeaient en cette période, que les valeurs coutumières ne sont pas compatibles avec les modèles occidentaux de démocratie. Une attitude qui se traduisit par l'exclusion de la part des hommes politiques tribaux, des groupes progressistes, des jeunes citoyens

éduqués et, en particulier, des femmes de la sphère politique afin d'acquérir davantage de pouvoir. Exclues de la configuration politique, les jeunes intellectuels et cadres issus des milieux urbains, notamment à Tripoli, optèrent pour une autonomisation de leur action politique. Action désormais axée autour d'exigences démocratiques et en premier lieu, d'opposition à l'hégémonie des milices armées, des leaders traditionnels des tribus et des partis politiques classiques.

Seconde phase : Vers une réhabilitation intéressée des militants de la société civile

La promulgation de la loi N°7, qui ouvrit la voie à l'expédition militaire punitive contre la ville de Bani Walid, amena les chefs tribaux opposés à l'hégémonie des milices de Misratha et l'élite militaire de la Cyrénaïque à prendre conscience que la bataille politique dépassait le simple cadre de la compétition démocratique entre programmes de gouvernement ou de l'affrontement militaire. Il s'agirait plutôt d'une guerre multiforme nécessitant la mobilisation de toutes les ressources possibles, y compris la mobilisation pacifique de la société civile et des cercles d'intellectuels capables d'élaborer un discours de légitimation face à la surenchère des révolutionnaires réels ou autoproclamés. Une prise de conscience qui a permis la réhabilitation-valorisation des activistes, dont principalement, les leaders du *Harak*.

A titre illustratif, il est édifiant de citer le parcours de l'un des plus illustres leaders du *Harak*, Hicham Al Wendy. Jeune militant de la première heure et étudiant, il a fait partie des premiers insurgés ayant investi la citadelle de Bab Laâziziya, résidence de Kadhafi, après une harassante campagne militaire partie du J'bel Naffoussa. Originaire de Kekla, il s'enrôla dès les premiers jours de l'insurrection de février 2011 et participa aux dures batailles du J'bel. Son image, arborant les insignes militaires de Kadhafi, devint

une des icônes de la jeunesse insurgée. Démobilisé à la suite de la chute de la Capitale, H. Al Wendy, prêchait la dissolution des milices et l'édification d'une société démocratique. Marginalisé au sein même de son milieu tribal, il s'employa à tisser un réseau de jeunes activistes tripolitains autour d'un programme d'édification d'un mouvement d'obédience civile. Son statut d'insurgé, de révolutionnaire des dures heures et de militant pacifique lui conféra une grande crédibilité auprès des activistes et des Tripolitains, crédibilité qui éludait ses origines nefoussies. Or, ce sont ces origines qui constituèrent le thème de prédilection de ses adversaires, aussi est-il tour à tour accusé d'appartenance à une tribu « vassale » des Zentane et de cadre clandestin du *Tahalouff*.

Les élites politiques et l'alliance avec le Harak : Vassalité au Tahalouff ou concordance des objectifs

Nombreuses furent les occasions où les militants du *Harak* côtoyèrent, lors d'actions concertées, les membres de l'alliance *Tahalouff*. Ainsi, lors des manifestations de masse organisées en juillet 2014 à Tripoli par le *Harak* contre l'opération baptisée *Kasswarah*, les cortèges étaient étroitement encadrés par les miliciens zentane de la Brigade *Al Kaâkaâ*. De même, lors des élections du 25 juin 2014, les candidats du courant qui se proclamait libéral et civil, qu'ils aient été affiliés à des partis politiques proches de la nébuleuse du *Tahalouff* ou se réclamant du « Consensus Social des Nobles Tribus » ont reçu le soutien actif des militants du *Harak*, tant lors de la campagne que lors de l'organisation logistique le jour du scrutin. Soutien qui se solda, dans la majorité des cas, par un franc succès de ces candidats.

Les stratèges du *Tahalouff* évitèrent toute forme de polémique avec les militants du *Harak*, même lorsque ces derniers critiquaient ouvertement les compromis faits ou les concessions consenties par les leaders de cette alliance. Cette attitude ne traduisait pas

nécessairement la tolérance des leaders politiques ou militaires à l'égard du *Harak*, mais leur conviction que les intérêts de l'ensemble des composantes du groupe étaient complémentaires et que leur alliance constituait, à ce moment précis de la confrontation avec le projet adverse, un avantage dans l'assaut vers le pouvoir en Libye. Progressivement, les leaders du *Tahalouff* ont pris conscience du fait que le *Harak* détenait une ressource de première importance ; celle de la capacité de mobiliser la population de la capitale, une population désenchantée par les discours politiques et auprès de laquelle les militants du *Harak* jouissaient d'une grande crédibilité.

Le discours du *Harak*, opposé à l'hégémonie des partis d'obédience islamiste et de celle des milices de Misratha, contribua largement à décrédibiliser les slogans des ennemis de *Tahalouff* et à mobiliser la population de la Capitale. Mobilisation qui illustra la manière selon laquelle le *Harak* apportait sa contribution au projet politique du *Tahalouff* et améliorerait ses chances dans la Tripolitaine, une région où les islamistes comptaient réaliser leurs meilleurs scores électoraux. L'activisme du *Harak* fit barrage au projet des islamistes et de leurs alliés et œuvra grandement à la défaite de ces derniers dans la Capitale. Les milices de *Kasswara-Fajr Libya*, émanation milicienne de la nébuleuse islamiste libyenne, ne pardonnèrent jamais aux militants du *Harak* leur engagement et surtout, leur succès qui coûta extrêmement cher aux candidats islamistes. Aussi, une pléiade de leaders du *Harak* fut-elle arrêtée, lors de l'assaut donné par les milices de *Kasswara-Fajr Libya* contre la Capitale en septembre 2014. Certains n'ont plus jamais été revus depuis leur arrestation. En décembre 2014, le corps mutilé de Faraj Al Allagui, un jeune homme de vingt ans, activiste et coordinateur du *Harak* à Fachloun, un des hauts-lieux de la contestation a été jeté inanimé, devant le domicile de sa famille avec une inscription exigeant que le défunt ne soit pas enterré dans

un cimetière de la ville pour cause d'apostasie. Les prisonniers libérés des geôles de Misratha ou de Mîtiga rapportent dans leurs récits, des témoignages de dures tortures infligées à des militants du *Harak* par des miliciens islamistes. Cependant, ces suppliciés n'avaient pas de nom et restaient inconnus, car leur sort était scellé.

Conclusion du chapitre troisième : La contestation politique pacifique est le dernier bastion face à l'hégémonie milicienne

Dans les interstices de ce qui semblait être un combat des titans, combat entre milices tribales ou doctrinales, mené par la force et l'argument des armes, a éclos en Libye un mouvement de fond animé par de jeunes militants. L'objectif de ces collectifs d'activistes était d'œuvrer à une plus large participation des strates populaires à la reconfiguration des champs politiques et sociaux tant à l'échelle locale que nationale.

Les mouvements de protestation ont fait montre, grâce à la succession des manifestations et à la gestion des conflits ou des négociations, d'un sens de la persévérance et de l'inscription dans la durée, de la mobilisation. Une mobilisation qui se solda souvent par des percées et des acquis indéniables. Les activistes au sein des mouvements de protestation, à l'instar de ceux du *Harak*, ont clamé, depuis la genèse de leur action, leur autonomie vis-à-vis du paysage politique institutionnel, des factions tribales et des milices armées. Affichant clairement leur défiance aux institutions en place, aussi bien à l'échelle nationale que locale, ils récusaient, plus dans le discours et les représentations que dans les faits, toute forme d'obéissance politique, partisane ou tribale. Obéissance, sans cesse invoquée par leurs détracteurs. Ces derniers, comme dans le cas du *Harak*, reconnaissaient certes les potentialités spectaculaires de mobilisation chez les jeunes militants civils, mais reniaient catégoriquement leur autonomie par rapport aux blocs politiques ou

tribaux. Un déni qui s'apparentait à un « habit » que *le Harak* peinait à s'en défaire.

La contribution du *Harak* dans la transition fut disparate tant au niveau politique que spatial. En fait, le *Harak* a largement contribué à la tenue des élections des députés et y a participé activement. Cette contribution ne fut possible que grâce à la capacité de mobilisation des jeunes activistes, une mobilisation qui tenait lieu de ressource-levier incontournable pour la consolidation des potentialités respectives et collectives du spectre politique au sein duquel le *Harak* inscrivit son action. L'impact de celui-ci et sa réussite à mieux marquer le processus de transition était souvent en adéquation avec ses capacités à parer à toute récupération ou instrumentalisation de la part du *Tahalouff*. Une capacité qui marqua, immanquablement des hauts et des bas. Toutefois, malgré les tentatives de phagocytage du mouvement, celui-ci constitua une matrice pour une nouvelle pratique politique caractérisée par la dimension participative, massive et résistante. *Le Harak* permettait l'adjonction au profit du *Tahalouff*, d'une potentialité supplémentaire, celle de la mobilisation de masse. Une mobilisation nécessaire à la conduite des leviers de pouvoir et à la mise en place d'une légitimité de la domination politique. Alors que les milices de Zentane, bras armé du *Tahalouff* évacuaient Tripoli, l'abandonnant aux forces de *Fajr Libya*, les activistes de *Harak* sombraient dans la plus dure des clandestinités, annonçant ainsi le début d'une nouvelle ère de résistance et d'espoir.

CHAPITRE QUATRIEME :
LA LIBYE FACE A SES INCERTITUDES :
JIHADISME, FRAGMENTATION DU TERRITOIRE ET INSTABILITE
REGIONALE

Le contexte dans lequel eut lieu l'effondrement de l'Etat en Libye en 2011, était marqué par un niveau très avancé de l'érosion de l'autorité dans les pays de la région, et principalement au Niger et au Mali ainsi que par de profonds clivages politiques chez ses deux autres voisins du « printemps arabe » ; la Tunisie et l'Egypte. Ce contexte a donc favorisé l'émergence d'une série de crises sécuritaires d'ampleur dans l'ensemble de la région qui s'étend de la rive sud de la Méditerranée jusqu'aux confins du Sahel. Ces crises qui étaient alimentées par les dynamiques des trafics d'armes et de la prolifération des milices, ont transformé de ce fait, certaines des anciennes oppositions locales, qu'elles soient séparatistes ou politiques en factions militaires violentes ou en groupuscules terroristes.

La dimension territoriale inhérente aux trafics d'armes et aux conflits qui embrasent la région est fondamentale. En effet, les tribus et ethnies marginalisées par les Etats, disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye et n'hésitent plus à prétendre à leurs droits sur leurs territoires historiques ou revendiqués. Prétentions qui participent à créer des foyers de tensions dans toutes les marges voisines de la Libye et à encourager les populations à se soustraire aux contrôles des autorités centrales dans leurs pays respectifs. Cependant, cette dynamique autonomiste ne date pas de la période post-insurrectionnelle en Libye et prend son origine bien avant l'effondrement du régime de Kadhafi. Ainsi, par exemple, la guerre du Tchad a vu une implication massive des Toubous dans ses nombreuses péripéties. Kadhafi avait encouragé l'armement des

Toubous au début des années 1970 en procédant à une large diffusion d'arsenaux au sein de cette ethnie avant de changer, en 1978, de stratégie et d'alliances. Les Toubous, population nomade dont le territoire couvre les confins tchado-nigéro-libyens, ont été instrumentalisés par Kadhafi dans sa guerre contre N'djamena. Ils durent payer un prix très élevé à cause des retournements des alliances du « Guide » et de ses échecs face aux menées tchadiennes. Ainsi, constatant sa défaite dans les massifs du Tibesti et dans les déserts de Rebyana face aux unités mobiles tchadiennes, Kadhafi décida de rompre son pacte conclu précédemment avec les Toubous et s'appliqua à les marginaliser. Pendant cette période trouble de guerre et de désolation, la population locale a tiré profit de la diffusion des armes dans le Fezzan et en a stocké d'énormes quantités dans les localités du Fezzan. L'essaimage des arsenaux a alimenté par la suite, le soulèvement avorté de 2008, conduit par le leader toubou de Koufra, Aïssa Abdelmajid et fourni des armes aux groupes jihadistes de Cyrénaïque dans les années 1990. L'écrasement du premier soulèvement toubou et des groupes islamiques armés a initié le transfert des armes vers d'autres foyers proches de la Libye ; Ennedi, Azawad, Darfour et Niger.

Défis sécuritaires et instabilité post-insurrectionnelle en Libye et dans son voisinage : La dangereuse dissémination des réseaux de trafics et des factions armées

La chute de la Jamahiriya a aussi été à l'origine de l'apparition d'un premier foyer de sédition armée dans le Mont Châanbi en Tunisie et de l'attaque du site pétrolier d'In Amenas en Algérie ainsi que de l'aggravation des problèmes sécuritaires de toute la région du Maghreb-Sahel. Sitôt les armes tuées en Libye, nombreux furent les hommes armés ayant combattu sous l'étendard de Kadhafi, qui rentrèrent dans leurs pays d'origine, notamment au Mali et au Niger avec pour bagages, les armes pillées dans les

ultimes jours du combat. La plus grande partie de ces armes provenait des arsenaux qui furent récupérés par les insurgés et aussi, par les troupes défaites de Kadhafi dans les régions de Sebha et d'Oubari. Ces arsenaux comptaient des armes de grande qualité, réservées aux unités d'élite de l'armée et principalement à la 32^{ème} brigade conduite par le propre fils de Kadhafi, le Général Khamis.

Au Mali et au Niger, les deux gouvernements durent, non seulement faire face à l'afflux de vagues de réfugiés traumatisés et démunis, mais aussi et surtout, à l'arrivée et à la dissémination de grandes quantités d'armes sophistiquées dans les zones d'instabilité. Des armes qui ne tardèrent pas à rejoindre les arsenaux des groupes terroristes actifs dans le Sahara-Sahel central. Les inquiétudes les plus vives des autorités sécuritaires dans ces deux pays, sont alimentées par les déclarations incendiaires des chefs terroristes, à l'instar de l'Algérien Moukhtar Belmokhtar (alias *Laâwar* ou le Borgne), lequel est un des plus importants trafiquants de cigarettes de contrefaçon dans le Sahara, reconverti dans le jihadisme depuis son allégeance à AQMI et la fondation de la Brigade des Signataires par le Sang. Cet illustre terroriste-contrebandier déclara sur un ton triomphateur, que de nombreuses armes libyennes étaient tombées entre les mains des membres de son organisation. Cependant, les armes et les munitions ne constituent pas les seules sources d'inquiétudes pour les deux gouvernements au Niger et au Mali. En effet, ce sont les explosifs puissants et facilement dissimulables qui constituent l'un des principaux dangers qui pèsent sur la sécurité des pays de la région. Notons ici, que lors d'un accrochage avec un groupe de Touaregs maliens armés qui revenaient de la Libye dans la région d'Arlit au nord du Niger, l'Armée nigérienne a intercepté près de 650 kilos d'explosifs de type Semtex. Explosif difficilement détectable ainsi que plusieurs centaines de détonateurs. Ces quantités saisies seraient susceptibles de permettre aux groupes terroristes de

perpétrer d'énormes carnages. Cette prise importante est venue consolider les incertitudes qui pèsent sur le sort des missiles sol-air SAM-7 que les terroristes d'AQMI et des autres groupuscules de la nébuleuse jihadiste semblent s'être procurés. Cette arme, de petite taille, provient des arsenaux pillés en Libye, dans la région de Joffra et a une portée de 5 km en moyenne tout en étant utilisable de manière individuelle ou transportée sur les pick-up en usage dans le dispositif militaire des groupes armés.

L'exemple le plus illustratif de l'insécurité et de la déstabilisation générées par le conflit en Libye, est l'insurrection dans le nord du Mali. Les anciens combattants des unités d'élite de l'armée de Kadhafi étaient, dans une large mesure, issus des clans touaregs de l'Azawad au nord du Mali. Leur débâcle à l'automne 2011 dans le Fezzan et aux portes de Misratha, les contraignit à rentrer dans leurs terres et constituer les noyaux de la rébellion conduite par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), noyaux qui déclenchèrent une violente insurrection contre le pouvoir central de Bamako. Ces combattants ont tiré profit de leur connaissance du terrain et de leur entraînement performant au sein des unités d'élite de l'armée libyenne basées à Oubari. Ces unités appelées *Maghawir* étaient composées en majorité de Touaregs ayant déclaré allégeance à Kadhafi. En plus de leurs performances guerrières, les *Maghawir* étaient assurés d'une réelle supériorité de feu que leur assurait un armement sophistiqué ramené de Libye. Ainsi, les insurgés touaregs lancèrent une série d'opérations militaires au Nord du pays et écrasèrent une armée malienne mal équipée et démoralisée. A la suite de cette défaite, la hiérarchie militaire de Bamako renversa le président en exercice prétextant son incapacité à faire face à l'effondrement de l'Etat et lui faisant porter l'entière responsabilité de la dislocation de l'autorité dans les provinces septentrionales du pays.

Un autre aspect inhérent à la chute de la Jamahiriya et ses implications sur les pays limitrophes et principalement, au Niger, il y s'agit des retombées des trafics transfrontaliers et des recompositions socioéconomiques profondes au sein des communautés dans ce pays. En effet, les trafics entre la Libye et ses voisins méridionaux, ont connu une spectaculaire intensification. Les échanges informels ou illicites, connurent une croissance exponentielle avec le Niger via le passage frontalier de Tommou, lequel devint le plus important point de rencontre des trafiquants de la région du Sahara-Sahel. L'impact de la croissance de l'économie illicite sur la stabilité des pays voisins de la Libye est d'autant plus désastreux qu'il est détenu et géré par les milices tribales armées et que ses domaines de prédilection sont constitués par la prédation des ressources, les trafics d'armes, les migrations clandestines et la coopération avec les groupes terroristes ou séparatistes. Parallèlement à l'importance croissante des flux des trafics, il y a lieu de souligner l'extension progressive des territoires et des pistes où se déployaient cette économie de la prédation. A titre illustratif, le trafic d'armes en provenance des arsenaux libyens alimente désormais plusieurs foyers de sédition et de conflits violents situés au Nord du Nigéria, en République Centrafricaine et au Sud-Soudan après sa traversée du nouveau carrefour saharosahélien de la contrebande ; l'axe Bilma – Dirkou-Segueddine. Par cet axe « émergeant » passent une multitude de groupes, dont les dynamiques respectives sont très déstabilisatrices pour la région. D'abord, il y a les combattants touaregs de l'Azawad qui détiennent d'importants arsenaux d'armes et de projets séparatistes. Ensuite, il est fréquent d'y croiser les trafiquants soudanais qui sont particulièrement actifs dans les trafics de véhicules utilitaires confisqués et ensuite revendus par les factions armées libyennes afin d'alimenter leurs butins de guerre. Ces commerçants jouent aussi un rôle important dans les autres créneaux de trafic et

principalement celui des armes destinées aux milices tribales du Sud Soudan ; les Nuer et les Massiriya. Sur ces mêmes pistes, circulent aussi, les prospecteurs clandestins d'or des plateaux de Djado-Maguen. Ces prospecteurs, issus de plusieurs ethnies locales, engagent des combats fréquents entre eux et s'opposent par les armes, aux unités de la Garde Nationale nigérienne dépêchée sur les lieux pour les déloger. Ces combats ont, naturellement, généré une intensification des trafics d'armes dans la région. L'afflux des groupes de prospecteurs clandestins a participé à l'interpénétration des activités de trafic et de banditisme puisqu'il a encouragé l'arrivée de plusieurs bandes criminelles armées, en rupture de ban avec les confédérations tribales de la région et désireuses d'être employées comme forces supplétives de protection pour les prospecteurs d'or ou les commerçants.

Interventions militaires en Libye : Un bilan éludé, une éventualité périlleuse

Le démantèlement de l'armée de Kadhafi a porté un coup fatal à l'œuvre de réunification du pays après la chute de la Jamahiriya. L'assassinat du général Abdelfattah Younis par des islamistes radicaux en pleine bataille de libération de la Cyrénaïque a contribué à marginaliser le noyau d'une future armée unifiée. L'émergence de la puissance des milices tribales ou islamistes après l'avènement du nouveau pouvoir, a scellé le destin chaotique que connaissent la plupart des régions du pays et a constitué le terreau de la guerre fratricide entre les anciens camarades d'armes qui déchire les provinces. Toutefois, les interstices laissées vides par les combattants des diverses factions et notamment dans les régions durement touchées par les bombardements de la coalition lors de la campagne de 2011, se sont progressivement transformées en sanctuaires des groupes terroristes. Ainsi, les régions de Syrte, de Sabratha et des proches périphéries de la capitale Tripoli, jadis

fiefs de l'ancien régime et premiers sites ciblés par les bombardements, sont désormais les forteresses de *Daêch*. D'autres régions sont occupées par un groupe terroriste ; les *Ansar Al Haq*, autrefois connus sous l'appellation des *Ansar Eddine* lorsqu'ils combattaient au nord Mali. Parmi ces régions, la ville d'Oubari, située dans le Fezzan occidental aux portes du massif du Tassilli est devenue une proie convoitée par les factions jihadistes. Les *Ansar Al Haq* occupent aussi certains segments de la frontière entre le Niger et la Libye aux environs des contreforts nord du plateau de Mabguenni et dans les environs des sites pétroliers exploités par le consortium à majorité espagnole aux environs du J'bel Messak. Ce groupe terroriste est composé d'anciens combattants qui sont revenus de l'Azawad en 2012 et se sont illustrés depuis leur arrivée en Libye, par leurs actions de prédation violente des ressources et principalement, les rapines sur les pistes sahariennes et l'organisation des convois des migrants clandestins subsahariens.

Il est donc clair que les deux interventions extérieures aussi bien en Libye qu'au nord du Mali se sont soldées par la constitution d'entités territoriales qui ont été soustraites à l'autorité de l'Etat et qui sont gérées par les groupes terroristes. De même, l'absence d'une entente nationale entre les belligérants sur des questions cruciales, à l'instar du partage des ressources, du mode de gouvernement et du découpage territorial, ont incité les diverses parties en conflit à recourir à la mobilisation des milices armées et à la fragmentation du pays en régions et villes en conflit.

L'incapacité manifeste des organisations internationales à endiguer la violence milicienne et à mettre en œuvre une stratégie de sortie de la crise, témoignent de l'ampleur de l'erreur stratégique des concepteurs et promoteurs de la campagne de la coalition occidentale contre la Jamahiriya en 2011 et de leur méconnaissance des complexités sociales dans ce pays. L'alliance atlantique et ses forces supplétives locales ne sont pas les seules à porter la

responsabilité morale de l'échec politique de la phase post-insurrectionnelle en Libye, puisque les leaders de l'Union Africaine ne parvinrent pas aussi à désamorcer la crise à ses débuts et renoncèrent à trouver le compromis idoine entre les parties adverses. Un échec qui revigora les tenants de l'interventionnisme et par conséquent, du démantèlement de facto, d'un pays qui fut l'un des piliers de cette organisation panafricaine. Autant l'alliance atlantique que l'Union Africaine n'avaient tenté de déplacer la médiation entre Kadhafi et son opposition sur le véritable terrain susceptible de négocier un compromis acceptable ; celui de la tribu. Ayant, de prime abord, opté pour un soutien ferme et énergique à une élite, qui se prétendait constituer une alternative civique au régime de Kadhafi, les instances internationales avaient en fait misé sur un personnel politique coupé des réalités du pays et sans aucune influence sur les milices, les tribus et les factions armées. A la chute du régime, les promesses de démocratisation, de participation populaire et de paix s'estompèrent et les quelques voix qui dénonçaient les exactions miliciennes furent brutalement étouffées. Face à cette déchéance de l'Etat et à l'érosion du crédit de crédibilité dont jouissaient certains commandants de milices, les chefs coutumiers des tribus, reprirent peu à peu leurs rôles de médiateurs incontournables et de garants des accords de paix entre les lignages et les localités.

Malgré les multiples incertitudes qui pèsent sur l'action des chefs tribaux et l'absence d'une institution structurée susceptible d'assurer une pérennité à leurs médiations sur l'ensemble du territoire, les rares percées en matière de sécurisation des régions, de prévention des conflits, d'échange des prisonniers, de règlement des *diya*, le prix coutumier du sang, d'ouverture des routes et de coopération entre les municipalités, sont le fruit du long, discret et dur labeur des chefs de tribus. Il importe de préciser à ce propos que les initiatives de paix qui ont été menées à terme avec des

résultats perceptibles sur le terrain, ont été l'œuvre des chefs tribaux à l'instar des accords de désengagement des forces miliciennes dans le J'bel Naffoussa entre les factions amazighes et les unités zentanes. En mai 2015, à la faveur d'une médiation conduite par les chefs de la tribu des M'garha, les belligérants qui se battaient depuis des années dans la périphérie est de Tripoli ; les Zouïa et les Wercheffana, sont parvenus à un cessez-le-feu sur la plupart des fronts et à un échange de centaines de prisonniers détenus dans les deux camps. Toutefois, ces actions ne semblent pas intéresser les organisateurs du dialogue national libyen qui préférèrent associer à ce processus et de manière exclusive, une élite politique faiblement représentative du spectre social libyen et modestement outillée pour imposer un accord au reste des composantes du pays, principalement aux factions armées. Ce dialogue national est d'autant plus critiqué, parfois même dénoncé, qu'il s'accompagne souvent de menaces de représailles militaires et d'intervention occidentale contre les adversaires de la « solution » politique. Cependant et dans le cas de figure d'une nouvelle intervention de la coalition occidentale en Libye, le spectre des forces qui seraient éventuellement visées par une action répressive, s'est largement élargi depuis la dernière campagne de 2011. Ainsi, aux côtés des tribus et villes loyales à Kadhafi, ou soupçonnées comme telles, viennent s'ajouter les factions islamistes écartées des ententes, les ethnies marginalisées du Fezzan, les réseaux de contrebandiers, les tenants d'un statut de large autonomie ou du fédéralisme en Cyrénaïque et enfin, les habitants des quartiers périphériques des grandes villes, lesquels sont livrés aux groupes mafieux du trafic illicite d'alcool, de drogue et de migration clandestine. Par conséquent, toute intervention serait immanquablement jugée par ces catégories de population, comme un soutien à une élite politique qu'elles qualifient de corrompue du moment qu'elle accapare les ressources de l'Etat et se livre à une

paupérisation de la société libyenne profondément esseulée par les guerres et les clivages partisans. Nombreux sont les témoignages qui reconnaissent qu'un intense pilonnage des localités pourrait certes permettre d'imposer l'accord politique souhaité ou dicté par les puissances extérieures, mais il sera difficile, à moyen et long termes, de maintenir le large spectre des catégories de population dans l'obéissance au nouvel ordre établi. La partition et l'éclatement du pays seraient dès lors l'unique voie qu'emprunteraient les éventuels vaincus de l'intervention étrangère. L'unité nationale de façade qu'imposerait le pouvoir issu du dialogue ne pourrait jamais résister aux vieilles tensions tribales et régionales ni aux tentations séparatistes des provinces.

Jihadisme et islamisme : De l'alliance à l'affrontement

Les clivages qui sont apparus entre les diverses parties libyennes en 2011, ont été lus et interprétés par la plupart des analystes comme étant des aversions d'ordre idéologique. La grille de lecture des experts privilégiait en effet, une approche doctrinale de l'affrontement entre le bloc islamiste d'une part, et les libéraux d'une autre part, imprimant ainsi, sur les réalités spécifiques libyennes, les configurations classiques des divisions politiques inhérentes aux pays voisins. Or, la question de la laïcité, comme fondement constitutionnel pour le futur Etat libyen, ne fut jamais au cœur des débats et n'avait pas la même pertinence qu'en Tunisie ou en Egypte. A ce titre, il y a lieu de rappeler que toutes les parties dans ce pays s'accordaient sur le principe immuable que la *chariâa* constituait la source principale, sans être exclusive, de la Constitution et de la législation, à l'instar de ce qui fut sous la Jamahiriya. Loin d'être un affrontement idéologique, le clivage en Libye était d'ordre politique, celui de la lutte pour le pouvoir et les ressources entre factions dont les chefs mobilisent dans leurs batailles, les identités tribales et ethniques, sublimées et idéalisées.

Magnifier l'image d'une tribu solidaire et conquérante étant la meilleure propagande pour cristalliser un esprit de corps au sein des milices armées, désormais appelées à protéger leurs communautés contre leurs adversaires.

Lors du déclenchement de l'opération *Karama*, dont l'un des objectifs annoncés était la lutte contre l'hégémonie des Frères musulmans et des islamistes en général, l'idée d'une confrontation entre le bloc religieux d'une part et les tenants d'un Etat laïque d'une autre part, sembla, en apparence, confirmée dans les faits. Toutefois, cet alignement ne fut que de courte durée et la suite des combats entre les deux camps révéla la profonde adversité qui fragmentait le bloc des factions se réclamant de l'islamisme. L'afflux des armes aux mains des groupes jihadistes et leur participation aux principales batailles aux côtés des troupes de *Fajr Libya*, leur ont permis de constituer des arsenaux importants et d'occuper de larges portions du territoire libyen. Constatant l'affaiblissement des factions de *Fajr Libya* et leur incapacité à faire face aux assauts des insurgés dans les régions de la Tripolitaine, les jihadistes rompirent la coalition avec le gouvernement de Tripoli et retournèrent leurs armes contre leurs anciens alliés. Le début de l'année 2015 a été marqué par la proclamation des « émirats islamiques » dans plusieurs régions de Libye et particulièrement à Syrte où les combats sanglants eurent lieu entre les factions de *Fajr Libya* et celles de l'Etat Islamique *Daêch*. L'attaque kamikaze perpétrée par le tunisien Abou Mouhib contre le check-point de Dafniya à l'ouest de Misratha, ville symbole de *Fajr Libya* en mai 2015 a scellé définitivement la rupture entre les factions de l'islam dit « modéré » et les groupes jihadistes de *Daêch*. Ce dernier ne cache plus, depuis les succès qu'il a remportés à partir du printemps 2015 contre *Fajr Libya*, son intention de s'ériger en instance armée et religieuse exclusive en

Libye. Il a aussi appelé les combattants de toutes les milices à proclamer leur repentir et à rejoindre ses rangs.

Bien qu'ayant prêté allégeance à *Daêch*, les terroristes en Libye vivent une situation stratégique différente de celle que connaissent leurs homologues au sein de la même organisation en Syrie et en Irak. En effet, au niveau de la logistique, les territoires contrôlés par les jihadistes en Libye comportent des ports maritimes, des terminaux pétroliers sur la Méditerranée et des aéroports civils convenablement équipés. A Gardhabiya, la base aérienne située à proximité de Syrte, des avions civils et des chasseurs MIG étaient sur le tarmac lors de l'entrée des troupes de *Daêch* dans cet aéroport en mai 2015. De même, sur le plan militaire, les terroristes de *Daêch* ne font pas face à des armées structurées ou à des groupes puissants d'obédience religieuse à l'instar des factions chiites ou kurdes, mais affrontent des milices locales désunies et tirent souvent avantage de leurs clivages et désaccords pour étendre leur emprise sur des larges zones du pays. Grâce à ses nombreuses victoires récentes, l'organisation *Daêch* en Libye est en phase de se transformer en pôle d'attraction des jihadistes alors qu'elle fut, pendant les années passées, une étape intermédiaire sur la « route du jihad » vers les pays du Levant. Avec ce changement de statut et de destination et au vu des immenses moyens financiers que permet la prédation des ressources dans ce pays pétrolier, le jihadisme en Libye sera à même de mobiliser d'avantage de candidats terroristes issus des pays de la zone du Sahara-Sahel et déstabiliserait inévitablement des régions voisines où vivent des populations aux conditions précaires.

Alors que l'attention internationale était braquée sur l'actualité jihadsite en Irak, en Syrie et ensuite à Paris, *Daêch* était en train d'ouvrir un nouveau front en Libye à moins de 500 km des côtes méridionales de l'Europe. Les conséquences de cette installation silencieuse mais bien réelle seront pourtant infiniment plus graves

et plus délétères pour l'ensemble de la région et pour l'Europe que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent. Faute d'une prise en compte sérieuse de ce danger imminent, la stratégie du chaos deviendra, non seulement, une réalité en Tunisie, en Algérie et dans l'ensemble du Sahara-Sahel, mais aussi en Europe.

Comme il a été expliqué précédemment, l'activisme jihadiste en Libye n'est pas nouveau et remonte au début des années 1990 avec l'avènement du Groupe Libyen de Combat. Par conséquent, *Daêch* n'arrive pas en terrain vierge et peut, de ce fait, compter sur un vivier important de combattants mobilisables. La Libye représente pour *Daêch* un nouveau territoire de conquêtes, un deuxième front, un nouvel espace où il serait possible d'installer un émirat. Depuis la fin 2014, des émissaires aguerris ont été envoyés par Al Baghdadi à Derna et à Syrte pour étoffer les instances de commandement dans les nouveaux fiefs de l'organisation terroriste. Cependant, il faut relever que l'implantation de *Daêch* en Libye rencontra des difficultés importantes. Ainsi, l'installation de cette organisation à Derna s'est heurtée aux fragmentations tribales récurrentes dans la ville. Les groupuscules locaux originaires cette ville, connue traditionnellement pour son radicalisme islamiste, ont fait front contre *Daêch*, considérant cette dernière comme une forme de colonisation étrangère. Les raisons avancées par les leaders de Derna, qui se sont opposés à l'entrée de l'organisation terroriste de l'Etat Islamique dans leur ville, sont de deux ordres. D'abord, ils ont dénoncé la présence dans ses rangs d'une majorité d'éléments non libyens. Ensuite, ses pratiques rigoristes et son penchant pour les mutilations ou les exécutions sommaires, dénotent d'une violence inacceptable par la majorité des Libyens. A Syrte, la ville martyre, dont le tissu tribal local a été durement atteint lors de la campagne de bombardement de 2011, la population s'est laissée gagner par les miliciens de *Daêch*, car

aucune force dans cet ancien fief de Kadhafi n'était en mesure de se dresser contre les nouveaux maîtres.

Pendant longtemps, l'installation de *Daêch* en Libye n'a pas suscité d'inquiétude particulière. L'organisation terroriste apparaissait en effet, comme une force exogène sans réelle importance dans les enjeux sécuritaires du pays et incapable de construire des alliances au sein d'une société tribale. Toutefois, cette perception fut démentie dans les faits et *Daêch* a su construire des alliances de circonstances avec les milices de *Fajr Libya* stationnées à Syrte en tirant profit de l'affrontement entre les forces de Misratha et celles de Haftar. Grâce à un jeu alternant les coalitions occasionnelles aux retournements dans les alliances, *Daêch* a finalement réussi à asseoir, dans les régions de Syrte, une véritable base territoriale qui jouit d'une série de potentialités économiques et stratégiques. En effet, Syrte est située aux portes du croissant pétrolier. Elle est aussi un important carrefour des trafics susceptibles de constituer une source de financement grâce à la vente informelle d'hydrocarbure. A l'instar des autres factions armées, *Daêch* pratique la prédation des ressources et s'adonne, probablement plus que tous les autres groupes terroristes, aux attaques des fourgons blindés et au kidnapping.

Pourtant, il faut insister sur le fait que *Daêch*, à l'inverse d'autres organisations terroristes, a su s'adapter à des contextes nouveaux et à mettre en œuvre des formes évolutives de gouvernance. Cette faction terroriste s'est toujours implantée sur les marges des pouvoirs légaux. Ce fut le cas en Syrie, dans l'est abandonné par le régime d'Al Assad et en Irak, dans la zone sunnite délaissée par le gouvernement iraquien. En Libye, *Daêch* s'est installé précisément à la marge des deux zones contrôlées par les deux gouvernements libyens, dans une région qui fut tellement bombardée par les forces de la coalition occidentale, que plus personne n'envisagea un quelconque rôle pour cet ancien fief des Gdhedhfa dans la future

Libye. Or, c'est exactement dans cette « friche » politique et tribale que *Daêch* a décidé d'établir le troisième gouvernement en Libye. Un gouvernement qui, tout en contrôlant Syrte et ses environs, chercherait à s'étendre vers le sud en vue de s'approprier une profondeur stratégique.

Mais le projet de l'Etat Islamique semble rencontrer un obstacle majeur, que beaucoup estiment infranchissable. Il s'agit des grandes tribus guerrières du Fezzan. En effet, selon des chefs tribaux de la région de Harouj et de Sebha, la présence de *Daêch* dans une région en Libye est synonyme de déchéance et de faiblesse pour la tribu ou de l'ethnie qui habite ces terres. Ainsi, les Toubous, désormais maîtres de leurs terres et de la frontière méridionale, expriment clairement, depuis le début de l'installation de *Daêch* à Syrte, leur volonté de mettre sur pied une large coalition tribale pour libérer la ville côtière occupée. En effet, les Toubous redoutent que la géographie désertique de la région qui s'étend du Golfe de Syrte aux confins du Lac Tchad, ne permette à l'organisation terroriste d'établir des relations avec l'ensemble du Sahel et notamment avec les terres où sévit *Boko Haram*. Une inquiétude partagée aussi par les autres groupes tribaux qui estiment que la jonction entre les deux organisations terroristes constituerait un encerclement de leurs territoires. Même si la fin de *Daêch* n'est pas encore assurée, du moins dans un horizon proche, les limites de son extension sont définitivement tracées par la volonté des tribus du Fezzan de circonscrire l'organisation terroriste à une fine bande côtière proche de Syrte. Cependant, il est manifeste que la barbarie meurtrière de *Daêch* et sa volonté d'étendre son emprise sur les bassins pétroliers, notamment sur les concessions accordées aux entreprises russes et chinoises concourent à la constitution d'une large coalition tribale soutenue par des puissances étrangères, une coalition qui serait susceptible de vaincre l'organisation terroriste.

Conclusion du chapitre quatrième : Face au terrorisme jihadiste, l'action des élites locales

Dans les interstices d'un paysage libyen, dominé aussi bien par les combats entre les milices tribales ou doctrinales et par la généralisation des pratiques de la prédation des ressources, éclot et se développe un mouvement de fond, animé par une élite tribale consciente des périls de la partition du pays et de l'éventualité d'une nouvelle campagne alliée qui conduirait inévitablement à la disparition de la Libye en tant qu'Etat. L'objectif de ces chefs tribaux est d'œuvrer à une participation des vrais acteurs dans la société à la reconfiguration des champs politiques et sociaux tant à l'échelle locale que nationale. Ils ont fait montre, depuis la stabilisation des fronts militaires au début de l'année 2015, d'un réel et perceptible sens de la persévérance. Une mobilisation qui se solda souvent par des percées et des acquis indéniables, dont principalement la prévention des conflits dans plusieurs régions du pays ou l'échange de prisonniers. Cependant, le caractère informel de cette dynamique ne semble pas susciter l'intérêt des instances internationales ou des puissances régionales désireuses de mettre fin aux affrontements dans ce pays et de parer à son effritement. Ces dernières, pressées de se défaire de l'image d'une coalition occidentale belliqueuse et en constante agression envers les pays musulmans, misent encore sur une réhabilitation des partis islamistes dits ou supposés à torts comme modérés et les soutiennent dans leur quête du pouvoir. Toutefois, cette alliance entre les puissances occidentales et la branche libyenne de la Confrérie des Frères Musulmans s'est soldée par un cuisant échec. Au niveau militaire, les milices soutenues, financées et armées par ces islamistes « modérés » s'effondrent successivement face aux combattants jihadistes de *Daêch* ou des légions du Général Haftar, alors que sur le plan politique les revers massifs essuyés par les

candidats issus de la Confrérie aux élections du 24 juin 2014 ont mis en lumière le rejet du projet islamiste par une large majorité de Libyens. De ce fait, le soutien de la plupart des puissances occidentales apporté aux islamistes « modérés », a contribué à soustraire la légitimité à toute action militaire conduite par une alliance atlantiste ou européenne en Libye, action qui serait perçue par un large spectre de la population comme une ingérence au bénéfice d'une minorité inféodée aux projets de la coalition atlantiste.

Face à l'enlisement de la situation sécuritaire et à la recrudescence de l'activisme jihadiste, qu'alimentent aussi bien les dissensions internes que les immixtions des puissances étrangères ou celles des pays voisins, les acteurs de la société civile et plus particulièrement, les élites inscrites dans un projet unitaire pour la Libye, s'emploient à susciter une réelle mobilisation susceptible de transcender les fragmentations claniques et ethniques dans le pays et les régions frontalières où elles jouissent d'une crédibilité avérée. Cependant, en l'absence d'un appui à ces initiatives locales, les milices armées, les jihadistes et les réseaux de contrebande actifs en Libye et dans les pays du Sahara-Sahel seraient maîtresses, pour de longues années, des destins de la région et tireraient profit des dissensions internes au sein de la population, pour consolider les profondes scissions, réelles ou supposées, qui traversent le corps ethnique et tribal ainsi que les territoires en Libye et dans le voisinage subsaharien.

CONCLUSION GENERALE :
L'EFFONDREMENT DE LA JAMAHIRIYA SERAIT-IL LE PRELUDE A
L'EMBRASEMENT DE LA REGION ?

En édifiant un système de redistribution de la rente pétrolière fondé sur une patrimonialisation de cette ressource, Kadhafi avait la conviction que ce modèle était susceptible de maintenir la société libyenne dans le cercle de l'allégeance. Ce fut là, l'une de ses plus tragiques erreurs d'appréciation, puisqu'elle fut à l'origine d'une série d'échecs que le « Guide » n'a pas cessé de commettre face à la recrudescence de l'insurrection et à l'effondrement de son dispositif politique. Kadhafi était incapable, à l'aube de l'insurrection de 2011, de saisir les profondes mutations qui eurent lieu dans son pays et notamment, l'émergence de nouveaux rapports qui articulent, d'un côté, les réalités tribales et d'un autre côté, la montée de nouveaux acteurs issus des marges du système rentier. Un système qui n'était plus en mesure de constituer l'inaltérable ciment social dont rêvait l'Architecte de la Jamahiriya. Les trafics et le marché informel générés par une mondialisation envahissante, furent à l'origine de profonds dérèglements qui participèrent, paradoxalement à la consolidation du fait tribal en dehors du système rentier de Kadhafi. Les franges de la population que la Jamahiriya avait délibérément écartées de la redistribution de la manne pétrolière, se sont illustrées par la cohésion entre leurs membres et ont su résister à la précarisation, grâce à leur implication dans les marchés parallèles et dans l'économie de l'ombre. Cet esprit collectif d'initiative, sauva des pans entiers de la société libyenne, que les instances officielles avaient relégués dans le dénuement et leur permit de faire face aux nouvelles contraintes déstructurantes. Contraintes que le système corrompu et exclusionniste érigé par le « Guide » était incapable de satisfaire.

Depuis la chute de la Jamahiriya, à la suite de l'intervention militaire massive des coalisés, le pays vit au rythme des affrontements, dont les principaux enjeux n'ont aucun rapport avec les slogans démocratiques de l'insurrection. Les objectifs des milices engagées dans les combats, sont désormais le contrôle des territoires tribaux, l'occupation des pistes de la contrebande transfrontalière, la présence dans les sites stratégiques et la prédation des ressources. Ces objectifs constituent le dénominateur commun de l'ensemble des factions armées, qu'elles soient jihadistes, tribales ou ethniques.

Les défis sécuritaires auxquels fait face la Libye dans sa phase post-insurrectionnelle sont étayés et aggravés par la faiblesse structurelle des institutions issues des élections successives qu'a connues le pays. Ces institutions se sont illustrées par leur impuissance à s'imposer comme les principaux leviers de la régulation des conflits entre les diverses parties dans le pays. Prenant conscience de cette faiblesse des autorités et des périls qui guettent leurs intérêts, les tribus se sont hâtées de se doter de milices armées. Ces dernières se sont rapidement hissées au statut de forces souveraines sur les territoires respectifs des tribus. L'hégémonie des factions armées est l'une des principales causes de la difficile reconstruction de l'Armée en Libye. La puissance des milices au sein de l'échiquier politique du pays et sur les territoires tribaux permet à celles-ci d'œuvrer à la marginalisation de la hiérarchie militaire et des derniers bataillons stationnés dans la Cyrénaïque. Cette mise à l'écart de l'Armée par les gouvernements successifs est une concession intéressée de la part d'une élite politique, sans assise populaire, à des milices de plus en plus puissantes, mais surtout extrêmement honnies par la population.

Aux marges des affrontements entre les factions armées tribales, une nouvelle forme de violence oppose désormais les milices locales aux groupes jihadistes. Cette violence connaît, depuis le

début de l'année 2015, un regain significatif, dans la ville de Syrte et dans les voisinages du littoral tripolite, du fait de l'incapacité des nouvelles autorités, à contenir un péril sécuritaire majeur, péril qu'elles avaient couvé pendant plus de deux années, espérant l'utiliser dans leurs guerres fratricides contre les adversaires qu'ils soient de la Cyrénaïque ou des *Khoutt El Jedd*. Cependant, le péril jihadiste n'est pas prêt à être contenu à l'intérieur des frontières de la Libye, puisque les clivages et les affrontements armés entre les tribus libyennes et les groupes jihadistes participent à la propagation d'une violence générée par les obligations coutumières de la vengeance. L'étendue des ramifications tribales et la présence de réseaux jihadistes dans la région du Sahara-Sahel constituent des facteurs aggravants de la violence dans cette partie du continent.

La montée en puissance des factions armées et leur implication dans la dissémination des trafics d'armes et de la criminalité en Libye accentuent l'insécurité dans les régions frontalières des pays voisins. Ces régions vivent, depuis plus de deux décennies des situations de précarité et de crises profondes tant économiques, sécuritaires qu'alimentaires. Dans les parties septentrionales du Niger et du Mali ainsi que, par intermittence, en Algérie et en Tunisie, des groupes dissidents tirent profit du chaos qui règne en Libye et des ressources importantes que recèle ce pays, pour allumer des foyers de sédition. Leurs projets sont rendus possibles grâce à l'implication dans la circulation des flux d'armes et le réseautage du banditisme, de la contrebande transfrontalière et du terrorisme. La mise en synergie des stratégies inhérentes aux acteurs du jihadisme, aux réseaux des trafics illicites, des cartels locaux du banditisme et des mouvements séparatistes est appelée à s'inscrire de plus en plus dans les réalités des pays du Sahara-Sahel à la faveur de l'ampleur des crises qui ébranlent les Etats de la région. Au regard de cette dynamique de fusion des visées déstabilisatrices, les leaders de *Daêch* sont parvenus à une

conviction d'ordre stratégique ; aucune victoire n'est envisageable pour la nébuleuse terroriste si elle fait face à des armées structurées ou à des groupes puissants d'obédience religieuse à l'instar des factions chiites ou kurdes. Par conséquent, la configuration idoine pour *Daêch* serait d'affronter des milices locales désunies, déchirées par des clivages inextricables d'ordres tribaux et territoriaux. Les faits d'armes largement médiatisés et les victoires récentes de *Daêch* ainsi que les moyens financiers considérables que détient cette organisation en Libye lui ont ouvert la voie vers la mise en place d'un pôle de regroupement des jihadistes, dont une grande partie est constituée de vétérans de la guerre en Syrie et en Irak. Aux côtés de ces combattants, en majorité arabes et aguerris au combat, *Daêch*, de par ses immenses ressources puisées en Libye, est désormais capable de mobiliser d'avantage de candidats terroristes issus des pays de la zone du Sahara-Sahel et pourrait, de ce fait, œuvrer à déstabiliser des régions voisines dont les populations souffrent de conditions précaires.

La défaite de *Daêch* nécessite-t-elle une nouvelle intervention étrangère en Libye ? La réponse serait affirmative si la première agression des coalisés en 2011 avait réalisé ses objectifs et ne s'est pas soldée par l'effondrement de la Jamahiriya et le déclenchement d'une guerre fratricide. L'existence en Libye d'entités territoriales indépendantes de toute forme d'autorité de l'Etat investies par des groupes terroristes, conjuguée à l'absence d'une entente nationale entre les belligérants sur des questions cruciales, à l'instar du partage des ressources et de l'organisation du pouvoir ainsi que la persistance d'une longue tradition d'hostilité entre les tribus, contribueront à transformer toute action militaire en un désastre aux implications insondables. Les probables pilonnages aériens intensifs, auxquels pourraient recourir les puissances occidentales contre des localités, permettraient d'imposer, pour un certain temps, à un large spectre politique libyen, leur vision de l'avenir

institutionnel du pays, mais il serait impossible de maintenir la cohésion autour d'un règlement dicté sous les bombes. Le rejet d'une solution politique ordonnée par l'étranger conduirait inéluctablement à une partition du pays car les éventuels vaincus de l'intervention armée seraient cette fois mieux outillés pour imposer leurs revendications territoriales. Revendications de plus en plus soutenues par les tensions tribales et les tentations séparatistes des provinces.

Sur un autre plan et à l'ombre des combats que se livrent les milices, les villes principales assistent à la naissance des mouvements de contestation sociale et politique, mouvements portés et animés par de jeunes issus des élites urbaines ou des strates défavorisées et précarisées. Cette nouvelle dynamique s'inscrit clairement à l'écart des cadres institutionnels traditionnels tribaux et des partis politiques fondés après l'insurrection. Les objectifs des mouvements de contestation politique et de revendication sociale sont axés sur une réelle et effective participation des strates populaires à la négociation d'un nouveau contrat pour l'édification d'une Libye plus juste, libérée de l'arbitraire et du chaos milicien.

Il serait indélicat de clore ce livre sans évoquer les *Chatawy*, ces textes de la douce poésie bédouine libyenne. Les vers de cette poésie ont souvent emprunté à la rhétorique coranique une multitude de métaphores, pour traiter le vécu pénible des hommes du désert, leurs douleurs, leurs frustrations et leurs privations. En avril 2016, les geôliers de la prison de Tammynah à Misratha, où sont emprisonnés les partisans de la Jamahiriya, découvrirent sur le mur d'une cellule où croupissait le poète et officier Abdeljalil Ahmed Al Maâdany avant son décès ce poème :

Avant de murer le chemin du destin

Et de partir à la rencontre de Sa face

J'aimerais vous faire don de ce secret

*En vous demandant de vous souvenir des flammes
Celles qui caresseront de leurs langues incandescentes
Vos mains assassines et vos cœurs éteints
Croyez-vous que cette guerre
A laissé dans les ténèbres des vainqueurs et des vaincus ?
Avez-vous réellement enseveli le Guide ?
Avez-vous brisé son souvenir ?
Par les lumières qu'Il jeta dans mon être
Et par Ses prophètes qui cueilleront mon ultime souffle
Je vous jure devant Son trône
Vous trainerez l'ignominie, des générations encore
Et au fond de vos âmes
Seront tatoués vos crimes
Car, avant votre trahison, il n'y avait qu'un seul Kadhafi
Aujourd'hui, il y en a des centaines
Et la chamelle qui vous donnait tant de lait
Vous l'avez maltraitée pour mieux l'exploiter
Esseulée, elle ne peut plus vous donner que du sang
Ignorants que vous êtes de Sa générosité
Vous avez décidé de l'égorger pour goûter à sa chair
Vous n'avez jamais pensé au lendemain
Lorsque vous serez mordus par les crocs de la faim
Il vous sera inutile de regretter son lait.*

Carte de la Libye

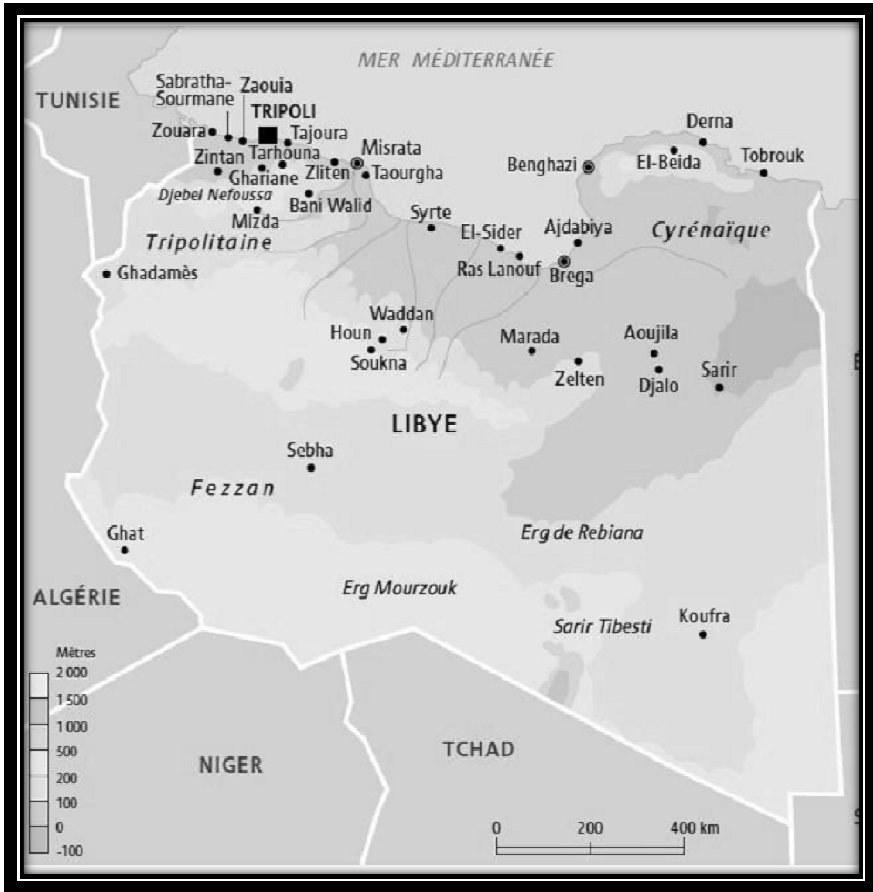


TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	15
CHAPITRE PREMIER :	19
L'HERITAGE DE KADHAFI ET LES FRACTURES D'UN PAYS	
<i>Les conceptions idéologiques et institutionnelles de Kadhafi : Tribu, révolution et charisme du « Guide »</i>	22
<i>Institutions de l'Etat libyen et tribus : une dualité des structures du pouvoir</i>	27
<i>Les institutions jamahiryennes et le fonctionnement des Congrès Populaires : Les processus de d'exclusion des groupes tribaux et des opposants</i>	31
<i>Les Comités Révolutionnaires : un puissant contre-pouvoir</i>	34
<i>La rente pétrolière et la clientélisation des tribus : Un levier d'exclusion et de marginalisation des oppositions</i>	36
<i>L'impossible réforme de la Jamahiriya : Libéralisation hésitante et limites du système rentier</i>	44
<i>La nomenklatura de la Jamahiriya et les réseaux des trafics : Une concurrence pour le contrôle des ressources</i>	47
<i>Les Commandements Populaires et Sociaux : Une alternative avortée aux Comités Révolutionnaires</i>	49
<i>Recomposition du pouvoir en Libye à la veille de l'insurrection : Hégémonie de la confédération tribale des Khoutt El Jedd, crise du clientélisme et répression des dissidences</i>	53
<i>Lecture appauvrissante des textes religieux et jihadisme : Kadhafi était-il le premier des salafistes ?</i>	56
<i>Conclusion du chapitre premier : Patrimonialisation de la rente pétrolière et de la violence</i>	58
CHAPITRE SECOND :	63
CHRONIQUE D'UNE INSURRECTION, DE LA REVOLTE A L'HEGEMONIE DES MILICES	
<i>Chronologie de la guerre fratricide : A l'ombre de l'insurrection, le jihadisme</i>	64
<i>Les milices à l'assaut du pouvoir : Violence, prédation des ressources et lutte pour le contrôle des territoires</i>	76
<i>Le contexte de prolifération des factions armées : L'absence d'une armée nationale et la méfiance entre les tribus</i>	78

<i>La violence armée au quotidien : La ville de Sebha, territoire des clivages raciaux et d'affrontement des stratégies</i>	99
<i>Conclusion du chapitre second : Milices et Armée, des entités représentatives de deux projets</i>	114
CHAPITRE TROISIEME :	117
<i>A L'ECART DU CHAOS MILICIEN, LE REVEIL DE DE LA CONTESTATION CIVIQUE ET SOCIALE</i>	
<i>Le Contexte politique et les moments-clés : Tournants et soubresauts d'une transition incertaine</i>	118
<i>Les mutations dans le champ politique et social : Vers la fragmentation</i>	119
<i>Harak La Li Tamdid : L'activisme pour une reconfiguration politique</i>	120
<i>Mobilisation des ressources pour le succès : L'apport du Harak</i>	121
<i>La première étincelle de Gharghour : De la dimension locale au projet national</i>	123
<i>La mobilisation pour la non-prolongation du mandat du Congrès National Général : De la résistance à la victoire</i>	124
<i>Le passage dans la clandestinité et la résistance à la campagne de Kasswara : Le Harak, du triomphe électoral à l'opposition</i>	126
<i>L'activisme du Harak dans une société à dominante tribale tiraillée par la violence milicienne : Anthropologie d'une réhabilitation des « enfants prodiges de la révolution »</i>	127
<i>Les élites politiques et l'alliance avec le Harak : Vassalité au Tahalouff ou concordance des objectifs</i>	129
<i>Conclusion du chapitre troisième : La contestation politique pacifique est le dernier bastion face à l'hégémonie milicienne</i>	131
CHAPITRE QUATRIEME :	133
<i>LA LIBYE FACE A SES INCERTITUDES : JIHADISME, FRAGMENTATION DU TERRITOIRE ET INSTABILITE REGIONALE</i>	
<i>Défis sécuritaires et instabilité post-insurrectionnelle en Libye et dans son voisinage : La dangereuse dissémination des réseaux de trafics et des factions armées</i>	134
<i>Interventions militaires en Libye : Un bilan éludé, une éventualité périlleuse</i>	138

<i>Jihadisme et islamisme : De l'alliance à l'affrontement</i>	142
<i>Conclusion du chapitre quatrième : Face au terrorisme jihadiste, l'action des élites locales</i>	148
CONCLUSION GENERALE :	150
L'EFFONDREMENT DE LA JAMAHIRIYA SERAIT-IL LE PRELUDE A L'EMBRASEMENT DE LA REGION ?	
<i>Carte de la Libye</i>	156